

VEILLE PRESSE

FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PEP & RESEAU PEP



Janvier 2022

www.lespep.org

SOMMAIRE

MEDIAS NATIONAUX

Fédération Générale des PEP	Handicap.fr	18 janvier 2022
Fédération Générale des PEP	Le Média Social	17 janvier 2022
Fédération Générale des PEP	Hospimedia	17 janvier 2022
Fédération Générale des PEP	Tout Educ	20 janvier 2022

MEDIAS RÉGIONAUX

Les PEP 18	Le Berry Républicain	29 Janvier 2022
Les PEP 11	La Dépêche du Midi	29 Janvier 2022
Les PEP 19	La Montagne	28 Janvier 2022
Les PEP 28	L'Echo Républicain	28 Janvier 2022
Les PEP 32	La Voix du Gers	28 Janvier 2022
Les PEP 03	La Montagne	27 Janvier 2022
Les PEP 52	Le Journal de Haute Marne	27 Janvier 2022
Les PEP 12	La Progrès	27 Janvier 2022
Les PEP 43	Zoomdici.fr	27 Janvier 2022
Les PEP 40	Presse Lib	26 Janvier 2022
Les PEP 59	Le Dauphiné	26 Janvier 2022
Les PEP 34	Hérault Tribune	26 Janvier 2022
Les PEP Alpes du Sud	Le Dauphiné	26 Janvier 2022
Les PEP Centre Val de Loire	La Nouvelle République	26 Janvier 2022
Les PEP 15	La Montagne	26 Janvier 2022
Les PEP 10	L'Est-Eclair	26 Janvier 2022
Les PEP 69/ML	Lyon Demain	24 Janvier 2022
Les PEP 14	Ouest France	25 Janvier 2022
Les PEP 14	Le Courrier de l'Ouest	25 Janvier 2022
Les PEP 14	Presse Océan	25 Janvier 2022
Les PEP 14	Le Maine Libre	25 Janvier 2022
Les PEP Alsace	DNA	22 Janvier 2022
Les PEP Alsace	L'Alsace	22 Janvier 2022
Les PEP Alsace	L'Alsace	22 Janvier 2022
Les PEP 50	La Manche Libre	22 Janvier 2022
Les PEP 44 – 49	Ouest France	22 Janvier 2022
Les PEP Lor'Est	Le Républicain Lorrain	21 Janvier 2022
Les PEP 09	Sud Radio	21 Janvier 2022
Les PEP 09	France TV	21 Janvier 2022
Les PEP 62	L'Abeille de la Ternoise	20 Janvier 2022
Les PEP 42	Le Dauphiné	20 Janvier 2022
Les PEP 01	La Progrès	19 Janvier 2022
Les PEP 87	Le Populaire	19 Janvier 2022

SOMMAIRE

Les PEP Lor'Est	Metz.fr	18 Janvier 2022
Les PEP 37	La Nouvelle République	18 Janvier 2022
Les PEP 87	Le Populaire	18 Janvier 2022
Les PEP 56	Ouest France	18 Janvier 2022
Les PEP 40	Sud-Ouest	18 Janvier 2022
Les PEP 06	Nice Matin	16 Janvier 2022
Les PEP 39	La Progrès	16 Janvier 2022
Les PEP 65	La Dépêche du Midi	16 Janvier 2022
Les PEP 15	La Dépêche d'Auvergne	14 Janvier 2022
Les PEP 15	La Voix du Cantal	13 Janvier 2022
Les PEP 42	Le Progrès	12 Janvier 2022
Les PEP 10	Hospimedia	12 Janvier 2022
Les PEP 80	Le Courrier Picard	12 Janvier 2022
Les PEP 80	Le Journal d'Abbeville	12 Janvier 2022
Les PEP 80	Le Journal d'Abbeville	12 Janvier 2022
Les PEP 973	France Antilles	11 Janvier 2022
Les PEP 59	France 3	11 Janvier 2022
Les PEP 34	Dis-Leur	10 Janvier 2022
Les PEP 15	ARS	10 Janvier 2022
Les PEP 87	Le Populaire.fr	7 Janvier 2022
Les PEP 87	Le Populaire	6 Janvier 2022
Les PEP 50	La Presse de la Manche	6 Janvier 2022
Les PEP 13	Le Figaro Littéraire	6 Janvier 2022
Les PEP 13	Var Matin	4 Janvier 2022
Les PEP 80	France Inter	4 Janvier 2022
Les PEP 81	France Inter	4 Janvier 2022
Les PEP ADS	Le Dauphiné Libéré	4 Janvier 2022

SOMMAIRE

MEDIAS SOCIAUX

Facebook / 16 publications / 9 767 vues / 21 nouveaux abonnés

Twitter / 14 publications / 8 600 vues / 17 nouveaux abonnés

LinkedIn / 12 publications / 15 427 vues / 126 nouveaux abonnés

MEDIAS SOCIAUX - PEP ATTITUDE

Facebook / 16 publications / 3 289 vues / 2 nouveaux abonnés

Twitter / 13 publications / 1 249 vues / 3 nouveaux abonnés

Instagram / 7 publications / 7 nouveaux abonnés

CHIFFRES CLEFS DU MOIS

72 retombées médias

78 Publications sur les réseaux sociaux

38 332 Vues cumulées sur les réseaux sociaux

Fédération Générale des PEP

Handicap.fr

Edition du 18 janvier 2022

handicap.fr

Zemmour à l'école inclusive : un droit non négociable

L'école inclusive s'est invitée dans la Présidentielle après les déclarations explosives d'Eric Zemmour. Un droit qui ne doit pas faire débat mais qui, pour autant, offre l'occasion de se pencher sur les carences du système. Réaction des assos !



Le 14 janvier 2022, à l'occasion d'une conversation avec des enseignants dans l'Aisne, Eric Zemmour dit préférer « accueillir » les enfants handicapés dans des « établissements spécialisés », plutôt qu'en école ordinaire, dénonçant « l'obsession de l'inclusion ». Si le candidat d'extrême droite à la présidentielle a fait de la provocation tous azimuts et des phrases choc sa marque de fabrique - dans un autre « dossier », il est d'ailleurs condamné le 17 janvier à 10 000 euros d'amende pour provocation à la haine raciale pour ses propos sur les mineurs migrants isolés-, cette énième sortie de route a provoqué un tsunami de réactions indignées ! Mais pas que...

S'est-il rendu compte qu'il était allé trop loin ? On ne touche pas aux enfants handicapés en toute impunité. Il avait écourté son déplacement dans l'Aisne le 15 janvier. Raison officielle : « Question de planning ». Mais le « malaise général » pourrait y être pour beaucoup. Face à l'ampleur de la polémique, il a aussitôt nuancé ses propos sur les réseaux sociaux puis, dès le lendemain, s'est fendu d'une longue vidéo (5 minutes, sur YouTube), dans laquelle il revient, d'une voix solennelle et avec d'extrêmes précautions, sur le sens de son message, contextualisant sa déclaration explosive.

Réactions des asso

Alors, face à la bronca, sans pour autant éluder les obstacles, ils sont bien plus nombreux à défendre la position « idéologique » du tout inclusif. Jamais un sujet « handicap » n'avait engendré un tel tollé, pas même le rejet de la déconjugalisation de l' AAH par les députés... Depuis trois jours, les communiqués de presse affluent, les uns après les autres. D'une même voix, associations gestionnaires, nationales ou de parents, personnes concernées... toutes se disent indignées. En tête de cortège, le Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH) rappelle que « l'accueil à l'école est un droit pour tous les enfants de la République », inscrit dans les traités internationaux signés par la France. « L'époque des enfants cachés, entravés, privés de soins, coupés de la vie sociale et de toutes perspectives est définitivement révolue », ajoute la Fédération générale des PEP (pupilles de l'enseignement public). Pour SOS autisme France, Eric Zemmour « défend une vieille vision du handicap et des écoles spécialisées ». Selon Olivia Cattani, sa présidente, c'est une «

offense à tous ces jeunes en situation de handicap qui réussissent leur parcours scolaire ». Pour Trisomie 21 France, en qualifiant l'inclusion de « mauvaise manière pour les autres enfants », « une ligne a été franchie ! » par le candidat, rouge forcément ! « L'enfant ne se cultive pas sous serre, à l'écart, mais n'évolue et ne s'épanouit qu'en immersion parmi les autres », écrit de son côté l'Association nationale pour l'intégration des personnes handicapées moteurs (ANPIHM), « l'objectif étant de conduire l'enfant dit handicapé à atteindre un degré d'autonomie maximum, degré que l'on peine parfois à imaginer au départ ». Pour l'APHPP (Association pour la promotion des personnes handicapées) et son président Matthieu Annereau, lui-même en situation de handicap visuel, « donner les mêmes chances d'apprentissage (...) est l'ADN de notre société, vivre l'inclusion dès l'enfance est une chance pour les élèves en situation de handicap, pour leur émancipation et autonomie, et évite de fabriquer des freins et stéréotypes dans la tête des futurs adultes, décideurs, responsables... »

Pour lire l'intégralité de l'article cliquez [ICI](#)

Fédération Générale des PEP Le Média Social Edition du 17 janvier 2022



Handicap, MNA : Éric Zemmour multiplie les polémiques et les condamnations

Le vendredi 14 janvier, en visite à Honnecourt-sur-Escaut (Nord), Éric Zemmour a prononcé un réquisitoire contre l'inclusion scolaire. - © Bertrand Guay / AFP

Les déclarations du candidat d'extrême droite sur l'inclusion des enfants handicapés à l'école ont suscité une avalanche de réactions indignées. Ce lundi, Éric Zemmour a été condamné pour provocation à la haine raciale en raison de propos injurieux à l'encontre des mineurs étrangers non accompagnés.

En déplacement le 14 janvier dans le Nord, Éric Zemmour a déclaré à propos des enfants handicapés « qu'il faut des établissements spécialisés qui s'en occupent. Sauf les gens qui sont légèrement handicapés évidemment. Mais pour le reste, l'obsession de l'inclusion est une mauvaise manière faite aux autres enfants, et à ces enfants-là qui sont, les pauvres, complètement dépassés par les autres. »

Tollé général

Les politiques de tout bord ont condamné les propos du candidat à l'élection présidentielle. Pour la secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées, Sophie Cluzel, « c'est vraiment l'honneur de la France de pouvoir scolariser ces enfants avec les autres, au milieu des autres ». Anne Hidalgo (PS) a fustigé « l'outrance, la violence et l'injure » du candidat d'extrême droite. Le communiste Fabien Roussel a dénoncé « la société d'apartheid » qui serait le projet du polémiste. La réaction la plus forte est venue du Républicain Damien Abad, lui-même en situation de handicap (voir tweet ci-dessous).



Un droit affirmé

Le monde associatif n'a pas été en reste. Dans une lettre ouverte au candidat, la fédération des PEP rappelle : « Non Monsieur, l'inclusion n'est pas une obsession, c'est un droit affirmé par des traités internationaux signés par la France, un droit prescrit par la loi votée par le parlement, un droit inscrit dans des décrets et règlements qui s'imposent à tous. »

Citoyenneté

Jean-Louis Garcia (président de l'Apajh) a dénoncé sur *BFM TV* une « ségrégation », une « mise à l'écart ». La présidente de SOS Autisme, Olivia Cattan, a estimé que les propos du candidat révélaient une « méconnaissance du sujet ». Dans une très longue réaction, le CNCPPH conclut ainsi : « La question de la place des élèves en situation de handicap à l'école pose plus largement celle de la citoyenneté, de la participation sociale, et de la société dans laquelle nous vivons et nous voulons vivre. »

ADN de notre société

De son côté, l'Association pour la prise en compte du handicap dans les politiques publiques et privées (APHPP), présidée par l'élu aveugle Matthieu Annereau (LREM), estime que « donner les mêmes chances d'apprentissage à tous les enfants de notre République est l'ADN de notre société, vivre l'inclusion dès l'enfance est une chance pour les élèves en situation de handicap pour leur émancipation et autonomie, évite de fabriquer des freins et stéréotypes dans la tête des futurs adultes, décideurs, responsables. »

Pour lire l'intégralité de l'article cliquez [ICI](#)

Fédération Générale des PEP

Hospimedia

Edition du 17 janvier 2022

HOSPIMEDIA
L'actualité des territoires de santé

Les propos d'Éric Zemmour lancent le débat sur l'école inclusive dans la présidentielle

Les propos tenus par Éric Zemmour sur l'inclusion scolaire ont suscité une vague d'indignation de l'extrême gauche à l'extrême droite. Le secteur handicap aimerait, au-delà de l'émotion, un vrai engagement des candidats à l'élection présidentielle.

Le secteur handicap se désespérait de voir ses problématiques prises en compte dans le débat pour les présidentielles. Grâce à Éric Zemmour, l'école inclusive est pour quelques jours au cœur des débats. Au-delà de l'indignation, les associations aimeraient que les candidats s'emparent vraiment de la question avec des propositions concrètes.

Ce 14 janvier, en visite à Honnecourt-sur-Escaut (Nord), le candidat à l'élection présidentielle Éric Zemmour se déclare très méfiant sur la politique d'inclusion scolaire : " Il faut effectivement des établissements spécialisés, sauf pour les gens légèrement handicapés, évidemment [...] Je pense que l'obsession de l'inclusion est une mauvaise manière faite aux autres enfants et à ces enfants-là qui sont, les pauvres, complètement dépassés par les autres enfants. Donc je pense qu'il faut des enseignants spécialisés qui s'en occupent. "

Condamnation unanime des politiques

Des propos qui ne tardent pas à faire réagir les candidats ou les partis, toutes tendances confondues. Sophie Cluzel, secrétaire d'État en charge des Personnes handicapées, dénonce sur Twitter une " déclaration pitoyable " qui " illustre une fois de plus son rejet des différences ". Sur plusieurs plateaux télé et radio, elle se dit très en colère et consternée. " Bien sûr que c'est compliqué mais c'est vraiment l'honneur de la France de pouvoir scolariser ces enfants avec les autres, au milieu des autres " , précise-t-elle sur *BFMTV* .

Un avis partagé par Damien Abad, chef de file des députés LR, sur Twitter : " Oui, nous devons avoir l'obsession de l'inclusion. Je demande des excuses publiques. " Il est rejoint par la candidate Valérie Pécresse : " Mon rejet, c'est plus d'inclusion pour les enfants en situation de handicap. " Même son de cloche à gauche : " Il est comme toujours dans l'outrance, la violence et l'injure " , déclare Anne Hidalgo, la candidate du PS. Pour Jean-Luc Mélenchon, le candidat de La France insoumise, " il faut faire l'inverse et tout faire pour que ces enfants puissent être scolarisés à égalité avec tous les autres élèves ". Fabien Roussel, le candidat communiste, est " révolté par la proposition d'Éric Zemmour qui veut exclure les enfants en situation de handicap de l'école de la République ". Marine Le Pen, la candidate du Rassemblement national, a quant à elle jugé " impardonnable " de " s'attaquer aux enfants fragilisés par un handicap " .

Face à cette bronca, Éric Zemmour a tenté un retropédalage. Dans un message [vidéo](#) il explique : " Je veux que chaque famille ait le choix. Je refuse l'obsession égalitariste car j'ai peur qu'elle soit le paravent de l'abandon des écoles spécialisées. Je [la refuse], quand elle culpabilise les parents qui veulent une scolarité adaptée pour leur enfant. " Il veut notamment " multiplier et renforcer les solutions alternatives à l'école " . Il prétend même être en phase avec Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). Si cette dernière, interrogée par *Le Monde* , confirme avoir eu un échange avec le candidat, elle rappelle fermement sa position : " Tout enfant en situation de handicap doit aller à l'école de la République. On ne sort pas les enfants de force de l'école . C'est à côté de l'esprit des institutions et de l'esprit de la loi de 2005, qui est un combat de plusieurs années. "

Une proposition à contre courant

La position d'Éric Zemmour est effectivement " en opposition de la loi du 11 février 2005 et de la convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations unies ratifiée par la France en 2010 " , selon le Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH). Le conseil en profite, dans un communiqué, pour rappeler que " l'accueil à l'école est un droit pour tous les enfants, qu'ils aient des besoins éducatifs particuliers ou non " et les moyens à développer : des enseignants convenablement formés, des dispositifs de scolarisation inclusive et des aménagements pédagogiques, des accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) décemment rémunérés et régulièrement formés, une collaboration renforcée avec le secteur médico-social...

Pour Trisomie 21 France, qui a été à l'origine des premiers dispositifs de scolarisation dans l'école ordinaire pour les enfants avec trisomie 21, " une ligne a été franchie ". L'association " ne peut que condamner de telles affirmations et demande à tous les candidats de s'engager réellement et sans réserve pour le droit à l'école pour tous les enfants, avec les moyens

nécessaires à mettre en œuvre ". La **Fédération générale des PEP** estime que " l'époque des enfants cachés, entravés, privés de soins, coupés de la vie sociale et de toutes perspectives est définitivement révolue. Nous devons collectivement construire de nouvelles pratiques d'accueil et d'accompagnement respectueuses de la dignité, de l'intégrité et des aptitudes des enfants handicapés. "

Le handicap enfin dans le débat ?

Au-delà de l'indignation légitime, les familles et les professionnels attendent un engagement et des propositions concrètes des candidats à la présidentielle. L'Unapei souhaite sur Twitter que le handicap ne soit pas qu'une " polémique d'un jour " et " demande aux candidats des engagements forts pour un système éducatif ouvert à tous " . " La route est encore longue avant une véritable inclusion des enfants handicapés. Le prochain quinquennat devra apporter des réponses plus fortes " , ajoute le Collectif handicaps. Le CNCPH appelle également les acteurs du débat politique à la plus grande vigilance quant aux termes qu'ils emploient pour désigner les personnes dites handicapées. " Il ne s'agit pas de personnes fragiles, ni vulnérables, ni même malades. Leur handicap ne les rend pas différentes et n'est pas une chance pour les autres " , précise le conseil .

Fédération Générale des PEP
ToutEduC
Edition du 20 janvier 2022



Scolaire » Actualité

Ecole inclusive : les propos d'E. Zemmour vont à l'encontre de l'opinion des Français (les PEP)

Paru dans *Scolaire*, *Périscolaire* le jeudi 20 janvier 2022.

Les propos d'Eric Zemmour qui souhaite que "les enfants en situation de handicap soient scolarisés dans des établissements spécialisés" et qui dénonce "l'obsession de l'inclusion" dont seraient victimes les autres enfants scandalisent la fédération des PEP, association "gestionnaire d'établissements spécialisés d'accueil et d'éducation d'enfants handicapés", "engagée depuis des décennies pour les droits à l'éducation, à l'émancipation et à la réussite de tous les enfants et particulièrement pour ceux qui sont frappés par une inégalité de destin". C'est l'occasion pour les PEP de revenir sur la 6ème "vague" de son "baromètre de la société inclusive", une étude d'opinion réalisée par Kantar il y a un peu plus d'un an auprès d'un échantillon représentatif de la société française métropolitaine qui estime à 65 % que la société est "inégalitaire".

Si les inégalités les plus graves concernent l'emploi, l'accès aux soins et le logement, l'éducation vient tout de suite après. Et quand on demande ce qui doit primer à l'école, la lutte contre les inégalités l'emporte largement sur la méritocratie (59 % contre 31 %). Cette lutte contre les inégalités passe notamment par des formations à distance pour les enfants qui ne peuvent se déplacer pour venir à l'école, ou par un accompagnement médico-social au sein des classes ordinaires ou des lieux d'activités périscolaires (88 ou 87 % de réponses positives). Mais notre société n'est pas inclusive pour 64 % des répondants (un pourcentage en baisse depuis 2014 où il était de 81 %) et ce sont les personnes en situation de handicap et les habitants des quartiers de la politique de la ville qui ont le moins la "possibilité de trouver leur place et se réaliser au sein de la société".

A noter encore dans cette étude d'opinion que la liberté d'expression et la laïcité sont les principes républicains "les plus importants" et que la liberté de culte et de conscience recueille 8 fois plus de suffrages que l'interdiction du port de signes religieux dans les administrations et bâtiments publics (24 % vs 3 %).

Le baromètre [ici](#) (PDF), le site des PEP [ici](#)

Les PEP 18

Le Berry Républicain

Edition du 29 janvier 2022

Centre France
LE BERRY
RÉPUBLICAIN

Des friches reconverties en logements

« On n'en fait pas une vocation. Ce genre de bâtiment, c'est une histoire à chaque fois. C'est une question d'opportunité »



CHANTIER. La reconversion en logements de l'ancienne école des Forges est en cours. La fin des travaux est prévue pour juin prochain. PHOTO YA.

À Vierzon, Val de Berry, l'office public HLM du Cher, porte deux chantiers de reconversion de bâtiments abandonnés en résidences de logements sociaux.

Yassine Azoug
yassine.azoug@centrefrance.com

Donner une nouvelle vie à un bâtiment ancien et abandonné en y créant des logements sociaux, c'est ce que Val de Berry fait aujourd'hui à Vierzon.

L'office public HLM du département du Cher est en train de réaliser une résidence de dix-sept logements dans l'ancien château et foyer Bel-Air, rue de la Société-Française, ainsi que cinq logements dans l'ancienne école des Forges, rue de la Convention.

« Nous pouvons facilement réhabiliter des bâtiments, on sait le faire, souligne Emmanuel Riotte, président de Val de Berry. Et au niveau national, en tant qu'office public départemental, tout le monde ne fait pas ça. »

« On n'en fait pas une vocation. Ce genre de bâtiment, c'est une histoire à chaque fois. C'est

une question d'opportunité », précise Benoît Lemaigre, directeur général adjoint à l'office.

Par exemple, « Bel-Air, nous en sommes propriétaires depuis le début des années 1990, explique le directeur général adjoint. On avait acheté le château, on l'a transformé en foyer pour personnes handicapées à destination des Pep 18 qui l'ont gardé une vingtaine d'années. Les Pep 18 nous l'ont rendu il y a quelques années, ils n'en avaient plus l'utilité. »

Val de Berry s'est alors retrouvé avec ce foyer devenu une friche. « On s'est demandé quoi en faire ? C'est bien placé, en centre-ville, à côté de la gare SNCF et comme on avait de la demande, on s'est dit qu'on allait le transformer en petits logements. Et le Nouveau Programme de renouvellement urbain (NPRU) de la ville de Vierzon est arrivé à ce moment-là, donc a saisi l'opportunité, avec le maire, de transformer un bâtiment désaffecté », se souvient Benoît Lemaigre.

Ainsi, dix-sept logements, treize dans l'ancien château et foyer et une extension neuve de quatre logements, sont en cours de réalisation. La livraison du chantier de 2,2 millions d'euros, est prévue au cours du premier

semestre 2022 ». Quant au deuxième chantier, dans l'ancienne école des Forges abandonnée depuis plusieurs années, il est également en cours et devrait être achevé en juin prochain. Là aussi, c'est une question d'opportunité.

« Ça coûte plus cher que de faire du logement neuf »

« L'école des Forges, c'est un bâtiment qui appartenait à la mairie de Vierzon. Dans le cadre du NPRU, pour réaliser le nombre de logements attendu, on a pensé à cette ancienne école. On l'a visitée et on a découvert qu'on pouvait faire cinq logements dedans. On l'a achetée et ça permet aussi de faire du petit logement », explique le directeur général adjoint.

Ainsi, cinq logements sont en cours de réalisation : un à l'étage et quatre au rez-de-chaussée. La future résidence accueillera quatre T2 et un T3. Le coût du chantier est de 600.000 euros.

« On a gardé le charme de l'ancien », souligne Benoît Lemaigre. Toiture en ardoises, enduit à

Les PEP 18

Le Berry Républicain

Edition du 29 janvier 2022



la chaux, corniches restaurées, grandes fenêtres... Le bâtiment date des années 1950 et retrouvera son cachet, mais, à l'intérieur, tout sera totalement neuf et moderne. « Dans nos réhabilitations, on essaye d'en garder un maximum. On essaye de redonner du charme à l'ancien », indique le directeur général de l'office HLM. Et, par la même occasion, de redonner vie aux quartiers.

Mais réhabiliter de l'ancien pour accueillir du logement neuf, ce n'est pas toujours possible. Aujourd'hui, il y a des normes thermiques et d'accessibilité à respecter qui ne sont pas toujours faciles à mettre en place et à financer dans de vieux bâtiments.

« C'est plus compliqué, ce n'est pas toujours possible en fonction de l'étude de faisabilité. Autrefois, on ne savait pas faire des planchers porteurs très longs, on avait beaucoup de murs intermédiaires. Aujourd'hui, on aime bien les grandes pièces donc c'est toujours un peu compliqué de transformer ces bâtiments-là. Et, globalement, ça coûte plus cher que de faire du logement neuf », explique Benoît Lemaigre. Un surcoût difficile à estimer car cha-

que situation est différente.

Dans ce genre de chantier, il faut aussi souvent recréer des réseaux d'eau, de gaz, d'électricité indépendants pour chaque logement, qu'il faut adapter à une configuration de bâtiment déjà existante.

Le coût plus important d'une reconversion d'un bâtiment peut aussi être dû à « des découvertes, des surprises », dans les sols, les murs, etc. Cela implique, parfois, de nouvelles études en cours de route, de nouveaux appels d'offres, rallongeant ainsi les délais et les coûts.

À l'école des Forges, par exemple, « on a fait une découverte : on a enlevé le parquet et, dessous, on n'a pas trouvé le plancher mais de l'enrobé. On a perdu un ou deux mois », indique le directeur général adjoint.

À Vierzon, ces deux projets de reconversion en cours viennent s'ajouter à une longue expérience de Val de Berry, dans le département, dans la reconversion de friches en logements. « On a 102 ans ! Si on peut le faire, on le fait. Comme ça, on a du logement pour tous les publics : le charme du neuf et le charme de l'ancien. On a de tout dans notre parc », soulignent Emmanuel Riotte et Benoît Lemaigre. ■

Les PEP 11

La Dépêche du Midi

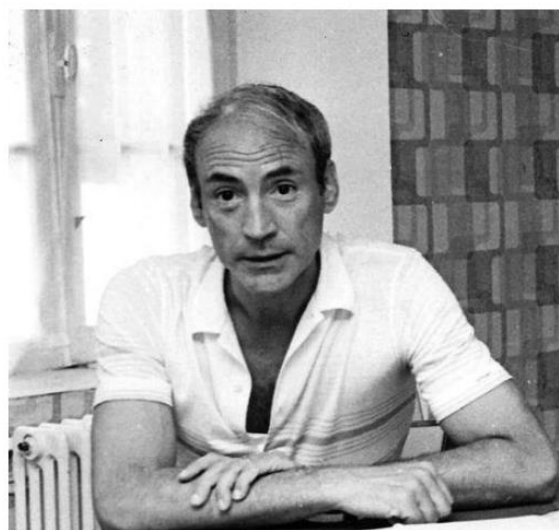
Edition du 29 janvier 2022

LA DÉPÊCHE
du midi

Midi Libre

L'INDEPENDANT

Albert Bonnery, humaniste militant, n'est plus



Albert Bonnery est décédé dans sa 85e année. Il était Officier des Palmes Académiques et Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Albert Bonnery aura dédié sa vie aux autres. À la politique, à la vie associative, au syndicalisme. Né à Narbonne, où demeuraient ses grands-parents, mais originaire de Puichéric, il fut instituteur tout comme son épouse Jany à Ventenac-en-Minervois puis Carcassonne. Il fut adhérent du Syndicat national des instituteurs dès son entrée en fonction en 1955, puis du SE Unsa, et secrétaire général départemental, membre du Conseil National. Il sera également amené à devenir directeur de l'Association des Pupilles de l'Enseignement public, le fameux réseau des PEP qui promeut l'émancipation sociale et citoyenne et l'accès à l'éducation, à la formation, aux vacances et aux loisirs, au sport et à la culture. Pendant 40 ans, il sera administrateur de la MGEN (Mutuelle générale de l'Éducation nationale).

Il contribua à rétablir la franc-maçonnerie en Espagne

Son engagement de toute une vie à gauche, était bien connu dans l'Aude. Et en fait bien au-delà. Membre de la SFIO puis du Parti socialiste, il fut maire de Ventenac-en-Minervois, de 1968 à 1977, puis conseiller municipal d'opposition à Raymond Chesa à Carcassonne. C'était par ailleurs, un mordu de rugby à XV. Lui-même joua longtemps au poste de trois-quarts aile à Capendu et aussi au RC Compiègne en 3e division ! dans l'Oise, lorsqu'il était soldat.

Ce franc-maçon de toujours a il faut le souligner contribué à rétablir la maçonnerie en Espagne à la mort de Franco dès 1975. Il est le co-créateur de deux loges à Barcelone et Gérone, en Catalogne du Sud. Albert Bonnery était membre de l'Ordre

maçonnique mixte international Le Droit humain. Sa mère Thérèse Estapa était originaire de Catalogne du Sud.

Une autre de ses passions était la chasse. Mais il ne chassait que la plume ! Des faisans, des perdreaux, la caille, la palombe, jamais autre chose. Dans son bureau, il conservait d'ailleurs précieusement une belle collection de fusils de chasse et les photos de ses trois derniers chiens de chasse, deux épagneuls et un setter.

Jany et Albert Bonnery ont eu un fils, Serge, qui est également bien connu à Carcassonne, puisqu'il fut le chef d'édition de L'Indépendant dans l'Ouest audois et est fondateur du Centre Joë-Bousquet. Notre titre adresse ses plus sincères condoléances à la famille du défunt.

Un hommage civil sera rendu mercredi 2 février à Albert Bonnery à 10 h 30 au crématorium de Trèbes. Il repose à la chambre funéraire, 2-4 avenue Henri-Goût à Carcassonne.

Les PEP 19

La Montagne

Edition du 28 janvier 2022

LA MONTAGNE

EN CORRÈZE ■ La souffrance psychologique, les jeunes Creusoises en ont parlé au président de la République, lundi

Un havre pour l'ado mal dans sa peau



La pandémie, avec ses confinements et la dégradation des interactions sociales, pèse lourdement sur la santé mentale des adolescents. En Corrèze, la Maison des ados et ses trois antennes à Brive, Tulle et Ussel, est souvent le premier recours pour ces jeunes en souffrance. Reportage dans les locaux brivistes de la structure, un mercredi après-midi.

Pomme Labrousse
pomme.labrousse@centrefrance.com

Ils sont arrivés en décalé dans la petite salle d'attente de la Maison des ados, à Brive. Elle accompagnait leur fille, qui est rapidement entrée dans le bureau d'une des professionnelles des lieux. Lui l'a rejointe après avoir « garé la voiture ». Un père et une mère, monsieur et madame tout-le-monde, qui patientent en attendant la fin du rendez-vous, un mercredi après-midi de janvier. Et se font du souci pour leur fille, une collégienne qui « a tendance à se renfermer » et qui « ne se tient pas droite, s'agace le père. Plus je lui dis de regarder loin devant, plus elle regarde ses pieds! ».

Le dialogue est devenu difficile, aggravé par un récent coup dur dans la famille. « Il y a des termes que je ne comprends pas,

se désole la mère. On est complètement dépassé! Sur les questions de genre, par exemple, elle en sait plus que nous... Peut-être qu'on n'est pas en capacité d'entendre ses souffrances? Nous, tout ce qu'on veut, c'est qu'elle soit heureuse... »

Anonymat garanti, et « c'est vachement bien »

Dans les locaux clairs et chaleureux de la Maison des ados de Brive, une structure départementale portée par les PEP 19, plusieurs professionnelles se relaient pour écouter la jeunesse corrézienne. Certains, généralement des lycéens, viennent sans que leurs parents soient au courant. Par gêne, ou parce que le dialogue est rompu. Parfois, c'est plus compliqué. « S'ils savaient, je ne pourrais plus venir », souffle Lee (*), qui doit ru-

ser pour cacher les dates de ses rendez-vous. Elle peut avoir confiance : l'anonymat est une des clés de voûte de la structure, qui accueille les jeunes dès leur entrée au collège et jusqu'à leurs 25 ans.

« On ne crée pas de dossier, on ne demande par leur identité complète aux jeunes. Simplement leur prénom », explique Maryse Jovin, la cheffe de service. Et s'ils veulent en donner un factice, ils peuvent. Ce qu'une des adolescentes croisées là trouve « vachement bien ». Seule limite : la protection des mineurs. « On les prévient dès le début : leur anonymat est respecté, à moins qu'ils soient en danger et qu'on soit obligés de faire une « information préoccupante » ou un signalement au procureur. Mais cela n'arrive pas souvent. » Autre détail qui a son importance, les rendez-vous sont gratuits. Malgré cette absence quasi-totale de contraintes administratives, rares sont les jeunes qui n'honorent pas leur rendez-vous. « Cela arrive très peu, assure Vanessa Buisson, l'as-

sistante sociale qui assure notamment les premiers rendez-vous. S'ils ne peuvent pas venir, ils nous préviennent par texto. »

Lee, lycéenne un peu timide, ne confiera pas ce qui l'amène ici. On comprend simplement qu'elle a « un gros problème ». C'est une surveillante de son lycée qui lui a parlé de la Maison des ados. « Je suis venue me renseigner et j'ai eu un rendez-vous dans la foulée. Ça aide quand on est perdu, quand on ne sait plus trop quoi faire, quand dans la vie une chose nous pèse, tout le temps, nous mine le moral... Ça fait du bien de parler et d'être conseillé. J'essaie de venir tous les quinze jours. Parfois, je ne peux pas, si j'ai trop de devoirs... Mais si je ne le fais pas, je ne m'en sortirai jamais. » Ce mercredi-là, sa copine Aria (*) l'accompagne. « J'essaie de la faire rire, de lui changer les idées. » L'ambiance des lieux vise aussi à dédramatiser : messages encourageants et « smileys » jaunes souriants sur les portes et

les murs, mangas et coloriages à disposition, musique en bruit de fond...

À Brive, la Maison des ados a la chance d'être située un peu en retrait (« c'est bien si on veut venir discrètement », juge Aria), tout en étant proche de nombreux établissements scolaires. « Ça nous permet de venir si on a une heure de libre. »

Large spectre

Ses angles vernis de bleu frottent une trace imaginaire sur la coque de son téléphone. Ambre (*) a 12 ans et si elle patiente dans la salle d'attente, c'est pour une raison toute simple : « Je ne me sens pas bien dans ma peau ». Venue sur les conseils du psychologue et de l'infirmière de son collège, elle a été harcelée au début de la sixième et vient de vivre un deuil qui l'a encore plus fragilisée. Parmi les centaines de jeunes accueillis dans les trois sites de la Maison des ados de la Corrèze (Brive, Tulle et Ussel) chaque année, le spectre est large. Cela va du mal-être passager à un

chagrin d'amour qui tire les résultats scolaires vers le bas, en passant par des jeunes en grande souffrance. Victimes d'abus sexuels, confrontés à la déscolarisation ou au décrochage scolaire, à du harcèlement... Sans aller jusque-là, il y a aussi les relations amicales qui dégénèrent : « on peut être hyper-dur entre nous », résume Aria.

« Il n'y a pas de situation qui ne vaille pas le coup », insiste Vanessa Buisson. « En principe, ils ne viennent pas ici pour du soin, précise Rawal El Alami, la psychologue qui officie ce jour-là à Brive. On offre un espace de parole qui n'est pas le soin, un lieu pour éviter que les choses s'aggravent. » Si la situation le réclame, la Maison des ados passe le relais à des structures, des professionnels spécialisés, même si les délais pour obtenir un rendez-vous sont parfois décourageants.

Les parents ? « Ils ne nous comprennent pas »

Sans surprise, les « conflits avec les parents » sont aussi sur la liste. Des parents qui « manquent de logique », si l'on en croit

ces adolescentes (la Maison des ados accueille deux fois plus de filles que de garçons), « Ils nous disent de prendre de la maturité mais nous traitent comme des bébés. J'ai l'impression qu'ils ne nous comprennent pas », résume Aria. La Maison des ados propose désormais un accompagnement qui leur est destiné. « C'est un nouveau dispositif, « Parents d'ado 19 ». On propose deux ou trois séances d'entretiens individuels avec les parents », résume Rawal El Alami.

Si Ambre revient régulièrement, c'est parce qu'ici, « je parle plus librement. Et j'ai vraiment l'impression que tout sera gardé secret ». Ses parents sont au courant de ses rendez-vous. « On n'en parle pas beaucoup, mais ils voient dans mon comportement que ça me fait du bien. » La jeune fille estime que ces rendez-vous servent à quelque chose puisque « je me sens mieux après, je m'amuse plus avec mes amies ». Elle leur conseille d'ailleurs parfois de passer à la Maison des ados : « J'ai plein d'amies qui ne vont pas bien ». ■

(*) Tous les prénoms ont été modifiés, exceptés ceux du personnel, pour respecter l'anonymat des témoignages.

Les PEP 28

L'Echo Républicain

Edition du 28 janvier 2022



La Ville prévoit de nombreux grévistes aujourd'hui

Ecoles : les accueils s'adaptent

Ce jeudi 27 janvier est jour de mobilisation de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale. La Ville de Chartres s'est préparée à ce que cette grève soit fortement suivie par les personnels enseignants. Dix agents territoriaux sont grévistes, nombre auquel s'ajoutent vingt-quatre absences dues à la crise sanitaire, prévient la Ville. Au total, vingt classes d'écoles publiques chartraises sont fermées aujourd'hui. En conséquence, la Ville adapte l'accueil des enfants dans ses écoles maternelles et élémentaires. « Les personnels municipaux non grévistes se mobilisent pour que ce mouvement occasionne le moins de désagréments aux parents », assure Dominique Dutartre, adjointe aux affaires scolaires et à la petite enfance.

Les écoles Marie Page-Carpantier, les Cytises, Francine-Coursaget, Emile-Zola, François-Villon, Henri-IV élémentaire. Pour les enfants dont les enseignants sont grévistes, la Ville n'a pas pu mettre

en place un service d'accueil. Seuls les enfants des personnels prioritaires - c'est-à-dire des personnels des établissements de santé, médico-sociaux, des médecins, pharmaciens, infirmiers - pourront être accueillis. Les maternelles iront à l'école maternelle Emile-Zola, les élémentaires à l'école Maurice-Carême. L'accueil périscolaire sera assuré par l'association PEP 28 et l'accueil en journée par des agents de la collectivité. Pour les autres enfants inscrits habituellement à la restauration collective et à l'accueil périscolaire, un remboursement est prévu.

Les écoles Jacques-Prévert et Pauline-Kergomard. Le service de restauration collective est exceptionnellement fermé aujourd'hui. Pour les enfants inscrits à la cantine, un remboursement sera mis en place. Les enfants des personnels prioritaires pourront être gardés sur le temps du midi mais devront avoir un panier-repas avec eux pour déjeuner.

Bérénice Poulin berenice.poulin@centrefrance.com

Les PEP 32

La Voix du Gers

Edition du 28 janvier 2022

Voix du Gers

10 ans dans le Gers avec la Fondation de la Banque Populaire Occitane

La Fondation de la Banque Populaire Occitane accompagne depuis 10 ans des projets de solidarité portés par des associations régionales sur un axe de solidarité. Sur la période, elle a alloué une enveloppe globale de 2.9 Millions d'€ pour la réalisation de 431 projets associatifs. Pour son 10^e anniversaire, elle a fait le choix de s'associer à l'opération de grande collecte organisée en novembre dernier par la Banque Alimentaire et lui offre ce jour une dotation lui permettant de financer 10 000 repas. Sur la décennie, la Fondation a accompagné deux projets portés par la Banque Alimentaire, l'un dans le Gers en 2012 (financement d'une chambre froide), l'autre en 2014 dans la Haute-Garonne (pour le financement d'un véhicule réfrigéré). En 2021, la Fondation a contribué à la réalisation de 25 projets de solidarité et 6 Initiatives de proximité pour une enveloppe globale de 241 189 €. 14 projets ont été accompagnés dans le Gers depuis 10 ans pour un budget global de 168 000 euros. 2012 Banque Alimentaire du Gers Lien Social - Lutte contre l'exclusion. 2013 Ass. pour le logement des jeunes dans le Gers Insertion Emploi. 2013 Ateliers Gersois d'Insertion et d'Innovation Lien Social - Lutte contre l'exclusion. 2013 Le Petit Hourtounet Handicap. 2013 Les Jardins De Cocagne de Fleurance Insertion Emploi. 2013 Ligue De L'enseignement du Gers Lien Social - Lutte contre l'exclusion. 2014 Adpep du Gers Maison Des Adolescents Education Recherche. 2014 AGAPEI Handicap. 2014 Les Thuyas Handicap, 2016 Association Professionnels de Sante du Canton de Nogaro Santé. 2017 Amicale des Hauts Lieux de Memoire du Gers Education Recherche, 2018 Ligue de L'enseignement du Gers Lien Social - Lutte contre l'exclusion. 2019 Asso Francaise D'agroforesterie Environnement. 2019 URCPiE Occitanie Environnement.

Les PEP 03

La Montagne

Edition du 27 janvier 2022

la montagne.fr

Projets pour les quartiers sud



CHAMPMILAN. Alexandre Sanz, secrétaire général de la préfecture, sous préfet, s'est rendu hier matin dans les quartiers prioritaires de Moulins sud où il a rencontré les acteurs de la politique de ville. PHOTO FRANÇOIS-XAVIER GUTTON

Alexandre Sanz, secrétaire général de la préfecture, sous préfet, s'est rendu hier dans les quartiers sud de Moulins où il a rencontré les acteurs de la politique de ville.

Pascal Larcher

pascal.larcher@centrefrance.com

« L'État, c'est 80.000 € par an distribués aux différents partenaires au titre de la politique de la ville à Moulins », rappelle Alexandre Sanz, secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de l'arrondissement de Moulins.

En visite hier matin à Champmilan et à Nomazy, il a rencontré les acteurs de la politique de la ville dans ces quartiers prioritaires de Moulins sud et il a échangé avec les adultes relais, tel Belouij Abdessamad dont la mission débutera en février, qui assurent des missions de médiation sociale et culturelle de proximité dans le cadre d'un contrat d'insertion. L'État assurant le financement de ces adultes-relais à hauteur de 80 %.

Alexandre Sanz, accompagné d'Ophélie Guyard,

déléguée du préfet à la politique de la ville, s'est d'abord arrêté à Soli'City, entreprise d'insertion installée rue Henri-Barbusse (*). Son président, Gilbert Rosnet, a souligné « une action primordiale dans ce quartier » : un tiers lieu open space.

Soli'City, "the place to be"

« C'est notre gros projet, poursuit Ludovic Brazy, directeur : créer "the place to be" de Moulins sud, avec une sorte de guichet unique. Une partie sera dédiée à l'aide au numéri-

que avec des ordinateurs à disposition des habitants du quartier. Une autre partie sera tournée vers l'emploi, avec la création de CV vidéos en partenariat avec les entreprises.

« Ce qui manquait, c'est de la mise en relation entre de nombreuses actions existantes et les habitants. Soli'City illustre cette mise en relation », déclare Alexandre Sanz. ■

(*) La suite du programme prévoyait une rencontre avec des habitants, la visite des PEP (Pupilles de l'enseignement public), du bailleur social Evolea et du bâtiment du Florilège.

Les PEP 52

Le Journal de la Haute Marne

Edition du 27 janvier 2022



La « langue des signes » s'invite au programme des collégiens



Véronique Flamand a commencé son travail avec les collégiens depuis la rentrée de septembre.

Véronique Flamand a commencé son travail avec les collégiens depuis la rentrée de septembre.

Enseignement. Depuis la rentrée, les élèves de 5^e du collège des Franchises bénéficient d'un nouvel apprentissage à travers une initiation à la langue des signes. Une découverte qui devrait être reconduite à la rentrée prochaine.

Les langues vivantes prennent de plus en plus d'importance dans la scolarité des élèves. Ainsi, lorsque l'occasion se présente de permettre aux collégiens de découvrir une « autre langue vivante », les établissements tentent de saisir cette opportunité. Depuis la rentrée, le collège des Franchises propose aux élèves qui le souhaitent de bénéficier de cours de langue des signes. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que les débuts sont enthousiasmants.

Tout est parti, comme le souligne le principal du collège, Michel-Jean Labrousse « d'une conversation improvisée et fort intéressante, au mois de juin dernier, avec des élèves de 6^e qui s'amusaient à signer dans la cour de récréation. Ils avaient trouvé quelques tutos sur Internet et s'entraînaient entre eux. Tout vient de là ! ». L'idée faisant son chemin dans l'esprit du chef d'établissement, la réunion de pré-rentrée lui a permis de suggérer ce projet aux enseignants, qui l'ont approuvé.

Une mise en place rapide

L'approbation recueillie, il restait encore deux obstacles à franchir. A savoir trouver des enseignants qualifiés et pouvoir les rémunérer. La résolution de ces deux problématiques est intervenue assez rapidement. « Tout s'est vite enchaîné », souligne Michel-Jean Labrousse. Ainsi, l'institut d'éducation sensorielle Joseph-Cressot (géré par l'association départementale des Pupilles de l'enseignement public) est venu faire une première intervention devant les classes de 5^e. Au programme, les risques auditifs et la dactylogogie : l'alphabet signé.

Les PEP 52

Le Journal de la Haute Marne

Edition du 27 janvier 2022



Dans un second temps, l'établissement langrois s'est rapproché de l'association Langres signes et de sa présidente Véronique Flamand. Au terme d'une simple et unique réunion, l'organisation était calée et il ne restait plus aux élèves volontaires qu'à s'inscrire. En complément, les professeurs, personnels administratifs et AESH ont pu eux aussi bénéficier de 3 h de sensibilisation à la langue des signes et à la communication non verbale.

Pour ce qui est de la sphère financière et notamment de la rétribution des intervenants, le collège des Franchises a choisi d'y consacrer une partie du son budget « pédagogique », dans limite de sa dotation générale de fonctionnement.

Faire évoluer l'offre

Si, pour cette année scolaire, cette option n'est proposée qu'aux élèves volontaires de 5^e, l'idée est bien de la généraliser et de la déployer sur tous les niveaux dans les années à venir.

Véronique Flamand, qui assure les cours chaque semaine, apprécie de « travailler avec des élèves volontaires et motivés ». Elle se félicite de voir se réaliser « une belle initiative et un projet qui s'est monté rapidement ». L'implication et la démarche effectuée par les adolescents d'aller vers les autres à travers cet apprentissage est aussi une source de satisfaction.

Durant ses cours, Véronique Flamand travaille avec les jeunes à la fois les signes et la posture. Elle rappelle à chaque séance l'importance des regards échangés. Chez les élèves, les motivations sont diverses. Lola a voulu « apprendre à communiquer avec des personnes malentendantes ». Anne-Lise a, elle, « voulu en savoir plus » sur cette langue silencieuse. Tous sont séduits et « veulent continuer l'an prochain ».

Sur la poursuite de l'activité, Michel-Jean Labrousse et Véronique Flamand doivent bientôt se voir pour organiser l'année scolaire 2022-2023. « L'inclusion et les langues vivantes sont deux marqueurs du collège Les Franchises. Ce projet nous ressemble ...et nous rassemble », conclut le chef d'établissement.

Les PEP 12

Le Progrès

Edition du 27 janvier 2022

LE PROGRES
HEBDOMADAIRE REPUBLICAIN St-Affricain

Vabres-l'Abbaye

ECOLE JEAN DE LA FONTAINE : UN SÉJOUR SKI PLUS QUE REUSSI. —

Lundi 10 janvier 2022, dans un contexte sanitaire « tendu » mais avec le feu vert de l'Education nationale, les 25 élèves de la classe de CM1/CM2 de Marine Gérardo et Bénédicte Soriano, de l'école publique Jean de La Fontaine, sont partis à 8 heures du parc de l'évêché pour une semaine de ski de folie. C'est au centre PEP 12 de La Vignole, dans les Pyrénées-Orientales près de la station de Font Romeu, que nos joyeux lurons étaient attendus en début d'après-midi, mais les aléas météorologiques leur ont fait vivre dix heures de bus interminables et inoubliables. Nos petits aventuriers aveyronnais tiennent à remercier chaleureusement Arnaud, le chauffeur de bus et as du volant. En effet, il les a menés, par delà les imprévus, entre éboulement inattendu et alerte rouge, à bon port, dans le calme, la sérénité et en réussissant à leur faire vivre un véritable parcours touristique (passage à proximité de Carcassonne, Rivesaltes, fort Vauban...). Ainsi, ces écoliers apprentis montagnards ont pu bénéficier de haltes pédagogiques fort appréciables et enrichissantes : séances d'histoire, de géographie et de culture humaniste menées au pied levé par leurs enseignants tous terrains. Mais le voyage valait le détour et dès le mardi matin, c'est sous la bonne étoile que les enfants de Vabres ont pu s'initier aux joies de la glisse : dix heures de cours de ski avec l'ESF, balade en raquette, visite du Parc animalier des Angles et joie de la vie en collectivité, dans un entre soi plus que « sain » car ce satané virus les a bel et bien laissés tranquilles tout au long de ce séjour magique et inoubliable. Élèves et enseignants sont revenus avec, pour chaque enfant, au moins une étoile attestant leurs exploits sportifs et leurs progrès considérables dans une station presque « privatisée », ainsi qu'une myriade d'autres



Séjour ski dans les Pyrénées Orientales pour la classe des CM de l'école Jean de la Fontaine.

astres dans leurs yeux et leurs cœurs. Souvenirs précieux et si oxygénés ! Un immense merci aux parents pour leur confiance, à l'équipe pédagogique pour la logistique et le soutien, et bien sûr, à l'association des parents d'élèves qui a contribué au financement du séjour ! Et n'oublions pas de remercier Basile Barre, jeune accompagnateur sportif qui a permis de maintenir cet incroyable voyage. Mention spéciale à Geoffroy, alias « Jeff », le meilleur des animateurs de l'univers.

Les PEP 43

Zoomdici.fr

Edition du 27 janvier 2022



Zoomdici.fr

Le GEM Autisme 43 vous ouvre ses portes le samedi 29 janvier

Après cinq mois d'existence, le GEM Autisme 43 et ses adhérents vous invitent à venir découvrir l'association et ses locaux.

Mais au fait, un GEM, c'est quoi ?

Un GEM, groupe d'entraide mutuelle, est une association d'individus partageant une même problématique de santé ou situation de handicap. Les personnes concernées viennent se rencontrer, s'entraider, faire des activités ensemble. Le GEM n'est pas un lieu de soin, mais de vie sociale.

Le GEM Autisme 43 a donc été lancé en 2021, porté par les PEP 43, parrainé par Sésame Autisme et soutenu par l'Agence régionale de santé. Il s'adresse aux adultes autistes ou ayant des troubles du spectre de l'autisme (TSA), en capacité de participer de façon autonome à la vie de l'association.

Ce groupe se construit petit à petit avec ses adhérents et deviendra à terme une association indépendante.

Où en est-on aujourd'hui ?

Depuis septembre, le GEM a bien grandi. Les locaux ont été meublés et la bibliothèque bien garnie.

Les premiers membres ont adhéré en octobre. En fonction de leurs disponibilités, certains ont pu assister ensemble à des spectacles, des concerts, partager des sorties et des repas...

Le GEM Autisme 43 vous ouvre ses portes le samedi 29 janvier

Les personnes concernées par les troubles du spectre autistique, leurs proches ainsi que les professionnels peuvent venir entre 10h et 16h30.

Le GEM n'est pas soumis au Pass Sanitaire. Toutefois, afin de respecter les règles sanitaires de distanciation physique, merci d'informer le GEM Autisme 43 par mail ou téléphone de votre intention de venir. Le port du masque est obligatoire.

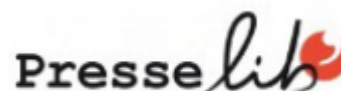
Toute personne intéressée qui souhaite déjà découvrir le GEM Autisme 43 peut contacter par mail ou téléphone le coordinateur qui fixera avec elle un rendez-vous pour l'accueillir sur place et lui expliquer le fonctionnement du GEM.



Les PEP 40

Presse Lib

Edition du 26 janvier 2022



Presse lib

Un soutien pour l'accompagnement des mineurs

A la mi-janvier, les Pupilles de l'enseignement public des Landes (PEP 40) ont bénéficié de 25.000 euros de la part du conseil régional pour ses actions solidaires.



Cette aide vient souligner un travail d'accompagnement proposé aux jeunes, et permettra le développement de nouveaux projets.

Les PEP 40 s'occupent d'accompagner des jeunes de plus de 16 ans dans des situations précaires, avec l'aide de nombreux autres organismes : Mission Locale, Centre d'Information et d'Orientation, Éducation Nationale, etc. Pendant trois mois, durée de leur titre de séjour, ces jeunes sont guidés vers un projet professionnel leur permettant de renouveler leur titre de séjour, et de prétendre à une insertion professionnelle.

En ce sens, le 10 janvier, une première session d'accompagnement nouveau a été organisée. Huit jeunes en bénéficient. Dans un premier temps il sera question de l'apprentissage du français, avant de définir un projet professionnel et de chercher un moyen de le concrétiser.

Les PEP 59

Youtube & Le Dauphiné Libéré

Edition du 26 janvier 2022



Résumé

Témoignages des acteurs des séjours éducatifs de la région Auvergne-Rhône-Alpes sur les annulations de séjours de janvier 2022 (10-12 Millions d'€ d'annulations recensés pour le mois de janvier).

Lien pour visionner l'émission sur Youtube : [ICI](#)

Lien pour visionner l'émission sur le Dauphiné Libéré: [ICI](#)

Les PEP 34

Hérault Tribune

Edition du 26 janvier 2022

Hérault Tribune

Sète : inscrivez-vous à la Course Singulière

C'est un "pied de nez" à la pandémie, parce qu'elle a obligé l'association à annuler à deux reprises le semi-Marathau. L'association Les Amis de Jean-Ba a eu cette bonne idée de créer une course virtuelle. Début des inscriptions le 4 février prochain.

Pour Yves Pull, le président des Amis de Jean-Ba, "notre but, c'est de réunir les gens, de leur faire partager des moments, de permettre aux personnes en situation de handicap de s'insérer dans la société. En 2019, notre semi-Marathau a eu un certain succès. La pandémie nous a obligé à annuler les deux éditions suivantes. C'est un rendez-vous de convivialité et de partage, nous ne voulions pas perdre son âme avec les contraintes sanitaires. Cette course virtuelle est un événement sportif et culturel sur le double thème 'la ville de Sète et le handicap'. Tous les bénéfices de l'opération seront versés à l'établissement lauréat. Car c'est bien là l'enjeu : s'inscrire, courir et jouer au bénéfice d'un des établissements inscrits. Le développement et la conception de cette course virtuelle ont été réalisés en interne par les membres de l'association les Amis de Jean-Ba. La municipalité et l'Office de tourisme de Sète ont aidé l'association pour les questions culturelles.

Comment participer ?

Vous devez vous inscrire sur le site <https://www.lacoursesinguliere.com/> entre le 4 février et le 4 mars 2022. L'inscription coûte 7€ par participant. C'est également à cette étape que vous choisirez l'établissement pour lequel vous concourez.

Entre le 4 mars et le 11 mars, c'est la période pendant laquelle vous participez au jeu complet. Vous pouvez faire à votre rythme l'épreuve physique (5, 10 ou 21 km) en courant ou même en marchant. Le temps et le kilométrage vous donnent un certain nombre de points. Vous accédez ensuite à l'escape game composé d'une vingtaine de questions sur la

ville de Sète et une dizaine sur le handicap. Au fur et à mesure des questions, vous avancez dans le marathon virtuel, tout en accédant à des événements typiques du territoire (les joutes de la St Louis, un concert au Théâtre Molière, une visite des halles, un moment fort d'Escale à Sète...). Vous pouvez gagner des 'points bonus' avec des jeux interactifs. Puis, vous devrez découvrir un personnage mystère pour accéder à la phase finale. Au fil du jeu, vous suivez votre progression et celle de 'votre' établissement. Les joueurs peuvent s'encourager, se motiver.

Les partenaires

L'évènement est soutenu par la ville de Sète, Sète Agglopolie Méditerranée, l'Office de tourisme de Sète, la dessinatrice Lucie Allard, le semi-marathau de Sète, le Crédit Mutuel, Embalpro Industrie, AAC promoteur constructeur, Domaine le Vaxergues, Harmonie Mutuelle. Les associations et établissements participants sont à ce jour l'UNAPEI34, L'Arche, l'ADPEP 34.

A propos des Amis de Jean-Ba

Les objectifs de l'association sont la promotion de l'intégration du handicap à travers l'organisation et/ou la participation à des événements (culturels, sportifs, musicaux), la favorisation de l'acceptation des différences et le vivre ensemble, la fédération d'un maximum de personnes autour de la cause du handicap, la création d'occasion(s) permettant aux personnes en situations de handicap d'accéder et de participer activement à des manifestations ou activités qui semblent parfois techniquement inaccessibles pour elles... Permettre à ces personnes, de sortir de leur cadre quotidien pour aller à la rencontre de la société afin de favoriser l'échange, les liens d'amitiés, la solidarité et la communication.

Les PEP Alpes du Sud

La Dauphiné

Edition du 26 janvier 2022

le dauphiné libéré

En manque de bras, le secteur médico-social prêt à craquer

Les professionnels réclament des moyens financiers pour revaloriser des métiers délaissés. En attendant, les risques de fermeture d'établissements se multiplient.

Colmater les fuites, ce n'est plus possible. « Je ne mettrai pas la sécurité d'un établissement en jeu. Si un soir, il n'y a que deux employés dans un établissement alors qu'il en faudrait quatre, je demanderai aux familles de venir récupérer leurs proches. Ça sera très compliqué, j'en ai conscience. Mais on en est là, sur le fil du rasoir. » Directrice générale de l'ADSEA, Muriel Nicolas a prévenu son conseil d'administration. L'association, qui gère de nombreux établissements pour personnes handicapées ou en difficultés dans les Hautes-Alpes, subit de graves difficultés de recrutement.

Fermer temporairement : l'institut médico-éducatif Jean-Cluzel de Savines-le-Lac n'a pas eu d'autre choix, en octobre dernier. Pendant deux semaines, exit l'accueil de jour et l'internat. Faute de remplaçants, « on a demandé aux parents de garder leurs enfants » retrace Olivier Grégoire, de l'association Les Pep Alpes du Sud.

Personnel pas qualifié, service dégradé

Cette pénurie, c'est le lot de tout le secteur social et



Représentant les acteurs du secteur, Monique Fahy (fondation Edith Seltzer), Nicolas Strauss (Unapei Alpes-Provence), Muriel Nicolas (ADSEA 05) et Olivier Grégoire (Les Pep Alpes du sud) ont été reçus ce mardi en préfecture. Photo Le DL/N.M.

médico-social. Partout on cherche des aides-soignants, des éducateurs spécialisés, des orthophonistes... En résultent surcharge de travail et fatigue pour le personnel. Fin 2021, les 34 salariés de la maison d'accueil spécialisée d'Embrun cumulaient 500 heures supplémentaires, selon Olivier Grégoire. Pire, les services plongent dans un cercle vicieux que décrit Muriel Nicolas : « On allonge les horaires, on met moins de personnel, on ne fait plus de sorties, plus d'activités, on recrute du personnel pas qualifié... jusqu'au jour où il y a un pépin. Ça, je ne veux pas. » Voilà pourquoi employeurs et représentants du secteur tirent la sonnette d'alar-

me, partout en France. À Gap, ce mardi 25 janvier, ils ont apporté à la préfecture un manifeste adressé au gouvernement.

Vous ne vous sentez pas concerné ? Voire ! « On connaît tous quelqu'un qui est suivi chez nous », estime Muriel Nicolas. Entre les personnes âgées, le handicap, la protection de l'enfance et l'exclusion, « 10 à 15 % des Haut-Alpins ont affaire à nos services ».

Parmi les plus gros employeurs privés du territoire

Le besoin de main-d'œuvre est croissant. Et si la Covid vient compliquer la donne, les professionnels estiment que le pro-

blème est plus profond. « Les jeunes ne viennent pas dans notre secteur », résume la directrice générale de l'ADSEA. Fini les CV spontanés. Les métiers, exigeants et souvent mal payés, n'attirent plus. « Les formations d'aides-soignants sont rarement pleines, observe Monique Fahy, de la fondation Edith Seltzer. On en est à proposer des primes à l'embauche en CDI... mais ça ne donne pas grand-chose. » Pour rien arranger, le Ségur de la santé a revalorisé les métiers de la santé, mais pas ceux du social, qui ont le sentiment d'être les dinos de la farce.

À négliger cette « crise des métiers de l'humain », prévient le manifeste, les

pouvoirs publics prendraient beaucoup de risques. Car les personnes vulnérables et les emplois concernés se comptent par milliers dans les seules Hautes-Alpes. La fondation Edith Seltzer (500 salariés) et l'ADSEA (300) sont parmi les plus gros employeurs privés du territoire, avec les stations de ski. Et de Briançon à Aspres-sur-Buëch, d'Aiguilles à Rosans, les structures forment un maillage économique d'autant plus précieux qu'il est rural. Les professionnels attendent beaucoup de la conférence des métiers du social et du médico-social, prévue le 18 février à l'échelon national.

Nicolas MANIFICAT

Les PEP Centre Val de Loire

La Nouvelle République

Edition du 26 janvier 2022

la Nouvelle
République

Respecter les métiers de l'humain

Au plus fort de la crise sanitaire, vous avez été des millions, et c'était bien normal, à applaudir chaque soir les « professionnels de santé ». Sous-entendu, dans l'esprit de la plupart d'entre nous : les médecins, les infirmiers, les aides-soignants hospitaliers. Mais le monde de la santé et de l'accompagnement des personnes en situation de vulnérabilité, liée au handicap, à l'enfance ou au grand âge, est loin de se limiter à ces seules professions.

En Centre-Val de Loire, le secteur associatif social, médico-social et de santé regroupe ainsi, au sein d'environ 1.500 établissements, plus de 39.000 salariés. Éducateurs, moniteurs d'animation ou d'activités, agents administratifs ou des services généraux... ces professionnels du lien social sont les grands oubliés du Ségur de la santé. Car si le personnel soignant proprement dit a obtenu quelques avancées significatives, les autres catégories de personnels sont toujours face à des situations difficiles : manque de reconnaissance, rémunérations et carrières trop peu attractives... une charge de travail croissante repose sur des personnels toujours moins nombreux.

L'aide à l'enfance, l'aide à do-



Les associations mobilisées en Centre-Val de Loire contre la crise des métiers de l'humain.

micile, l'accompagnement des personnes handicapées... l'ensemble du secteur vit sous tension, au détriment des personnes accompagnées et de leurs familles, mais aussi au grand dam des associations employeuses.

Société inclusive

Déjà mobilisé en décembre dernier, le secteur organise une semaine d'action. Tous les acteurs associatifs sont mobilisés : Pep, Unapei, Cnape, Uriopss, APF France Handicap, Croix-Rouge française... Tous attendent des avancées significatives de la conférence des métiers du secteur social et médico-social, qui aura lieu le 18 février prochain.

Les associations demandent ainsi une extension de la revalorisation de 183 € nets men-

suels décidée pour les personnels soignants du secteur public, mais pas seulement.

« Pour une politique plus équitable, il faudrait que l'État commence par sortir de la seule approche par le soin, car celle-ci mésestime tous ceux qui assurent la liaison permanente avec nos concitoyens les plus fragiles. Si la société inclusive est bien notre objectif commun, alors cela passe par une revalorisation significative des métiers de l'humain », estime André Rembert, le président de l'association régionale des Pep en Centre-Val de Loire.

Avant la conférence des métiers du 18 février, associations, salariés et familles poursuivent leur action de sensibilisation auprès du public.

Éric Richard

Les PEP 15

La Montagne

Edition du 26 janvier 2022

LA MONTAGNE

Des professionnels à l'écoute

La Communauté 360 assure une écoute téléphonique destinée à toute personne en situation de handicap, aux proches aidants et aux familles confrontés à des difficultés particulières dans leur quotidien ou en recherche de solution d'accompagnement. Elle apporte une réponse grâce à un nouveau mode d'organisation entre acteurs.

« L'idée de ce numéro vert n'est pas de se substituer aux dispositifs déjà présents dans le département, expliquent les membres de la Communauté 360. C'est d'une part d'offrir aux personnes qui ne sont pas déjà identifiées une porte d'entrée simple et efficace dans le réseau des acteurs de l'accompagnement, et d'autre part d'agir en renfort des solutions déjà en place. »

La Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) reste l'interlocuteur privilégié pour toute demande relative aux situations de handicap. Ainsi, pilotés par l'Agence régionale de santé et la MDPH, deux opérateurs que sont l'Adapei et les PEP 15 ont participé à la mise en place de la



AIDE. Les personnes en situation de handicap peuvent joindre la Communauté 360.

Communauté 360. L'objectif est de répondre aux attentes des personnes en situation de handicap, de leurs proches aidants et famille au travers une méthode de coopération renforcée en favorisant les organisations partenariales selon les bassins de vie : organismes gestionnaires médico-sociaux, organismes de droit commun dont les institutions publiques, collectivités territoriales, MDPH, acteurs de l'insertion, de la culture, et associations représentatives des personnes et des

proches aidants. L'Adapei du Cantal sera le porteur administratif et financier de la Communauté 360 sur financement de l'ARS.

La Communauté 360 est joignable 7 jours sur 7

La délégation départementale de l'Agence régionale de santé, en tant que financeur, le Conseil départemental, la MDPH, en

tant que partenaires privilégiés, l'Adapei, porteur et les PEP 15, co-porteur, font partie du comité de direction. La Communauté 360 fédère en son sein tous les acteurs volontaires du territoire.

Elle est joignable 7 jours sur 7, de 7 heures à 21 heures, grâce à un numéro national unique, le 0800.360.360, qui permet une mise en relation avec les acteurs du département. L'appel est directement basculé vers une coordinatrice située dans le département. ■

Les PEP 10

L'Est-Eclair

Edition du 26 janvier 2022

l'est-éclair

Service d'assistance pédagogique à domicile : toujours plus près des besoins des enfants malades

Malgré la crise sanitaire, le Sapad de l'Aube a renforcé ses liens pour assurer toujours une meilleure prise en charge des jeunes, éloignés de l'école pour raisons de santé.

Si le gouvernement s'est fait un point d'honneur à maintenir les écoles ouvertes, le Sapad (Service d'assistance pédagogique à domicile gratuit) de l'Aube n'a, malgré la crise sanitaire, jamais cessé ses activités. Bien au contraire. Sa mobilisation au quotidien, au plus près des jeunes scolarisés, éloignés de l'école pour raisons de santé, n'a jamais faibli.



Le Sapad de l'Aube a été doté d'ordinateurs portables financés par le Kiwanis Chrestien de Troyes.

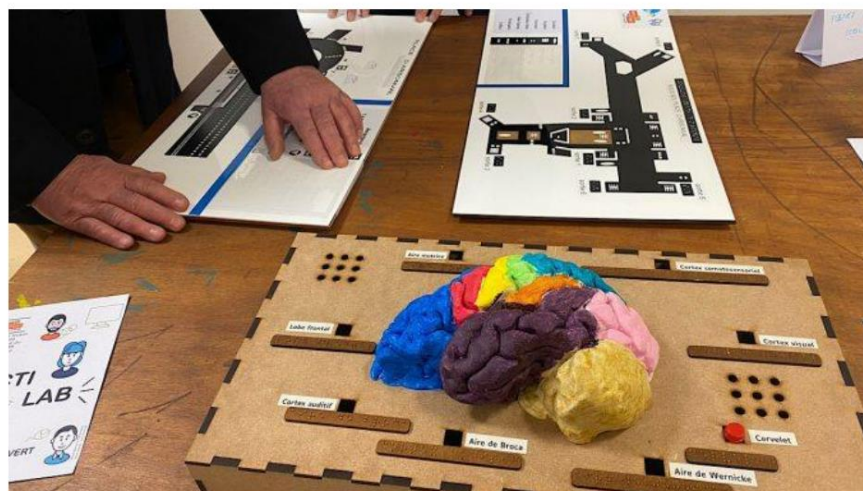
Les PEP 69/ML

Lyon Demain

Edition du 24 janvier 2022

LD Lyon
Demain
Radio

Un FabLab à la Perralière pour un partage d'expériences



Connaissez-vous la MIETE ? Entendez par là, la Maison des Initiatives, de l'Engagement, du Troc et de l'Echange

La MIETE créée à Villeurbanne s'est installée en 2016 à la Perralière. Un quartier sorti de terre dans les années 70 sur d'anciennes friches industrielles : les usines Gillet.

Aujourd'hui, des tours, des barres, des esplanades et un centre commercial dans lequel s'est posée la MIETE.

C'est un espace de convivialité où les habitants partagent des projets et échangent. Un lieu enrichi désormais d'un FabLab dans lequel on peut trouver des machines pour produire.

C'est Amélie Garban, sa directrice, qui nous a ouvert les portes de la MIETE pour ce reportage.

Le TactiLab de La MIETE a répondu à un appel à projet de la Fondation Orange. Ce qui lui a permis d'obtenir une subvention de 25000 euros avec une idée en ligne de mire : diffuser la culture numérique à des jeunes en situation de handicap.

Ce Fablab ouvert et inclusif a pu voir le jour grâce au soutien des [Pep 69](#). Une association d'éducation populaire qui gère notamment des établissements médico-sociaux.

Mais aussi le CTRDV (Centre Technique Régional pour la Déficience Visuelle) qui met à disposition des outils pédagogiques à destination des jeunes déficients visuels.

La MIETE et son Fablab sont situés au 150, rue du 4-Août à Villeurbanne.

Pour écouter le reportage, cliquez [ICI](#)

Les PEP 14

Ouest France ...

Edition du 25 janvier 2022

Le Courrier
de l'ouest

Presse
Océan

ouest
france

lemaine.fr
Le Maine
libre

« Grâce à l'alternance, je progresse »

Passionné par les langues vivantes et le voyage, Quentin Bacon s'est retrouvé naturellement dans un BTS Tourisme.

« En deux ans, j'ai beaucoup appris. Surtout sur moi-même ! J'étais introverti, j'ai pris confiance en moi... » Le jeune homme, âgé de 21 ans, semble effectivement à l'aise dans son costume de concierge d'hôtel. Quentin Bacon a choisi de suivre sa formation en alternance. Il est en deuxième année de BTS Tourisme à l'Institut supérieur professionnel de Normandie (ISPN) à Caen. Son rythme : deux jours à l'école et trois à l'hôtel. L'établissement, qui héberge un escadron de gendarmes à l'année, n'a jamais fermé malgré la pandémie.

Après un bac ES, Quentin s'est dirigé vers l'université, en langues vivantes étrangères. Certes, il aime les langues, mais craint de se fermer des portes. Il s'engage une année en service civique aux PEP (Pupilles de l'enseignement public) du Calvados, où il s'occupe d'organiser des sorties et de monter des séjours pour les enfants. C'est ce qui lui plaît, c'est évident. Il s'oriente donc vers le tourisme.

Le BTS forme en deux ans des pro-

fessionnels du tourisme. « En première année, on apprend les bases; en deuxième, c'est le métier: géographie, culture générale, langues, gestion de la relation clientèle, gestion de l'information touristique..., explique Quentin. Le BTS Tourisme demande beaucoup d'implication personnelle, c'est à vous de vous cultiver. »

Pour le passage du diplôme, le candidat doit se mettre dans la peau d'un professionnel, recevant son jury comme un groupe de touristes. « Alors, c'est sûr, ça aide d'avoir déjà pratiqué comme alternant en entreprise, précise le jeune homme. On se sent progresser tout au long de l'année. »

Après le BTS, il souhaite poursuivre ses études en licence professionnelle pour « étoffer son bagage de connaissances ». Il n'a pas encore fait son choix, entre une licence communication et marketing ou une licence commerce. « J'aime pousser mes limites, j'ai encore à apprendre. »



Pour Quentin Bacon, en 2^e année de BTS Tourisme à Caen, l'alternance l'a beaucoup aidé à progresser et prendre confiance en lui.

Les PEP Alsace

Dernières nouvelles d'Alsace

Edition du 22 janvier 2022

DNA
DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE

ALSACE

Les classes vertes à la peine

Les voyages scolaires ne sont pas formellement interdits, mais l'Éducation nationale recommande de les reporter. Après deux années difficiles puis des retours encourageants, les Pep Alsace enregistre « une vague d'annulations conséquente ».

C'est à nouveau l'incertitude pour les organisateurs et hébergeurs de classes de découvertes, tels les Pep Alsace. L'association enregistre ainsi ces jours-ci « une vague d'annulations conséquente », selon son directeur général, Benoît Haeblerlé. « Le 20 septembre, 193 classes étaient inscrites pour le premier semestre 2022. Cela représentait 100 % du potentiel dans deux de nos centres, La Re-

nardière et la Chaume, et 75% dans le troisième, La Roche. Sans être extraordinaire, c'était encourageant. Mais seules 20% avaient concrétisé en versant des arrhes, on sentait déjà une grande prudence. » Une « tendance » vérifiée dans les autres structures d'éducation populaire du Grand Est, ajoute celui qui est aussi vice-président de l'Union nationale des associations de tourisme et de plein air (Unat).

« La raison l'emporte »

Aux hésitations des enseignants ayant déjà plusieurs fois dû relancer leur projet dans des contraintes sanitaires complexes, s'ajoutent les inquiétudes des parents, voire de la hiérarchie dans les circonscriptions... « La raison l'emporte »,

comprend Benoît Haeblerlé. Ces retraits interviennent après deux exercices 2020 et 2021 à perte (dont un manque de deux fois 300 000 euros sur les seules classes de découverte).

Suite à la fermeture des écoles du Haut puis du Bas-Rhin en mars 2020, les séjours avaient légèrement repris en juin, essentiellement à la journée et sans nuitée, avant d'être totalement proscrits jusqu'en septembre 2021.

« À l'automne, nous avons pu réaccueillir 37 classes de découvertes, contre une soixantaine en temps normal. Les désistements ont commencé à partir du 3 janvier. Tout a été annulé d'ici les vacances de février. Nous avions encore 157 classes inscrites il y a une semaine, il en reste 147... » Des demandes pour cinq jours, émanant d'écoles

de la région, plus rarement de Paris.

Dans ce contexte est-il économiquement raisonnable de maintenir les centres ouverts pour quelques classes ? « Faut-il demander la fermeture ? C'est une question abordée au sein de l'Unat », reprend Benoît Haeblerlé. Il s'agira aussi d'obtenir un délai pour le remboursement des prêts garantis par l'État (PGE) obtenus en 2020.

Laisser ouvert ou non

« Cela fait presque deux ans que l'activité est morcelée pour nos 35 employés permanents, auxquels s'ajoute une vingtaine de personnels indirectement touchés dans les services administratifs », détaille Benoît Haeblerlé. L'association pourrait encore toucher des aides pour les salaires et les coûts fixes de ses centres en décembre et



En attendant l'arrivée des écoliers dans le centre de vacances rénové des Pep Alsace à Stosswihr. Photo L'Alsace/Hervé KIELWASSER

janvier, « à la condition de faire la démonstration d'une perte importante de chiffre d'affaires ».

La suite dépend des établissements scolaires que les Pep Alsace contactent régulièrement. Même si l'association, du fait de « sa superficie » étendue à d'autres activités

(loisirs éducatifs, accueils de groupes, périscolaires) est jusqu'ici parvenue à « faire face », en comparaison à d'autres organismes plus petits, le directeur général ne cache pas qu'il y a de quoi être « préoccupé pour l'avenir des centres ».

Catherine CHENCINER

Les PEP Alsace

L'Alsace

Edition du 22 janvier 2022



Les acteurs du périscolaire « en grande souffrance »

Face à la crise sanitaire, les acteurs associatifs de l'éducation populaire, gestionnaires des accueils périscolaires, se battent pour maintenir les structures ouvertes « sans danger pour les enfants et personnels ». En manque de visibilité et en grande souffrance, ils tirent le signal d'alarme.

Avec l'augmentation de la circulation du virus du Covid-19, du nombre de personnes positives, des cas contacts et des salariés qui doivent garder leur propre enfant, « la situation devient de plus en plus tendue en périscolaire. En moyenne, nous avons un taux d'absentéisme de 10 à 15 %, contre 5 à 7 % habituellement. Le problème, c'est que nous sommes assujettis à des taux d'encadrement [1] et que nous découvrons les absences des animateurs la veille au soir ou le matin même », témoigne José Menendez, directeur des Foyers clubs d'Alsace.

« Nous craignons que le système craque »



Alors que la circulation du virus augmente, gestes barrières et taux d'encadrement des enfants en périscolaire doivent être respectés, ici à l'école élémentaire d'Entzheim. Photo DNA/Laurent RÉA

La mobilisation des personnels administratifs, des équipes de siège, les solutions locales, les recrutements à « la dernière minute » ont permis jusqu'à présent de maintenir les structures ouvertes « sans

mettre les enfants et les personnels en danger », assure Laurent Beck, directeur général de l'Association familiale de loisirs éducatifs et de formation (Alef).

Mais si « la situation devait perdurer, nous craignons que le système craque et que notre responsabilité soit engagée en cas de non-respect des taux d'encadrement », alertent le Comité régional des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Crajep) Alsace, présidé par Philippe Milesi, ainsi que six grandes associations gestionnaires, dans une lettre adressée, fin décembre, à la délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (Drajes) du Grand Est.

Gestionnaires de 201 accueils périscolaires, employant 1 639 personnes et accueillant 18 887 enfants pris en charge par près de 5 000 animateurs socioculturels en Alsace, ces professionnels de l'éducation populaire n'ont pas été rassurés par la réponse ministérielle de la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative reçue le 6 janvier. « La DJEPVA nous a répondu qu'il n'est pas possible

de déroger aux conditions d'encadrement des accueils collectifs de mineurs, qu'il ne peut pas y avoir de seuil de tolérance, mais que les services déconcentrés en charge de leur suivi feront preuve de discernement dans les contrôles », indique Piero Calvisi directeur de la Fédération des maisons des jeunes et de la culture (FDMJC) d'Alsace.

« Nous sommes des acteurs oubliés »

La réception le 7 janvier du protocole sanitaire applicable... le 5 janvier au périscolaire n'a pas arrangé les choses. C'est un protocole qui est « proche du protocole scolaire », précise Piero Calvisi, avec les mêmes difficultés d'application. Les modalités pratiques inscrites dans la « foire aux questions » pour l'accueil des enfants avec ou sans hébergement ont également laissé les membres de la Crajep dubitatifs.

« Il y a des différences avec les instructions que nous avons reçues de l'ARS [agence régionale de santé]. On patauge ! Nous sommes dans le flou complet alors que nous sommes responsables des structures en tant que directeur », s'inquiète Pierre Boesch directeur de l'Opal (Organisation populaire des activités de loisirs).

Les gestes barrières sont compliqués à mettre en œuvre et les ennuis inévitables. « On les intègre », commente Piero Calvisi. « Comme dans les bus de ramassage scolaire, il y a toujours du brassage d'enfants dans les structures périscolaires. Si vous avez dix classes, vous n'avez pas toujours dix salles mises à votre disposition. » « Nous faisons au mieux avec les informations que nous possédons et les moyens que nous pouvons mobiliser », résume Philippe Milesi qui réclame « un cadre et des protocoles qui arrivent en temps et en heure. Nous avons besoin d'une information claire pour légitimer nos décisions auprès des collectivités. Nous comprenons la volonté du gouvernement de maintenir les écoles ouvertes, mais nous sommes des acteurs oubliés. On se sent abandonné, délaissé. »

En attendant, les personnels sont « en grande souffrance. Début janvier, les protocoles ont changé trois fois en une semaine. Cela crée de la

tension. On passe notre temps à appliquer les protocoles, les projets pédagogiques sont mis à mal, il y a une perte de sens. »

« La 5^e vague a tout balayé en quelques semaines »

Économiquement, le secteur de l'éducation populaire ne va pas mieux. « Alors que l'on pensait en septembre et octobre que notre activité allait repartir, la cinquième vague de l'épidémie a tout balayé en quelques semaines. Des spectacles sont annulés, la collaboration avec les structures partenaires diminue, les structures qui organisent des classes découvertes continuent à disparaître. Nous sommes inquiets, épuisés, gagnés par la lassitude », rapporte Benoît Haeberle, directeur de la Pep (Pupilles de l'enseignement public) Alsace, « 2022 ne s'annonce pas meilleure que 2021 » (lire ci-dessous).

Jean-François CLERC

(*) Pour le périscolaire, le taux d'encadrement est d'un animateur pour 10 si les enfants ont moins de 6 ans, et d'un pour 14 pour les enfants de 6 ans et plus.

Pour les activités du mercredi et des vacances scolaires, le taux d'encadrement est respectivement d'un animateur pour 8 et un pour 12.



Le taux d'absentéisme du personnel est de « 10 à 15 %, contre 5 à 7 % habituellement », note José Menendez. Les centres craignent de ne plus pouvoir accueillir correctement les enfants. Photo DNA/Laurent RÉA

Les PEP 50

La Manche Libre

Edition du 22 janvier 2022

LA MANCHE
LIBRE

Des mineurs isolés accueillis dans la commune

Saint-Amand

Un ancien foyer d'hébergement pour adultes handicapés appartenant à l'Association des Parents et amis des Enfants Inadaptés (APEI) à Saint-Amand-Villages accueille 27 jeunes mineurs migrants depuis le 29 décembre. Ils sont Pakistais, Afghans, Bangladais ou originaires d'Afrique. Ils étaient auparavant hébergés à Tribehou. *“La commission de sécurité a donné récemment son aval pour l'utilisation de ses bâtiments”* explique Jean Lebouvier, le maire de Saint-Amand-Villages. Depuis 2016, les pupilles de l'ensei-

gnement public (PEP 50) accompagnent ces migrants dans la Manche, l'Orne et le Calvados en partenariat avec les Conseils Départementaux. Comme ils l'étaient à Tribehou, ces mineurs isolés seront encadrés par une directrice, des éducateurs et des veilleurs de nuit. Ils sont scolarisés, apprentis ou lycéens. Deux d'entre eux fréquentent actuellement le collège de Torigny-les-Villes. Fin 2020, le groupe Bodemer Auto avait embauché huit jeunes mineurs isolés pour les former à la mécanique et à la carrosserie avec l'aide de Pep50.



Didier Raoult

Les bâtiments route de Vire se situe Au Perroquet à Saint-Amand Villages.

Les PEP 44 - 49

Ouest France

Edition du 22 janvier 2022



2022 tournée vers la jeunesse et la culture



L'équipe municipale, dont Jean-Claude Ribault (photo), maire, a dû annuler la cérémonie des vœux et enregistrer son message en vidéo consultable sur le site communal.

PHOTO : OUEST-FRANCE

Trois questions à...

Jean-Claude Ribault, maire.

Qu'allez-vous mettre en avant pour cette année 2022 ?

Cette nouvelle année sera tournée vers la jeunesse, avec plusieurs projets. Tout d'abord, dès le début du mois de février, ce sera l'ouverture d'un lieu d'accueil enfants-parents (Laep), Les Mots doux, rue du Grenouillet. Destiné aux jeunes familles, ce lieu convivial et accueillant, ouvert avec la CAF et les PEP 44, permettra de faciliter les échanges, parler librement, créer du lien avec son enfant, tout cela avec la présence d'un accueillant pour accompagner, donner du conseil.

Toujours dans le domaine de la jeunesse, nous allons installer un conseil municipal des enfants. Nous avons déjà des candidats dans les deux écoles de la commune. Les élections auront lieu le 28 janvier et l'installation de ce conseil aura lieu le 3 février en mairie. Nous allons aussi améliorer l'école des Cap-Horniers, avec des travaux de réhabilitation qui commenceront au début des vacances d'été. Un comité de pilotage composé d'élus, de parents, d'élèves et d'enseignants suit ce projet, qui permettra

un meilleur accès d'une partie des locaux plus petits (ils pourront accéder aux structures de l'étage), la création d'un lieu destiné à la lecture, ainsi qu'un espace dédié à l'équipe enseignante. Le restaurant scolaire sera aussi restructuré.

Quel autre axe de développement souhaitez-vous mettre en avant ?

La culture. Nous allons développer un projet culturel autour la bibliothèque pour tous, afin qu'elle devienne une médiathèque et nous menons une réflexion sur la Maison du patrimoine. Nous allons également engager la restauration du moulin Bouteiller. Enfin, en termes d'animation, le succès rencontré par la patinoire et son espace convivial installés pendant le mois décembre sur la place du Marché, nous amène à réfléchir au développement et à la proposition de ce type d'événement et d'animations en partenariat avec les commerçants piriacais.

Concernant l'aménagement de cette Petite cité de caractère, avez-vous également des projets ?

Nous allons faire un effort particulier sur la voirie, l'aménagement de l'entrée et du centre bourg, pour améliorer le cadre de vie des Piriacais.

Les PEP Lor'Est

Ouest France

Edition du 21 janvier 2022

Le Républicain
Lorrain

GANDRANGE

Le robot Buddy a fait sa rentrée à Paul-Verlaine



Buddy est connecté au cours, pour que Nael n'en perde pas une miette. Photo RL

Un drôle d'élève a fait sa rentrée à l'école Paul-Verlaine : un petit robot nommé Buddy. Il permet aux élèves malades, ou empêchés d'aller à l'école, de suivre les cours depuis la maison ou l'hôpital. Comme Nael, en classe de CP, atteint de mucoviscidose.

Quand ce petit robot est-il arrivé ?

Michelle NAKIELNY, enseignante : « Buddy a fait sa rentrée à Paul-Verlaine en même temps que les élèves. Ainsi, quand Nael, qui est CP et atteint de mucoviscidose, ne peut pas aller en classe, il se connecte à Buddy avec la tablette pilote. Il peut ainsi être immergé dans la classe, suivre les apprentissages et même prendre la parole. Il manipule facilement le robot à distance, et la qualité du son et de l'image fait qu'il se sent intégré dans la vie de la classe. »

Comment est-il arrivé à l'école ?

Jean-Marc NAKIELNY, conjoint de l'enseignante : « Je suis formateur aux usages du numérique de l'Éducation nationale et

enseignant, et je fais partie du projet national TED-I (Travailler ensemble à distance et en interaction), en collaboration avec Sophie Rollée, chef de projet "école inclusive et numérique", ainsi qu'avec Gilles Kunça, référent académique. Un dossier a été déposé auprès du Sapad (Service d'assistance pédagogique à domicile) et validé par la coordinatrice, Céline François. »

Quels sont ses atouts ?

J.-M. N. : « Buddy est un produit conçu et réalisé en France par la société Blue Frog Robotics. Grâce à ce dispositif innovant, les enfants malades gardent un suivi scolaire et un lien social, ce qui représente un bénéfice non négligeable. »

4 000

C'est le nombre de robots Buddy qui seront déployés en 2022 dans toute la France.

M.N. : « Le bilan est très positif, tant pour Nael, ses parents et moi-même, car Buddy est très simple d'utilisation. »

Existe-t-il d'autres Buddy ?

J.-M. N. : « Nael a été l'un des premiers élèves de France à être équipé et à tester le dispositif. Actuellement, dans l'académie de Nancy-Metz, quatre enfants scolarisés dans le primaire bénéficient de l'aide d'un Buddy, et deux autres le seront prochainement. »

M.N. : « Nael et sa maman ont eu la chance de participer au lancement national de ce projet, en visio, et ont pu discuter avec Brigitte Macron, Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation nationale, et le professeur Albert-Claude Benhamou, chargé de mission au ministère de l'Éducation. »

Le corps enseignant de Paul-Verlaine, ses élèves et la famille Bécart sont fiers d'avoir pu être les premiers à tester Buddy en situation réelle et souhaitent que ce soit le début d'une belle et longue aventure pour d'autres enfants malades. D'ailleurs, 4 000 robots seront déployés en 2022 dans toute la France. »

Les PEP 09

Sud Radio & France TV

Edition du 21 janvier 2022



france•tv

Résumé

Matthieu Désarnaud, directeur de l'Association Régionale des Pupilles de l'Enseignement Public de l'Ariège, est invité dans l'émission pour parler des annulations dans les centres de vacances. Itw de celui-ci.

Lien pour écouter l'émission de Sud Radio : [ICI](#) & [ICI](#)

Lien pour écouter l'émission de France TV – intervention à 10 min 55 sec: [ICI](#)

Les PEP 62

L'Abeille de la Ternoise

Edition du 20 janvier 2022

L'ABEILLE
DE LA TERNOISE

HESDIN // Pour que tout le monde puisse y voir plus

Ce 20 janvier, c'est « Les lunettes du cœur »

Si vous faites partie de ceux qui lisent le journal le jour de sa sortie, il n'est pas trop tard pour profiter de l'opération les « lunettes du cœur ».

Souvent méconnue, l'opération Lunettes du Cœur existe depuis 28 ans. Le principe n'a pas changé: permettre à ceux qui n'en ont pas les moyens de s'appareiller gratuitement et ainsi de voir plus clair.

Des montures grâce aux dons

Cette initiative revient aux jeunes élèves de la section optique lunetterie de l'Établissement Régional d'Ensei-

gnement Adapté (EREA). Elle est suivie par l'association départementale des Pupilles de l'Enseignement Public. Sur place, les élèves et leurs encadrants s'occupent de réaliser les contrôles de vision et de prendre les mesures nécessaires avant de proposer une paire de lunettes adaptée. Les montures proviennent de collectes solidaires ou de dons suite à des déstockages d'opticiens. Les verres, quant à eux, sont financés par l'EREA.

À Hesdin, les lunettes du cœur ont aussi droit à leurs échanges avec la population, en accord avec le CCAS de la commune qui s'occupe de



Les montures des lunettes proviennent de dons ou de collectes solidaires.

faire le lien. Quand ça? Ce jeudi 20 janvier! Si vous êtes intéressé, n'hésitez donc pas à contacter le CCAS pour vous inscrire, en mairie ou eu 0321867077. Le rendez-vous est ensuite donné à la MJC, derrière la salle du Manège.

F.G.

Les PEP 42

Le Dauphiné

Edition du 20 janvier 2022

le dauphiné libéré

ISÈRE

Vague de froid sur les classes de neige

Nouveau coup dur pour les centres de vacances. Après deux hivers sans, les piliers du tourisme social accusent depuis janvier des annulations de séjours scolaires en cascade. La cinquième vague n'interdit pas les classes de neige mais l'Éducation nationale incite vivement ses enseignants à les reporter...

Les centres de vacances font partie du paysage au Collet d'Alleverd. Quatre en tout se partagent ce versant de Belle-donne où ici, depuis les années 70, les apprentis skieurs des quatre coins de la France viennent goûter aux plaisirs de la glisse avec leurs professeurs des écoles. Ils pensaient qu'elle était derrière eux, cette incertitude ambiante en montagne qui avait plombé leurs deux derniers hivers. Et vlan, voilà qu'en ce mois de janvier, ils prennent de plein fouet cette cinquième vague. Et aussi des consignes qui varient selon les académies, les départements et les inspecteurs de l'Éducation nationale.

La semaine prochaine, une seule classe sur les quatres prévues

Marc Desjeunes, le directeur du centre Valcoline, géré par l'association des Pupilles de l'enseignement public (PEP) de la Loire, note : « Chacun ouvre le parapluie parce que personne ne veut se mouiller ! » Pourtant tout est ouvert : stations de ski et centres de vacances. Aucune interdiction en vigueur. Les éco-



Marc Desjeunes, le directeur du centre Valcoline, géré par l'association des Pupilles de l'enseignement public (PEP) de la Loire, accuse depuis début janvier des annulations de séjours scolaires. La vague Omicron et les consignes de l'Éducation nationale sont à l'origine de ce revers dont les centres de vacances se seraient bien passés. Photo Le DL/Emmanuelle DUFFEAL

liers de France peuvent venir en classes de neige. Mais de son côté, l'Éducation nationale est plus frileuse : « Elle n'a pas formulé d'interdiction mais suggère fortement aux enseignants de reporter leur classe de neige », souligne le directeur de Valcoline.

Planning des réservations en mains, il pointe : « La première semaine de janvier, on a reçu deux classes comme convenu. La semaine suivante (du 9 au 14), le voyage d'études prévu par une école d'ingénieurs a été annulé quatre jours avant leur arrivée. Le Ministère de l'ensei-

gnement supérieur leur aurait interdit ce séjour. On attend toujours qu'ils nous fournissent le document officiel ! Cette semaine (du 16 au 21), quatre classes étaient inscrites. Deux (de l'Oise) seulement sont venues ».

La semaine prochaine, Valcoline devait accueillir à nouveau quatre classes. Une seule - d'Auxerre - viendra. « Étrangement, l'inspection académique n'a pas autorisé la deuxième à skier », soupire le directeur. Quant aux deux autres, des Yvelines, « pas un seul enfant de ce département n'a reçu depuis le début du mois une autorisation de dé-

part », commente Marc Desjeunes.

Un entre-deux dur à encaisser

Cet entre-deux est compliqué à gérer et à encaisser. Heureusement, le centre n'a recruté qu'une partie de son personnel. Comme dans l'hôtellerie et la restauration, l'animation a du mal à trouver des saisonniers. « Ça nous permet de limiter la casse ». Il n'empêche que la semaine dernière, Marc Desjeunes s'est retrouvé « à devoir payer une équipe complète de

douze personnes alors que le centre était vide ». Et pendant ce temps-là, les frais fixes courent... « C'est une très bonne chose d'avoir laissé les centres ouverts », mais cette absence d'interdiction claire prive les centres de mesures gouvernementales comme le chômage partiel. « On navigue à vue, on n'a pas de réponses de ce côté-là ». Marc Desjeunes n'a pas encore chiffré l'impact économique de ces annulations de dernière minute. Le centre a la chance de dépendre d'une fédération aux reins solides mais « il ne faudrait pas un quatrième hiver Covid ». Valcoline n'a pas fermé, comme d'autres PEP en France. Le centre a pu se refaire une santé les deux derniers étés grâce au dispositif lancé par le gouvernement, les « colos apprenants ». Il n'empêche : les colonies de vacances sont en perte de vitesse et cette crise ne favorise guère leur rebond.

« Cette situation n'est pas du fait des enseignants. Ils veulent partir mais on ne les autorise pas à le faire. Tous conviennent que les enfants en ont besoin après deux ans de confinements successifs et de mesures sanitaires ». Pour autant, il reconnaît que ces annulations sont « compréhensibles. Chacun s'interroge de savoir si c'est opportun ». À Valcoline, on les rassure sur le protocole en vigueur. Tout le personnel est vacciné. En février, le pic de la cinquième vague aura été atteint et Marc Desjeunes constate qu'à partir du 5, il n'a plus aucune annulation. Il est complet jusqu'au 4 avril.

Emmanuelle DUFFEAL

Les PEP 01

Le Progrès

Edition du 19 janvier 2022

LE PROGRÈS

AMBÉRIEU-EN-BUGEY

Des hébergements créés pour la réinsertion des jeunes

Le projet porté par les PEP 01 a été présenté lors du dernier conseil municipal. L'association va notamment réaliser un ensemble de logements pour les jeunes âgés de 16 à 21 ans. Ils seront situés rue Jean-Monnet.

Lors du dernier conseil municipal fin 2021, deux délibérations portaient sur un même projet. Il est porté par la SCI PEP 01 patrimoine. Pour rappel, l'Association départementale de l'Enseignement public de l'Ain (PEP 01) est déjà présente à Bourg, Oyonnax, Nantua ou Hauteville. Elle va donc s'installer prochainement à Ambérieu, rue Jean-Monnet, dans le quartier de la Brillatte.

Des jeunes accompagnés dans leur parcours

L'adjoint à l'urbanisme, Christian de Boissieu, a dévoilé le projet soutenu par le Conseil départemental. Ce dispositif passerelle concerne tout d'abord un foyer qui s'adresse à cinq jeunes âgés de 16 à 18 ans engagés dans un processus de formation ou d'emploi. L'objectif de ce foyer étant de leur permettre d'acquérir un savoir-faire et les connaissances de base du quotidien pour entrer dans la vie active et être autonomes.

L'idée est de proposer cinq studios sur la base d'un studio étudiant, avec des espaces communs (laverie, salon).

Une autre action concerne des jeunes de 16 à 18 ans déscolarisés, confiés à l'aide sociale à l'enfance. L'accom-

pannement en journée est organisé autour des questions notamment de l'emploi et de la formation et de la posture à avoir face aux entretiens. Un autre service est prévu : les PEP 01 souhaitent ouvrir deux ou trois studios qui permettraient d'offrir des hébergements individualisés. Il s'adresse à des jeunes âgés de 18 à 21 ans confiés par le Département dans le cadre d'un Accueil provisoire jeune majeur. Des bureaux et une salle d'activités sont aussi envisagés. Tous ces services proposés entraîneront la création d'emplois pour encadrer ces jeunes.

« Quand les PEP ont demandé si nous avions des terrains, nous avons pensé à ces tènements qui nous appartiennent ».

« Nous sommes là sur un projet auquel on tenait. Les PEP font un travail exceptionnel pour l'intégration de ces jeunes en difficultés. C'est un beau programme. Quand les PEP ont demandé si nous avions des terrains, nous avons pensé à ces tènements qui nous appartiennent », a expliqué Christian de Boissieu. Le maire Daniel Fabre a précisé : « Je suis très heureux d'accueillir ce projet et les PEP 01 sur notre territoire. »

Dans la première délibération, la Ville a décidé de racheter la part qu'il lui restait à payer à l'établissement public foncier de l'Ain pour la maison située au 39, rue Jean-Monnet. Le montant du rachat s'élève à près de 80 000 euros. Ensuite, la



Rue Jean-Monnet, le terrain et la maison ont été cédés par la Ville pour le projet des PEP 01.

Photo Progrès/Olivier CALLAMAND

SCI PEP 01 patrimoine fera l'acquisition de ce bien à hauteur de 220 000 euros. À proximité, trois autres parcelles communales (d'une surface totale de 1 390 m²) seront aussi acquises par les PEP pour un montant de 180 000 euros.

« Nous n'avons pas souhaité faire une opération financière dans la revente de la maison. Nous l'avons achetée 220 000 euros, nous la revendons 220 000 euros. C'est notre participation. Les terrains constructibles sont vendus au prix du marché », a conclu l'adjoint à l'urbanisme. Du coup, environ 320 000 euros iront dans les caisses de la commune.

Olivier CALLAMAND

Une association fondée en 1915

Les PEP (Pupilles de l'enseignement public), c'est un réseau de 101 associations de proximité fédérées au sein d'une Fédération générale qui agit pour une société inclusive. L'association a été fondée en 1915 pour venir en aide aux orphelins de la guerre. Aujourd'hui, son objet est, entre autres, de contribuer à l'éducation, à la formation, et à l'insertion sociale des enfants et des jeunes adultes.

Chaque année en France, les PEP interviennent dans les domaines de la petite enfance, de l'éducation, des loisirs, du social, du médico-social et du sanitaire. La mission essentielle est d'agir pour une société plus inclusive pour les enfants et adultes. En 2020, la PEP de l'Ain a accompagné plus de 2 500 personnes.

Les financeurs sont notamment l'Agence régionale de santé et le Conseil départemental de l'Ain. Les plateformes de coordination et d'orientation (PCO) et du service d'accueil jour de jeunes adultes (SAJ) à Montréal-la-Cluse ont été récemment mises en place.

Les PEP 87

Le Populaire

Edition du 19 janvier 2022

Centre@France
LE POPULAIRE

L'Espace familles fait le plein

Il existe à Limoges un lieu dédié à la parentalité, l'Espace familles situé dans les locaux de la caisse d'allocation familiales.

Et s'il fallait une démonstration du succès des ateliers parentalité, il suffit de regarder les chiffres, impressionnants : 609 ateliers en 2018, avant donc la crise sanitaire, 3747 enfants concernés, 4139 parents ! En 2020, malgré le Covid, c'était 274 ateliers. Le tout dans deux salles dédiées. « Nous avons environ trente-cinq intervenants différents », explique la responsable de la structure, Carline Huet. A noter que ces ateliers (comme d'ailleurs ceux proposés

dans d'autres structures) sont gratuits, l'État les finançant.

Ça marche tellement que l'Espace se déplace dans les communes du département pour y proposer ses ateliers. Là aussi, les retours sont positifs.

Géré depuis 2016 par les **PEP 87** (Pupilles de l'enseignement public), alors qu'il l'était auparavant par la CAF, l'Espace dispose aussi d'une salle de jeux pour les 0-3/4 ans, ouverte cinq demi-journées par semaine. Elle aussi attire beaucoup de monde.

Quatre salariés sont chargés d'animer l'Espace, un lieu privilégié dont ne disposent pas tous les départements. ■

L. B.



PARENTALITÉ. Etre parent n'est pas toujours simple...

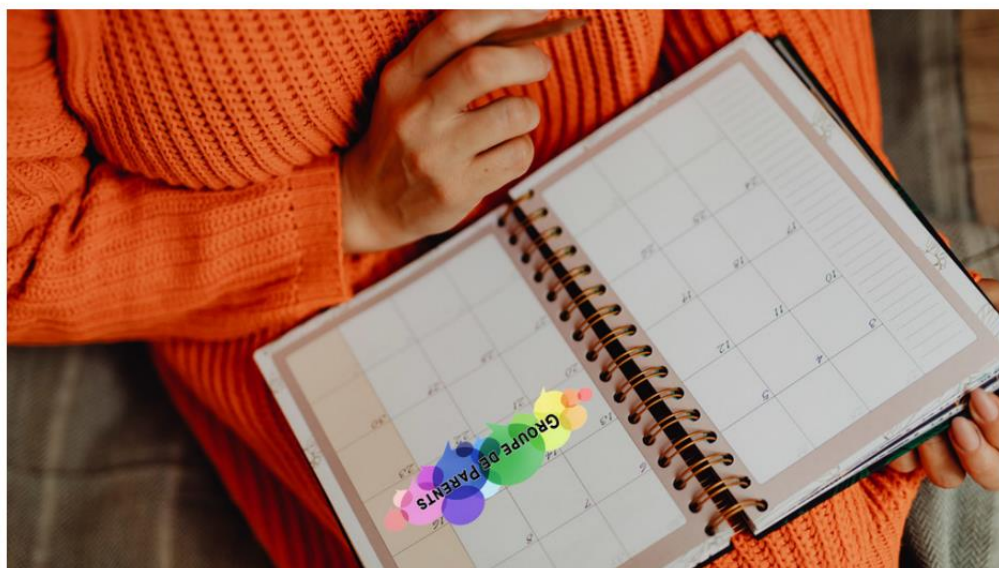
Les PEP Lor'Est

Metz.fr

Edition du 18 janvier 2022



Un groupe de parents d'enfants porteurs de handicap à Metz



Un groupe de parole dédié aux parents d'enfants porteurs de handicap a été récemment créé sur le territoire messin.

Bien souvent, les parents d'enfants en situation de handicap peinent à trouver leur place dans les actions de soutien à la parentalité. C'est pourquoi, sous l'impulsion d'associations comme AFP France Handicap, les Pupilles de l'Enseignement Public Pep Lor'Est et l'Association de Parents d'Adultes et de Jeunes Handicapés APAJH, un groupe de parole dédié aux parents d'enfants porteurs de handicap a été récemment créé sur le territoire messin.

Les familles confrontées aux difficultés du handicap peuvent se retrouver, se ressourcer et être soutenues dans leurs épreuves un samedi par mois de 14h30 à 16h30, tout au long de l'année, sans obligation de présence régulière, au 12 boulevard Dominique François Arago. Ces rendez-vous sont gratuits et du personnel est disponible pour garder les enfants.

Prochains rendez-vous les samedis 22 janvier, 26 février, 26 mars, 30 avril, 21 mai et 18 juin.

Pour toute information, contactez Sandrine Kloeditz au 06 46 74 45 91 ou rendez-vous sur cette page web.

Les PEP 37

La Nouvelle République

Edition du 18 janvier 2022

la Nouvelle
République.fr

Le conseil municipal des jeunes prépare une soirée jeux



Les jeunes élus véretzois à fond dans les projets en cours. © Photo NR

Après l'ambiance festive du vendredi soir avec la soirée « incroyables talents » (lire NR du 17 janvier), Inter'Val a connu une ambiance beaucoup plus studieuse samedi matin avec la réunion du conseil municipal des jeunes (CMJ).

Encadrés par Nicolas, les jeunes élus, toujours aussi motivés, sont en train de peaufiner l'organisation de la soirée jeux, en collaboration avec la mairie et les [Pep 37](#), programmée vendredi 4 mars, salle Eugène-Bizeau. Ils ont terminé d'écrire les règles des jeux pour que tout soit fin prêt avant le 4 mars, en espérant que la situation sanitaire permettra la tenue de cette soirée.

L'autre objet du travail actuel du CMJ porte sur la mise au point d'une mascotte, qui permettrait de bien identifier le CMJ et d'encore mieux le faire connaître.

Les PEP 87

Le Populaire

Edition du 18 janvier 2022

Centre@France
LE POPULAIRE

Hestia, 62 ans au service des réfugiés et des personnes en difficulté en Haute-Vienne



Les travailleurs sociaux d'Hestia viennent notamment en aide aux réfugiés. © Populaire du Centre

Forte d'une histoire née en 1959, l'association Hestia vient en aide aux migrants et aux sans-abris, à Limoges et en Haute-Vienne. Elle a récemment étoffé son rayon d'action et a été récompensée par un prix national.

20.000 euros, c'est une belle somme sur laquelle on ne crache évidemment pas quand on est une association sociale à but humanitaire. C'est ce qu'a reçu récemment Hestia, dont le siège à Limoges, de la part de l'assureur Generali, qui a récompensé 13 associations nationales qui interviennent dans le domaine de l'enfance.

Et pourtant, l'enfance n'est pas la vocation première d'Hestia. Mais comme elle ne reste pas les deux pieds dans le même sabot, elle avait lancé en 2020, avec les PEP 87 (Pupilles de l'enseignement public) un dispositif destiné à repérer les difficultés des enfants de migrants, via des rencontres et des séances dans les locaux des PEP à Limoges. C'est cette action qui a été distinguée par Generali. Laquelle, finalement, s'inscrit dans le droit fil du travail mené par la vénérable association. Vénérable, car née en 1959, quand trois industriels limougeaux créent le Gatan, soit le Groupement d'aide aux travailleurs d'Afrique du Nord, ces derniers étant de plus en plus nombreux sur le territoire. En 1970, le Gatan devient le Gatrem (Groupe d'aide au travail, au reclassement, à l'éducation et à la migration), avec le même objectif. Il créera également L'Abri à Limoges, en 1977, un refuge pour sans-abri ou personnes en difficulté... qui existe toujours.

99 places en CADA

En 1992, l'association ouvre un CADA (Centre d'accueil de demandeurs d'asile) de 120 places, rue du Quai-Militaire à Limoges. Il existe toujours mais a depuis été cédé à la société Adoma. En effet, en 2013, le Gatrem décide de disséminer le CADA dans 27 appartements à Beaubreuil et La Bastide, pour 99 places, avec le soutien de Limoges Habitat (office HLM). A noter que deux appartements sont équipés pour des personnes à mobilité réduite.

Les PEP 87

Le Populaire

Edition du 18 janvier 2022



Hestia a récemment créé un service permettant de repérer les enfants de migrants en difficulté.

En 2015, l'association change de nom et devient Hestia, divinité grecque du foyer et du feu sacré. En 2018, elle ouvre un accueil de nuit au sein de L'Abri. Et le 1er janvier 2019, Hestia grandit : elle absorbe l'association Marianes qui travaillait dans le même secteur. Les personnels des deux structures ont été conservés, cette opération s'étant déroulée en bonne entente. La nouvelle entité continue à s'appeler Hestia. Du coup, celle-ci gère une structure supplémentaire qui appartenait à Marianes un CHRS (Centre d'hébergement et de réinsertion sociale), de 34 places.

Mais Hestia ne se contente pas de venir en aide aux migrants et sans-abris : elle a récemment mis en place une plateforme d'accompagnement au logement, afin d'améliorer l'accès au logement de personnes mal logées (parfois sans abri), lesquelles bien souvent sont démunies face aux complexités réglementaires et administratives. Cette plateforme fonctionne dans plusieurs communes de la Haute-Vienne.

De même, Hestia est le référent de la plateforme Pai'R, qui regroupe huit associations permettant d'amener des réfugiés vers l'emploi. « Nous avons un très bon taux de réussite dans ce domaine », précise Magali Meneyrol, directrice d'Hestia.



Hestia compte 37 salariés (23 travailleurs sociaux, 8 dédiés à la logistique tels que l'entretien et la surveillance de nuit, 4 cadres, 2 administratifs) et une vingtaine de bénévoles (cours de français, soutien scolaire, coiffure, ostéopathie, animations pour enfants...). L'association s'appuie sur un budget de 2,6 millions d'euros, quasi exclusivement abondé par l'Etat. « Mais il va falloir trouver d'autres financements, car l'Etat diminue ses subventions », note la directrice.

En 2020, Hestia, c'est :

- 528 personnes hébergées et accompagnées, dont 98 enfants ;
- 225 ménages ou personnes accompagnées hors-les-murs ;
- 560 heures de bénévolat ;
- 10 tonnes de denrées alimentaires distribuées grâce à la Banque Alimentaire ;
- 61 personnes qui ont accédé à un logement et 15 personnes à un logement adapté.

Les PEP 56

Ouest France

Edition du 18 janvier 2022



Meucon

Un nouveau coordinateur enfance-jeunesse

Le contrat de délégation de service public confié à l'association Pep 56 pour la gestion des activités enfance-jeunesse est arrivé à échéance au 31 décembre. Depuis le 1^{er} janvier, la commune a repris en régie directe l'ensemble de ces activités, avec l'Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) et l'Espace jeunes.

Pour une bonne coordination, il a été nécessaire d'embaucher un nouveau responsable, Antoine Le Mabec. « **La bonne réussite de la régie passait par l'embauche d'un responsable expérimenté pour mener à bien le projet des élus** », commente le maire, Pierrick Messager.

Agé de 34 ans, originaire de Saint-Avé, Antoine Le Mabec habite depuis 2019 à Monterblanc. Il possède un DUT en carrière sociale obtenu à Tours, en Indre-et-Loire. Il a exercé durant huit ans à Saint-Avé en tant que directeur adjoint à l'accueil de loisirs, avant de rejoindre, en 2018, la commune de Muzillac, où il était responsable jeunesse.

« **C'est un challenge, il y a tout à**



Antoine Le Mabec est le nouveau responsable enfance-jeunesse.

PHOTO : OUEST-FRANCE

recréer. Je veux créer du lien entre les écoles et les divers services municipaux. Le fait d'avoir fréquenté Meucon dans mon adolescence, ça me motive d'apporter mon expérience à la jeunesse meuconnaise. Et puis, cela me rapproche de mon domicile. »

Les PEP 40

Sud Ouest

Edition du 18 janvier 2022



MONT-DE-MARSAN

Une subvention pour les PEP 40 qui accueillent des mineurs non accompagnés

Mercredi 12 janvier, Renaud Lagrave, conseiller régional, a visité les locaux de l'association Les Pupilles de l'enseignement public des Landes (PEP 40) pour officialiser le versement d'une subvention de 25 000 euros. « Une aide qui nous permettra de concrétiser un projet de vie pour les jeunes que nous prenons en charge », souligne Cécile Betzer, directrice de l'association. La première session d'accompagnement multipartenarial des mineurs non accompagnés vers l'insertion socioprofessionnelle a débuté lundi 10 janvier au Pôle ressources linguistiques et numériques, géré par les PEP 40 à Mont-de-Marsan.

Huit jeunes y sont accueillis pour une période de trois mois renouvelable. Les trois premières semaines sont consacrées à la cohésion du groupe, à l'apprentissage intensif du français ainsi qu'à l'explication des objectifs poursuivis et un travail sur les représentations, les codes culturels, afin de pouvoir par la suite évoluer vers la définition d'un projet professionnel et



Renaud Lagrave, attentif aux problématiques des acteurs de l'accompagnement de mineurs étrangers. S. T.

la recherche d'une voie pour l'après-session. Pour cela, des ateliers socio-éducatifs et professionnels seront mis en place pour leur permettre d'engager des recherches de formations et de stages.

Les PEP, mais pas que...

Les mineurs non accompagnés de plus de 16 ans ne peuvent prétendre à l'obligation de scolarité. Ils pénètrent sur le sol français avec un titre de séjour valable trois mois. À cette échéance, ils doivent justifier de manière concrète d'un projet

professionnel. Un contrat d'apprentissage, par exemple, leur évite l'expulsion. Trois mois, c'est court pour apprendre les rudiments de la langue, s'intégrer autant socialement que professionnellement.

Le Conseil départemental a, lui aussi, versé une subvention aux PEP 40 qui n'œuvrent pas seuls. La Mission locale, le Centre d'information et d'orientation, le Stade montois, l'éducation nationale, la Ville de Mont-de-Marsan, entre autres, font tout pour que ce trimestre soit gagnant.

Serge Tachon

Les PEP 06

Nice Matin

Edition du 16 janvier 2022

nice-matin

Qu'est-ce que cette « jungle » sur Bischoffsheim ?

Des années que l'espace vert situé sur les pentes du mont Boron est laissé à la nature. Un « poumon vert » dont le propriétaire est méconnu et l'avenir inconnu.

Dans le quartier, les habitants ne l'ont jamais vu ouvert au public. « Pendant la guerre, quand il y avait des alertes aux bombardements, on passait devant pour aller se réfugier. Il était déjà fermé », se rappelle Maryse, 83 ans, née dans le quartier et qui habite en face de cette « jungle » depuis les années soixante.

D'une superficie de 18 800 m², ce parc est divisé en deux parcelles. La partie haute appartient à l'association PEP 06 (Pupilles de l'enseignement public des Alpes-Maritimes), par le biais d'un bail emphytéotique de 35 ans. L'institut d'éducation sensorielle Clément-Ader y est construit et en utilise une partie pour ses activités.

Laissé volontairement à l'état sauvage

En ce qui concerne la partie basse, c'est la ville de Nice qui en

est propriétaire par un legs qui remonte à 1935.

Végétation luxuriante, entretien sporadique, les branches des arbres qui pendent sur le trottoir du boulevard Bischoffsheim : la situation serait tout à fait normale selon les services municipaux.

« Il est aussi important de noter que plusieurs espaces verts restent naturels avec un travail d'entretien raisonné de la direction des Espaces verts au gré des saisons, expose-t-on du côté de la mairie. Ces parcelles demeurent donc à l'état sauvage, à l'image des autres sites naturels que compte la ville telle que la forêt du mont Boron par exemple. » La raison avancée : « Ces parcelles contribuent à la lutte de la Ville contre le phénomène des îlots de chaleur et donc le réchauffement climatique. Cet espace vert contribue à faire baisser les températures ambiantes de 2 à 3°C dans le quartier. »



Près de 2 hectares de végétation sauvage devraient être conservés tel quel à Nice-est.

(Photo Eric Ottino)

En ce qui concerne la partie de la PEP 06, le directeur du pôle santé, Frédéric Manoni, assure qu'elle a

été clôturée et débroussaillée notamment afin d'y installer des poules et des chèvres naines

pour un projet de médiation animale pour les jeunes souffrant d'autisme du centre.

Que va-t-il devenir ?

La Ville indique que ce terrain, « qui a fait l'objet d'une pré-étude géotechnique », a montré « de potentiels problèmes de stabilité » qui « empêchent son ouverture au public et toute construction sans toutefois compromettre la sécurité des habitations alentour ». Il n'y aurait pas non plus eu de demande d'aménagement remonté par le territoire et le comité de quartier. Pour ceux qui sont à la recherche d'un espace de détente dans le quartier, la municipalité les dirige vers le square Victoria ou le jardin Caressa en attendant le jardin Saint-Jean-d'Angely « qui sera livré courant 2022 ». Les travaux doivent commencer fin janvier.

OLIVIER SCLAVO
osclavo@nicematin.fr

Les PEP 39

Le Progrès

Edition du 16 janvier 2022

LE PROGRÈS

Sur le tournage d'un film, des élèves de l'atelier théâtre jouent les figurants

Participer au tournage d'un long métrage, c'est l'expérience originale vécue par une quinzaine d'élèves du collège du Rochat dans le cadre de l'atelier théâtre auquel ils participent durant l'année avec leurs professeurs Jill Bonnet et Anne Saulnier.

« Silence on tourne - Moteur - Coupez ! ». Dans un froid glacial, l'attention est maximale ce mardi 11 janvier à quelques encablures du collège. Les élèves de l'atelier théâtre, mais

aussi certains de leurs parents, participent au tournage d'*Astrakan*, un long métrage réalisé par David Depesseville qui concourra à la sélection du prochain festival de Cannes. Un bus, des valises, des enfants : c'est un départ en classe de neige qui est filmé. Quelques heures plus tard, on retrouve le

groupe à Lamoura, à l'École des neiges, le centre qui doit les accueillir en séjour. Les jours suivants, ils passeront une partie de la nuit dans un bus sur la route de Lajoux et participeront « dans la salle cheminée » du chalet à une rencontre fictive avec un champion de ski.

Des scènes au millimètre

Si pour Mirko Gianinni et Laurine Delin, les deux jeunes acteurs principaux recrutés sur casting, la chose paraît rodée, il n'en est pas de même pour les « figurants ». Valentine a bien retenu la règle d'or : « Ne jamais regarder la caméra » mais Nino avoue « ne pas être

vraiment à l'aise quand on le filme ». Les consignes du réalisateur et de Julie son assistante, sont très strictes : jeux de scène, enregistrement des sons, mouvements, tout est réglé au millimètre. Le réalisateur est venu au collège en amont pour expliquer aux élèves ce qu'il attendait d'eux et les imprégner du scénario. Le sujet, l'histoire de Samuel, un jeune orphelin de leur âge qui vit en famille d'accueil, leur parle.

Aucun ne s'imaginait qu'il y avait tant de contraintes pour tourner un film. « Si tu mets un bonnet à la première scène, tu dois le garder pour toutes les scènes suivantes

même si elles ne se déroulent pas le même jour », explique Rose. « On est souvent obligé de recommencer, à cause d'un détail », ajoute Anahita. La montée dans le bus a été reprise une quinzaine de fois !

“ Ils savaient que le tournage exigerait beaucoup de concentration de leur part ”

Jill Bonnet et Anne Saulnier, enseignantes

Un projet pédagogique

Pour Jill Bonnet et Anne Saulnier, les enseignantes en charge du projet, c'est une expérience formidable qui permet de faire des ponts avec l'atelier théâtre. « Les élèves se confrontent à la rigueur et aux exigences de la scène mais en parallèle ils découvrent l'envers du décor, ce qui se passe derrière la caméra et qu'on ne voit pas. Ils savaient que ce ne serait pas facile et que le tournage exigerait beaucoup de concentration de leur part. »

L'enthousiasme des jeunes est bien réel : « On a l'impression d'être dans un vrai film » Tous sont unanimes, ils ne regarderont plus jamais un film de la même manière.

De notre correspondant
Francois LAHU



Plusieurs scènes ont été tournées à l'École des neiges, centre d'accueil de classes de découvertes propriété des PEP 39. Photo Progrès/Francois LAHU

La classe de neige, « une séquence qui a marqué ma scolarité »

David Depesseville réalise avec *Astrakan* son premier long métrage qu'il a en projet depuis 2015. Il a dû patienter plusieurs années avant de trouver un producteur. Soutenu par la région Bourgogne Franche-Comté, le film est très librement inspiré des nourrices morvandelles. « Le Morvan a été longtemps une terre d'accueil pour les orphelins et comme je viens de cette région, j'y suis très sensible », explique le réalisateur.

L'histoire, c'est celle de Samuel, un adolescent qui vit en famille d'accueil, un canard boiteux, un peu mouton noir d'où le titre, qui fait référence à l'enfance sacrifiée. Mais si la classe de neige s'est invitée dans le scénario, c'est parce que David Depesseville a lui-même effectué un séjour au chalet des Dappes, alors propriété des Pupilles de l'Enseignement public de la Nièvre. « L'idée me plaisait d'inscrire une séquence qui a marqué ma scolarité



Beaucoup de complicité entre Laurine Delin, Mirko Gianinni, les jeunes acteurs et David Depesseville, le réalisateur du film *Astrakan*. Photo Progrès/Francois LAHU

« Un clin d'œil aussi à ce mouvement d'éducation populaire qui, encore aujourd'hui, veille sur « les orphelins de la société ».

À la recherche de figurants de l'âge de l'acteur principal, il s'est naturellement tourné vers le collège du Rochat. « Les élèves ont intégré très vite ce qu'ils devaient faire, l'ate-

lier théâtre et les enseignantes y sont pour beaucoup », se réjouit David.

Astrakan est une fourrure bouclée de jeune mouton karakul mort-né qui transitait à l'origine par la ville d'Astrakhan, capitale d'un khanat mongol aux XVe et XVIe siècles.

Les PEP 65

La Dépêche du Midi ...

Edition du 16 janvier 2022

LA DÉPÊCHE
du midi

La Nouvelle
REPUBLIQUE
des Pyrénées

COMMUNIQUÉS

Déclaration solennelle de RESF 65

Philippe Dussert, le coordonnateur RESF65, nous prie d'insérer la déclaration faite à l'issue de l'assemblée générale : « En cette journée mondiale des droits de l'enfant, nous, membres du Réseau Éducation Sans Frontières 65, affirmons que : nous voulons une société qui accueille plutôt qu'elle n'exclut les personnes qui ont dû fuir leur pays pour survivre. La migration n'est pas une affaire de police. Il nous faut changer d'angle, de point de vue sur l'immigration pour construire une société apaisée et riche de ses différentes cultures, permettant la vie en commun de toutes et tous. Pour cela, la question du droit inconditionnel à l'accueil, à l'éducation, et à tout ce qui les conditionne (logement, santé notamment), est incontournable.

Nous nous engageons donc à défendre ce socle de droits humains universels pour tous les enfants, tous les jeunes, qu'ils soient isolés ou accompagnés de leur famille, présents sur le territoire des Hautes-Pyrénées.

Ce choix de société, qui est le nôtre, de faire de notre pays un territoire accueillant, doit être pris en compte tant par les pouvoirs publics que par les candidats aux élections, car il reflète dans la réalité celui d'une majorité de la population. Or celle-ci est de plus en plus réduite au silence par les

mensonges assourdissants de l'extrême-droite, trop souvent cautionnés au plus haut niveau de l'Etat, propageant la peur et le repli sur soi.

Face au constat récent d'un recul de la préfecture sur le respect des droits, nous nous engageons à nous mobiliser jusqu'à l'obtention de titres de séjour pérennes pour tous les jeunes. Nous ne céderons pas à la désinformation et aux pressions de l'extrême droite, nous nous opposons à la politique du gouvernement : défendons la France de l'accueil et des droits humains !

RESF 65 est composé des associations : Association Accueil Azun (AAA), Association des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), Association des élus communistes et Républicains (ADEC), ATTAC 65, Cimade 65, Conseil départemental Saint-Vincent de Paul, Association La Pourrière, Les Pupilles de l'Enseignement Public (PEP), Récup'actions 65, Ligue des Droits de l'Homme, des syndicats : FSU, Confédération Paysanne, CFDT, CGT, Solidaires, des partis politiques : EELV, Ensemble !, FI, Génération. S, NPA, PCF, PG, PS, PRG ainsi que de citoyen-ne-s à titre individuel. Renseignements par mail resf65@no-log.org téléphone 06.51.37.60.01

le site www.resf65.fr le compte Facebook <https://fr-fr.facebook.com/RESF65/>»

Les PEP 15

La Dépêche d'Auvergne

Edition du 14 janvier 2022

La Dépêche
D'Auvergne

« Communauté 360 »

Un numéro vert pour les handicapés et leurs aidants

La communauté 360 assure une écoute téléphonique destinée à toute personne en situation de handicap, aux proches aidants et aux familles confrontés à des difficultés particulières dans leur quotidien ou en recherche de solution d'accompagnement. Elle apporte une réponse grâce à un nouveau mode d'organisation entre acteurs.

Elle fait suite à la Conférence Nationale du handicap le 11 février 2020, où le Président de la République a posé l'ambition forte de l'inconditionnalité de l'accompagnement et a annoncé pour 2021 un projet de modernisation et d'évolution du suivi des personnes en situation de handicap par la méthode collaborative d'accompagnement nommée « Communauté 360 ».

« L'idée de ce numéro vert n'est pas de se substituer aux

dispositifs déjà présents dans le département », expliquent les membres de la Communauté 360. « C'est d'une part d'offrir aux personnes qui ne sont pas déjà identifiées une porte d'entrée simple et efficace dans le réseau des acteurs de l'accompagnement, et d'autre part d'agir en renfort des solutions déjà en place. »

Il s'agit d'initier l'acte II de la Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT) afin d'éviter et d'anticiper des ruptures de parcours par une meilleure concertation et une coopération de tous les acteurs autour d'une situation repérée et déterminée, « en complément ou pour la mise en œuvre des orientations de la MDPH ». La MDPH reste l'interlocuteur privilégié pour toute demande relative aux situations de handicap.

Ainsi, pilotés par l'ARS et la

MDPH, deux opérateurs que sont l'ADAPEI et les PEP 15 ont participé à la mise en place de la Communauté 360. Ensemble, ils ont défini des objectifs généraux respectant le cahier des charges national, en prenant en considération besoins et réalité du territoire cantalien. L'objectif est de répondre aux attentes des personnes en situation de handicap, de leurs proches aidants et famille au travers d'une méthode de coopération renforcée en favorisant les organisations partenariales selon les bassins de vie (organismes gestionnaires médico-sociaux, organismes de droit commun dont les institutions publiques, collectivités territoriales, MDPH, acteurs de l'insertion, de la culture, et associations représentatives des personnes et des proches aidants). La promotion du pouvoir d'agir

des personnes en situation de handicap est par ailleurs un objectif de la méthode définie.

L'ADAPEI du Cantal sera le porteur administratif et financier de la communauté 360, sur financement de l'ARS. La délégation départementale de l'Agence Régionale de Santé, en tant que financeur, le Conseil Départemental, la MDPH, en tant que partenaires privilégiés, l'ADAPEI, porteur, et les PEP 15, co-porteurs, font partie du Comité de Direction. La Communauté 360 fédère en son sein tous les acteurs volontaires du territoire.

La Communauté 360 est joignable 7 jours sur 7, de 7 h à 21 h, grâce à un numéro national unique, le 0800 360 360 de mise en relation avec les acteurs du département, les plus adaptés selon la nature de la demande.

Les PEP 15

La Voix du Cantal

Edition du 13 janvier 2022

Voix du Cantal

L'hebdomadaire qui nous fait aimer le Cantal

Un numéro vert pour les personnes en situation de handicap

« Communauté 360 » : un numéro vert (0 800 360 360) pour les personnes en situation de handicap et leurs aidants est mis en place dans le Cantal.

La communauté 360 assure une écoute téléphonique destinée à toute personne en situation de handicap, aux proches aidants et aux familles confrontés à des difficultés particulières dans leur quotidien ou en recherche de solution d'accompagnement. Elle apporte une réponse grâce à un nouveau mode d'organisation entre acteurs.

Modernisation et collaborations

Elle fait suite à la Conférence Nationale du handicap le 11 février 2020, où le Président de la République a posé l'ambition forte de l'inconditionnalité de l'accompagnement et a annoncé pour 2021 un projet de moder-

national, en prenant en considération besoins et réalité du territoire cantalien. L'objectif est de répondre aux attentes des personnes en situation de handicap, de leurs proches aidants et famille au travers une méthode de coopération renforcée en favorisant les organisations partenariales selon les bassins de vie (organismes gestionnaires médico-sociaux, organismes de droit commun dont les institutions publiques, collectivités territoriales, MDPH, acteurs de l'insertion, de la culture, et associations représentatives des personnes et des proches aidants). La promotion du pouvoir d'agir des personnes en situation de handicap est par ailleurs un objectif de la méthode définie.

nisation et d'évolution du suivi des personnes en situation de handicap par la méthode collaborative d'accompagnement nommée « Communauté 360 ».

« L'idée de ce numéro vert n'est pas de se substituer aux dispositifs déjà présents dans le département », expliquent les membres de la Communauté 360. « C'est d'une part d'offrir aux personnes qui ne sont pas déjà identifiées une porte d'entrée simple et efficace dans le réseau des acteurs de l'accompagnement, et d'autre part d'agir en renfort des solutions déjà en place. »

Il s'agit d'initier l'acte II de la Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT) afin d'éviter et d'an-

L'ADAPEI du Cantal sera le porteur administratif et financier de la communauté 360 sur financement de l'ARS.

La délégation départementale de l'Agence Régionale de Santé, en tant que financeur, le Conseil Départemental, la MDPH, en tant que partenaires privilégiés, l'ADAPEI, porteur et les PEP 15, co-porteur, font partie du Comité de Direction. La Communauté 360 fédère en son sein tous les acteurs volontaires du territoire.

La Communauté 360 est joignable 7 jours sur 7 grâce à un numéro national unique, le 0800 360 360, de mise en relation avec les acteurs du département, les plus adaptés selon la nature de la demande.

ticiper des ruptures de parcours par une meilleure concertation et une coopération de tous les acteurs autour d'une situation repérée et déterminée, « en complément ou pour la mise en œuvre des orientations de la MDPH ».

Un interlocuteur privilégié

La MDPH reste l'interlocuteur privilégié pour toute demande relative aux situations de handicap.

Ainsi, pilotés par l'ARS et la MDPH, deux opérateurs qui sont l'ADAPEI et les PEP 15 ont participé à la mise en place de la Communauté 360. Ensemble, ils ont défini des objectifs généraux respectant le cahier des charges

Point d'entrée national, solutions locales

- Un numéro unique national 7j/7 de 7 h à 21 h

- L'appel est directement basculé vers une coordinatrice située dans votre département

- La coordinatrice assure une écoute attentive de vos besoins et construit avec vous une solution qui reprend l'expression de vos choix de vie et favorise l'exercice d'une citoyenneté pleine et entière

- Elle mobilise pour cela toutes les compétences des acteurs de l'accompagnement du territoire.

Les PEP 42

Le Progrès

Edition du 12 janvier 2022

LE PROGRÈS

Les salariés du social et de la santé tirent la sonnette d'alarme

C'est un front uni rassemblant les agents et salariés des secteurs du social, du médico-social et de la santé, qui ont battu le pavé, ce mardi matin. À l'appel de plusieurs syndicats, près de 600 personnes ont manifesté pour demander de meilleures conditions de travail et des revalorisations salariales.

De nombreuses revendications étaient au cœur de ce mouvement : le respect des droits inscrits dans les diverses conventions collectives, la reconnaissance de leurs métiers et une prise en charge digne pour les usagers. Et cette exigence en fil rouge : « Des services de qualité, partout, pour toutes et tous ».

« La régression sociale, ça ne se négocie pas, ça se combat »

Durant tout le long du cortège, les slogans contre Macron et sa politique de marchandisation de l'hôpital public ont retenti et rythmé l'avancée du défilé. Mais pas que. Les manifestants se sont cassé la voix en martelant des messages forts : « La régression sociale, ça ne se négocie pas, ça se combat » ou encore « Personnels épuisés, patients maltraités ».

Et dans cette foule de « résistants », du personnel des hôpi-



Près de 600 personnes ont manifesté pour exiger « des services de qualité, partout, pour toutes et tous ». Photo Progrès/Sonia BARCET

taux, des Ephaad, du foyer de l'enfance, des Adapei, des structures sociales et psychiatriques... qui dénoncent la surcharge de travail, l'impossibilité de faire valoir leurs droits à la formation, leurs temps de repos et de congés.

Le constat est partout le même : les démissions, les ruptures conventionnelles, les arrêts maladies se multiplient et les offres d'emploi ne trouvent pas preneurs. La revalorisation de

183 € du Ségur de la santé pour les seules professions médicales n'a pas arrangé les choses, certains salariés du secteur associatif se tournent vers le secteur public.

Cyrille Daudey, délégué syndical des PEP 42 et membre du collectif action sociale de la Loire, souhaite que la revalorisation bénéficie à tous, mais aussi pour que le secteur associatif bénéficie d'une convention unique, au lieu de quatre actuelle-

ment, afin de rétablir l'égalité de traitement entre professionnels exerçant les mêmes métiers.

Des absences nombreuses et pas remplacées

Le militant sait de quoi il parle : « Le métier de travailleur social n'attire plus. Depuis quelques années, il y a eu une dégradation, notamment, avec le gel du point d'indice. Parce que, je le rappelle, la plupart des travailleurs sociaux font partie du

service public de d'Etat et depuis quelques années, avec les politiques d'austérité qu'on a connues, le point d'indice reste gelé. Clairement, aujourd'hui, ces métiers, qui sont pour la plupart des métiers reconnus de catégorie A, n'ont obtenu aucune revalorisation salariale. Aujourd'hui, on s'occupe de familles à difficultés qui ont plus de besoins financiers que nous »

Un jeune éducateur commence aujourd'hui avec à peine un peu plus qu'un SMIC. « Nous, ce qu'on revendique très clairement aujourd'hui, c'est qu'il y ait un Ségur pour les personnels des secteurs du médico-social et médical et notamment une hausse des salaires avec l'attribution immédiate des 183 euros, au même titre que les soignants ».

Arthur, embauché comme éducateur depuis cinq ans au foyer Epis à Saint-Étienne, gagne 1 450 € « en travaillant les nuits, jours fériés et les week-ends » précise-t-il. « Une misère », commente-t-il, mais ce qui lui pèse le plus « ce sont les absences de plus en plus nombreuses dans son service qui ne sont pas remplacées, faute de trouver du personnel ». Il sent pointer chez lui une fatigue générale. Il dit qu'il peut encore tenir. Mais pour combien de temps ?

Christian GIL

Les PEP 10

Hospimedia

Edition du 12 janvier 2022

HOSPIMEDIA

Un diagnostic documente le développement de l'habitat inclusif dans l'Aube

Publié le 11/01/22 - 18h10

Pour lancer son appel à manifestation d'intérêt pour le développement de l'habitat inclusif, le département de l'Aube s'appuie sur un diagnostic du Creai Grand-Est. Ce dernier fait le point sur l'existant, les freins et les leviers.

Le département de l'Aube a demandé au centre régional d'études, d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité (Creai) Grand-Est de réaliser une étude diagnostique sur les différentes formes d'habitat inclusif et le développement possible de l'habitat accompagné, partagé et inséré dans la vie locale (API) financé par la prestation d'aide à la vie partagée (AVP). Y ont été associés l'ensemble des acteurs concernés, ainsi que les personnes en situation de handicap et personnes âgées, susceptibles d'être intéressées par ces formes d'habitat.

Il n'existe pas dans l'Aube d'habitat inclusif au sens de la loi Évolution du logement, aménagement et numérique (Elan) pour les personnes âgées. Onze résidences autonomes maillent le département dont cinq sur l'agglomération de Troyes. Ages et Vie (groupe Korian) proposera d'ici deux ans deux résidences ayant toutes les caractéristiques de l'habitat inclusif mais sans demander à ce qu'elles soient identifiées comme telles et donc bénéficier des financements associés. Les seize résidents des deux établissements, implantés à Charmont-sous-Barbuise et à Essoyes, bénéficieront des prestations d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile (Saad).



Carte réalisée par le CREAI Grand Est avec Cartes & Données - © Artique
 La majorité des formules d'habitat partagé de l'Aube sont concentrées sur Troyes. (Creai Grand-Est)

Des programmes sur le volet handicap

Pour les personnes en situation de handicap psychique trois projets coexistent à Troyes. Projet déployé par l'établissement public de santé mentale de l'Aube (EPSMA), l'association Aurore et Troyes Habitat, les maisonnettes du Grand Véon accueillent, dans des logements individuels et de façon temporaire dans le cadre d'un parcours vers le logement autonome à la suite d'une hospitalisation, neuf personnes souffrant de troubles psychiques depuis juillet 2021. Ouverte en mars 2012, dans le cadre du plan quinquennal pour un logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme, la résidence Accueil possède seize studios pour des personnes présentant des pathologies psychiques diagnostiquées et stabilisées. Enfin, la résidence Coallia propose un cadre de vie semi-collectif valorisant la convivialité et l'intégration dans l'environnement social.

Public	Gestionnaire	Lieu	Nombre d'habitants	Date d'ouverture
Personnes en situation de handicap	AFG Autisme (Sessad Aubtimisme)	Centre-ville Troyes	5 personnes ayant des troubles autistiques	Été 2021
		Centre-ville Troyes	4 personnes supplémentaires	Non connue. Réflexion en cours avec bailleur
	LADAPT + APEI + APF France Handicap + PEP 10	Centre-ville Troyes	11 personnes en situation de handicap	Janvier 2019
	APEI Aube	Centre-ville Troyes	10 personnes en situation de handicap	Non connue. Recherche logements

Les PEP 10

Hospimedia

Edition du 12 janvier 2022

HOSPIMEDIA

Les projets reconnus comme habitat inclusif au sens de la loi Elan concernent uniquement des personnes en situation de handicap. Un projet mutipartenarial a ouvert ses portes en centre ville en janvier 2019 pour onze personnes. La dimension de pair-aidance y est centrale. L'admission se fait en commission inter services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (Samsah) des associations. Le dossier est ensuite soumis au bailleur. *"Les professionnels interviewés pointent un risque que l'habitat inclusif ne devienne autocentré, que les habitants restent ensemble, alors que la finalité est bien une ouverture vers l'extérieur"*, note le Creai qui décrit par ailleurs, le fonctionnement au quotidien de cette structure qui s'adresse à des personnes qui ont passé toute leur vie antérieure en institution. Le programme d'AFG autisme (cinq logement) s'adresse à des jeunes de 18 à 30 ans et s'articule avec un groupe d'entraide mutuelle (Gem) et un dispositif d'emploi accompagné. Le projet de l'Apei de l'Aube vise les personnes des personnes handicapées vieillissantes (à partir de 45 ans) qui diminuent, voire cessent leur activité professionnelle et ne souhaitent pas vivre en établissement. Enfin, l'Association pour la promotion des travailleurs handicapés (APTH) réfléchit à la création d'un habitat inclusif sur le territoire de Nogent-sur-Seine et Romilly pour un public diversifié : jeunes ayant à acquérir une autonomie dans la vie quotidienne, travailleurs d'établissements et services d'aide par le travail (Esat) en fin de carrière, couple en situation de handicap...

Pour une vie sociale plus intense

Le Creai a également interrogé le public cible, à savoir les personnes âgées ou en situation de handicap sur ses attentes par rapport à ce type de logement. Globalement, le logement qu'elles occupent actuellement (leur domicile le plus souvent) leur donne satisfaction, même si une personne âgée sur huit et une personne en situation de handicap sur trois disent ne pas être satisfaites. Par ailleurs, une personne sur quatre, qu'elle soit âgée ou en situation de handicap, indique que son logement est insuffisamment adapté à ses besoins. D'ailleurs, pour ces dernières, une sur trois souhaiterait déménager pour un logement plus adapté. Les répondants ont pour 60% d'entre eux des attentes en termes d'amélioration de leur vie sociale. Ainsi, un quart des personnes âgées et une personne sur cinq en situation de handicap disent ne pas être satisfaites de leur vie sociale. *"Evidemment, il ne peut être fait abstraction de la période sanitaire traversée avec son cortège de restrictions et de leurs conséquences inévitables sur les relations sociales, quelles qu'elles soient"* précise le Creai. Le

centre d'études estime que l'habitat inclusif semblerait à même de répondre aux besoins et attentes exprimés et notamment les personnes en situation de handicap.

Un développement avec l'APV

L'étude note, en conclusion, que des réticences perdurent exprimées par des familles mais également par des professionnels. *"Or l'expérience montre que l'habitat inclusif peut être une étape dans un parcours de vie conduisant à une autonomie réelle, au sens étymologique, c'est-à-dire la capacité à décider pour soi-même"*, précise le Creai. Et d'ajouter : *"L'habitat n'est pas intrinsèquement inclusif, ce sont les actions, les orientations menées qui en font un projet global inclusif"*. Sur la base de ce travail, le département vient de mettre en place la conférence des financeurs de l'habitat inclusif qui a lancé son premier [appel](#) à manifestation d'intérêt pour le déploiement de l'AVP. Il est ouvert jusqu'au 30 juin.

Emmanuelle Deleplace

Les PEP 80

Le Courrier Picard

Edition du 12 janvier 2022

Courrier
picard

SOCIAL

Les "oubliés du Ségur" à nouveau dans la rue

AMIENS Les salariés du secteur médico-social se sont mobilisés hier à Amiens pour demander à bénéficier des acquis du Ségur de la santé.



Environ 250 travailleurs du secteur médico-social ont défilé pour réclamer, a minima, les 183 € mensuels octroyés lors du Ségur de la santé.

PHILIPPE FLUCKIGER

Premiers de corvées, premiers oubliés... La pancarte tenue à bout de bras résume le sentiment qui prévaut ce mardi, sur le parvis de la Maison de la Culture d'Amiens. Quelque part entre colère et écœurement. « Tout au long de la crise sanitaire on nous a expliqué que nous étions indispensables », explique Philippe Prigent secrétaire du syndicat CGT du secteur médico-social. « Au bout, on aura été tellement indispensable qu'on n'a pas eu droit à la principale mesure du Ségur de la santé, les 183 € supplémentaires par mois... »

Rien d'étonnant donc si les travailleurs sociaux formaient à Amiens le gros des manifestants rassemblés dans le cadre d'une journée nationale d'action dans le secteur de la santé. Éducateurs, éducateurs spécialisés, éducateurs pour jeunes enfants, assistants de vie, ergonomes... Ils auront dû se contenter de belles déclarations du gouvernement sur leur rôle indispensable. Bon, ça fait toujours plaisir, mais pour ce qui est de mettre du beurre dans les épinars... « En 20 ans, notre pouvoir d'achat a reculé d'environ 30% », pointe Philippe Prigent. « Voilà pourquoi la revendication du jour

c'est 300 € de plus sur les feuilles de paye. Mais on n'oublie pas les emplois supplémentaires. Parce que si notre pouvoir d'achat a dégringolé, la charge de travail, elle, a explosé... »

« Mais bon sang, 183 euros, ce n'était pas le bout du monde ! »

Hugues Lanvin, éducateur spécialisé

Travailleurs de l'aide sociale à l'enfance, salariés de l'ADAPEI, de l'APAJH, des PEP 80 ou de l'association des paralysés de France... Ils étaient environ 250, salariés du secteur public ou de la nébuleuse des sociétés de droit privé, à défilé dans le froid ce mardi. Avec un point commun : ce désagréable sentiment de ne pas être considérés.

« En 20 ans le SMIC a augmenté de 63%. Sur la même période, notre paye elle, a progressé de 13%. La dernière augmentation, 0,02 centime du point de rémunération, ne représentait pas l'équivalent d'un paquet de cigarettes », explique Hugues Lanvin. Éducateur spécialisé à l'IME de Bussy-lès-Daours depuis 33 ans, il ne comprend toujours pas pourquoi les 183 € du Ségur de la santé lui sont pas-

sés sous le nez : « On fait un travail très proche de celui, par exemple des AMP (aide médico-psychologique) et d'autres professionnels qui en ont bénéficié, et c'est tant mieux pour eux. Mais bon sang, 183 € pour tous ceux qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pendant cette crise, ce n'était quand même pas le bout du monde ! »

Colère, frustration... Adeline Prudhomme a elle aussi fait sa pancarte : « Éducateur, un métier formidable, un salaire fort minable... » Éducatrice depuis 12 ans pour l'association « au Fil du Temps », elle travaille avec des enfants autistes : « Oui, c'est vrai, on nous a dit que nous étions indispensables. D'ailleurs, pendant la crise, nos enfants étaient systématiquement pris en charge à l'école, exactement comme pour les personnels soignants. Mais les 183€ on ne les a pas vus... »

Dans certains établissements de la Somme, dixit les manifestants, il y avait ce mardi jusqu'à 90% de gréviste. Certains, payés au Smic, n'ont fait qu'une heure, symboliquement.

« Malgré la perte de salaire, ils tenaient à marquer le coup », explique cet éducateur spécialisé à l'IME d'Abbeville, pour qui le combat est loin d'être terminé. ■

Les PEP 80

Le Journal d'Abbeville

Edition du 12 janvier 2022

Le Journal D'ABBEVILLE
n° 80

■ VILLERS-SOUS-AILLY

CLUB DE TENNIS. Fin du STC : l'aventure avait pourtant si bien commencé...

Trente-cinq ans après sa création, le club de tennis de Villers-sous-Ailly a été définitivement dissous. C'est la fin d'une aventure commencée dans l'enthousiasme, et qui aura connu de belles aventures avant une longue agonie.

« On a essayé de sauver le soldat SIVU, mais on n'a pas pu... » Ce commentaire, c'est le maire de Pont-Rémy Annie Roucoux qui l'a fait lors du dernier conseil municipal, au moment de dissoudre le syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) créé avec la commune de Villers-sous-Ailly autour du STC (Squash et Tennis Club), fin officielle d'une belle aventure qui, il y a trente-cinq ans, avait si bien commencé...

1987 : LE DÉBUT DE L'AVENTURE

Le STC de Villers-sous-Ailly,

c'est un projet aussi ambitieux qu'original porté à l'origine par trois partenaires privés. Parmi eux, Joël Fuzellier, passionné de tennis et alors jeune maire de Villers (il le restera de 1983 à 2020). Leur idée : associer deux courts de tennis couverts à des hébergements dont la location permettrait de couvrir les frais de la partie sportive.

Très vite, Pont-Rémy accepte de s'associer à Villers pour gérer le site. Le SIVU est créé. « Au début, tout a bien fonctionné, rappelle Annie Roucoux. Il y avait beaucoup de joueurs, et beaucoup d'activité. » Des associations laïques comme



Pendant plusieurs décennies, le petit village a tenu une place à part dans le milieu sportif, grâce à cette structure.



qui se manifeste veut racheter l'ensemble. Ce qui est fait, tandis que, côté sportif, le STC est finalement absorbé par le club d'Ailly-le-Haut-Clocher.

« Pendant un peu plus d'un an, on a pu continuer à jouer à Villers, précise Sylvain Caron, qui présidait alors le club aillacois. Mais les frais étaient trop importants pour le propriétaire, et nous ne pouvions pas nous permettre de payer une location plus importante. Alors ça s'est arrêté. » En toute discrétion au moment du premier confinement. Il faut dire que la fusion des deux clubs n'a pas ramené les joueurs, partis vers d'autres structures...

l'UFOLEP (Union française des œuvres laïques d'éducation physique) ou les PEP (Pupilles de l'Enseignement Public) utilisent alors les hébergements pour des stages ou des séjours.

UN MODÈLE ÉCONOMIQUE BIEN FRAGILE

Mais les premières difficultés ne tardent pas à apparaître. La plainte d'un riverain pour nuisances débouche sur de nouvelles contraintes qui entraînent le départ des œuvres laïques. Le modèle

économique est rompu, et le SIVU peine à rembourser les mensualités qu'elle doit à la Caisse d'Épargne : le loyer payé au syndicat par le club n'y suffisait pas.

Sportivement, le club continue pourtant à bien fonctionner, avec plus de 200 adhérents, de bons résultats au niveau régional, des tournois annuels qui font le plein, et un dynamisme à rendre jaloux bien des villes autrement plus grandes que Villers-sous-Ailly.

DES BÂTIMENTS TROP CÔUTEUX

Dès le début des années 2000, la question de l'entretien se pose. Pour pérenniser l'activité sportive, il faut envisager des travaux, que le SIVU a toutes les peines à financer. Des premières fuites sont toutefois réparées, mais d'autres travaux plus importants doivent être envisagés. Pour quel coût ? L'ancien Sénateur Daniel Dubois évoquait plus de 150 000 €, somme jugée « fantaisiste » par Joël Fuzellier...

Au milieu des années 2010, l'avenir semble brièvement s'éclaircir pour le STC. Le SIVU réalise quelques travaux de sécurisation, les nouveaux dirigeants du club réaffirment leurs ambitions sportives.

LE DÉBUT DE LA FIN

Mais le mal est fait. Le SIVU accumule les dettes, et décide de mettre la partie hébergement en vente pour éponger ces dettes, « tout en gardant la partie sportive », précise Annie Roucoux. Mais le seul candidat

UNE PAGE EST TOURNÉE

La dissolution officielle du SIVU, validée par les deux communes associées, marque définitivement la fin de ce long feuilleton. La vente a permis d'effacer les dettes du SIVU. « C'est une bonne nouvelle financière pour les communes, reconnaît le maire de Pont-Rémy. Mais c'est bien dommage pour le sport. »

Olivier Bacquet

Les PEP 80

Le Journal d'Abbeville

Edition du 12 janvier 2022

Le Journal d'ABBEVILLE
de la Région Picardie

■ CANDAS

PROJETS 2022. Une micro-crèche sortira de terre dès cet été

Le projet de Maison d'Assistantes Maternelles à Candas a été abandonné, au profit d'une micro-crèche, qui pourrait ouvrir ses portes dès 2023.

Il n'y aura finalement pas de Maison d'Assistantes Maternelles (MAM) à Candas. Le projet a été abandonné, remplacé par une micro-crèche, dont les travaux pourraient commencer dès cet été. Quant aux locaux prévus pour la MAM, ils ont été maintenus pour faciliter les rencontres intergénérationnelles.

Cette décision a été prise alors que l'éco-quartier pour les personnes âgées, autre projet phare pour la municipalité de Dominique Hersin, se heurte

aux lourdeurs administratives et a dû être repoussé... Le maire se refusant de perdre du temps pour améliorer les conditions de vie des habitants, il a demandé à son conseil de se pencher sur la création d'un nouveau service à la population.

La même crèche qu'à Domart-en-Ponthieu

Pas de temps à perdre, selon lui, car les règles de financement risquent de changer cette année. C'est ainsi que le projet d'une



La micro-crèche sera la même que celle de Domart-en-Ponthieu. (À gauche : photo d'illustration / A droite : document de OPEIC Bâtiments)

micro-crèche est né, et que le dossier a été bouclé au mois de décembre. Cet équipement aura une capacité d'accueil de douze enfants de moins de 7 ans en même temps, capacité qui pourrait rapidement évoluer à quinze selon la demande.

Dominique Hersin ne le cache pas : l'inspiration vient de la toute nouvelle micro-crèche de Domart-en-Ponthieu, qui a ouvert ses portes début janvier, et que des élus candassiens ont visité. « Comme nous avons le

même architecte, M. Bournois de Flixecourt, nous aurons la même micro-crèche », souligne le maire. Et comme Domart, la gestion sera confiée à l'association PEP 80 (Pupilles de l'Enseignement Public).

« La micro-crèche accueillera ses enfants en 2023 »

La micro-crèche sera construite derrière l'école sur un terrain appartenant déjà à la commune. L'architecte a prévu

trois dortoirs, des salles d'activités, un espace repas, des coins lecture, d'activités. Il y aura aussi un local pour le rangement, des sanitaires bien sûr, une bibonerie, un local technique, une buanderie... le tout dans un bâtiment lumineux de plus de 200 m², avec un parking, et qui donnera accès, à l'arrière, à une plaine de jeux.

Cette micro-crèche devrait accueillir dès 2023 une partie des soixante-quinze enfants âgés de moins de sept ans du village. Un besoin se faisait ressentir dans le village face à une diminution des assistantes maternelles dû à un vieillissement de la population. Ce sera le projet phare de la commune qui a gagné 350 habitants en 25 ans après avoir construit un garage, une épicerie, un salon de coiffure et une boulangerie.

→ « Le prix à payer pour rester dynamique »

Le coût des travaux est estimé à 430 000 € hors taxe. La CAF (Caisse d'Allocation Familiale) et le Conseil départemental devraient subventionner à hauteur de 70 %. La commune prendra à sa charge les 130 000 restants. La municipalité envisage un déficit de

fonctionnement annuel de 30 000 € selon le nombre d'inscrits « C'est le prix à payer pour maintenir une commune dynamique, pour conserver des habitants et des commerces », estime le maire.

Les PEP 973

France Antilles

Edition du 11 janvier 2022

FRANCE-ANTILLES
GUADELOUPE

LES ABYMES

Le lycée Chevalier-Saint-Georges à la pointe de la technologie

Le lycée Saint Georges des Abymes accueille ses partenaires du projet Kubi pour une démonstration in situ de l'accompagnement d'un brillant étudiant rescapé d'une opération à cœur ouvert.

Par Ndy THOMAS
n.thomas@agmedias.fr

Le lycée Saint Georges, ancien lycée technique de Baimbridge, a parfois bénéficié d'une image peu envieuse, il serait dans l'imaginaire collectif le lycée des dernières chances, la troisième roue du carrosse. Ce lundi 10 janvier, nous assistons au cours de physique de M. Beaupaire, la chose pourrait paraître anodine, si un des élèves n'était pas Ricky Gualin. Ce jeune étudiant est un exemple de ténacité et de courage extraordinaire. Il a été opéré à cœur ouvert il y a environ 1 an. Agé d'une vingtaine d'années, il a tenu à passer son bac, qu'il a obtenu avec mention, quelques mois seulement après son opération. Aujourd'hui, il est en première année de BTS, il suit le cours auquel nous assistons au lycée, depuis Paris. C'est grâce au robot Kubi, que Ricky peut suivre une scolarité quasi normale. Ce dispositif technologique lui permet de se connecter via Skype. Dès lors, il peut contrôler le robot à distance, se déplacer virtuellement dans la salle de classe et échanger directement avec ses professeurs ou camarades. A ses côtés pour l'accompagner Taly: un de ses camarades désigné comme tuteur. Il est installé dans la classe, à côté du

robot de Ricky, il échange régulièrement avec lui et l'assiste pendant les cours. Tout ceci ne serait pas possible sans une formidable synergie entre différents partenaires. C'est Mme Pluton, la coordinatrice du projet, qui assure le lien entre les partenaires, le rectorat de Guadeloupe et les familles des élèves en situation d'empêchement. De plus, des personnalités du Rotary Club International, un partenaire majeur de l'opération, sont en visite en Guadeloupe et au lycée pour constater le fruit de leur accompagnement.

« Les robots Kubi sont fournis par l'Education nationale »

La gouverneur de district 7030 Sonya Alleyne, a remercié avec émotions les élèves. Elle rappelle que la mission du Rotary est de servir pour changer la vie des communautés et ceci notamment via le Rotary club de Pointe-à-Pitre, le plus anciens club Rotary en Guadeloupe. La délégation a pu mesurer l'impact réel d'un tel projet sur la vie des élèves, des familles, des professeurs et des différents partenaires. Un des autres partenaires présents au lycée, ce jour, est l'association laïque PEP (les pupilles de l'enseignement



Ricky et Taly en plein cours de physique.

Ndy THOMAS

public) 973 pôle Guadeloupe. « Nous avons pour mission d'éviter le décrochage scolaire, notre objectif est de maintenir le lien scolaire pour que les enfants suivent les cours dans les meilleures conditions. Les robots Kubi sont fournis par l'éducation nationale, nous allons chercher les financements complémentaires et nous mettons en place l'accompagnement en tant qu'organisme support. D'autre part nous inter-

venons grâce à un vivier d'enseignants que nous constituons et qui va chez les élèves malades ou en incapacité de se rendre dans leurs établissements » indique Mr Versain Rony l'administrateur de PEP 973 Guadeloupe. Ce projet est un formidable exemple de coopération et de mutualisation des moyens depuis la Guadeloupe avec des concours internationaux. C'est sans doute grâce à toute cette mobilisation que le jeune Ricky

IL A DIT...

Alexis Antoine, de la société SFR

« C'est un peu une préfiguration du modèle d'éducation de demain. Bientôt avec la 5G, nous serons au cœur des enjeux de télécommunication de demain. Il est parfois difficile pour le public lambda de retranscrire les innovations technologiques dans le quotidien, dans le cadre de l'accompagnement de Ricky, c'est très palpable. Nous fournissons la connexion internet gratuitement, mais au-delà notre volonté est que la continuité territoriale trouve sa déclinaison sur le plan technologique, c'est la raison pour laquelle nous sommes fiers de participer à ce projet ».

est en passe de réaliser un brillant parcours scolaire, malgré les lourdes opérations qu'il a dû subir. Ce projet est également remarquablement porté par la providence du lycée Chevalier Saint Georges, Chantal Cusset-Gaydu, qui démontre avec panache, que le lycée qu'elle dirige est avant tout, un établissement d'excellence, à la pointe de la technologie, qui s'investit pour la réussite de chacun de ses étudiants.

Les autres partenaires de l'action sont: La Société anonyme de la raffinerie des Antilles (SARA) et Le Crédit Mutuel



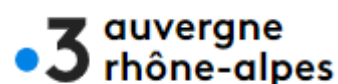
De Gauche à droite: la délégation du Rotary Club international, Mme CUSSET-GAYDU Provisoire du Lycée, Mr KYLE Peter administrateur Rotary international, Mme ALLEYNE Sonya Gouverneur, Mr VERSIN Rony administrateur PEP 973 Guadeloupe et Mr ALEXIS Alain directeur commercial SFR

Ndy THOMAS

Les PEP 59

France 3 Auvergne Rhône-Alpes

Edition du 11 janvier 2022



Les centres de vacances face à une vague d'annulations des classes de neige : "tous les séjours qui n'ont pas été validés avant Noël sont annulés"



Les centres de vacances qui accueillent des groupes scolaires et colonies de vacances sont particulièrement fragilisés en ce troisième hiver bouleversé par la crise sanitaire. Alors qu'officiellement, les séjours enfants ne sont pas interdits, les centres font face à une vague d'annulations.

Dans la tourmente de la 5^e vague de Covid, les centres de vacances tiennent bon pour l'instant en Savoie et Haute-Savoie. Cet hiver, ils restent ouverts pour accueillir classes de neige et colonies de vacances. Mais depuis début janvier, ils doivent faire face à une succession d'annulations. L'association Savoie Mont Blanc Juniors lance aujourd'hui un appel à l'aide au gouvernement.

On pensait faire une belle saison 2022

"On avait un gros espoir de faire une belle saison, les carnets de commandes étaient pleins" raconte Violaine Villette, directrice du "Centre-village de vacances neige et soleil" à Val Cenis, en Savoie. Mais depuis quelques jours, les annulations de classes de neige se succèdent. Et ce centre ne fait pas exception.

Pierre Deglin, responsable du chalet "le Domaine de Fréchet" au Reposoir en Haute-Savoie confirme, "cette semaine, sur les 5 classes attendues 2 ont annulé leur séjour sur décision du maire de la commune". Et il n'y aura plus de classe de neige jusqu'en février. Tous les séjours prévus les deux prochaines semaines dans ce centre ont été annulés. Pierre Deglin se désole d'autant que jusqu'à présent les séjours se sont plutôt bien déroulés même s'il y a eu une petite frayeur avec un enfant cas contact.

Pour lire la suite, cliquez [ICI](#)

Les PEP 34

Dis-Leur !

Edition du 10 janvier 2022

DIS-LEUR !

VOTRE DOSE D'INFO EN OCCITANIE

Annulations/covid : "Dramatique pour les centres qui vivent des classes de neige"

De nombreux séjours scolaires prévus en ce mois de janvier se déprogramment en cascade, souvent à la dernière minute. Classes de neige et centres de vacances sont victimes de la vague Omicron. Pour les centres, notamment dans les Pyrénées, c'est une part importante de leur économie qui s'évanouit. Sans aide, ils dénoncent le message déconcertant de l'Education nationale qui n'interdit pas les classes de neige mais les "déconseille".

La crise, boule de neige aux noirs desseins. Ex-président emblématique de l'Unat régionale (Union nationale des associations de tourisme), dont il est désormais vice-président, Georges Glandières tire la sonnette d'alarme. "De nombreux adhérents nous appellent. Leur situation est dramatique. Le centre de vacances des Angles des PEP 34 est formel : il parle de 200 000 euros de recettes en moins rien que sur le mois de janvier. On se bat pour au moins pour avoir des aides. C'est dramatique... Ça fait deux ans que ça dure..."

"Une panade terrible..."

Georges Glandières ajoute : "Ces centres, qui vivent habituellement quasi-exclusivement avec les classes de neiges et de découvertes, sont dans une panade terrible. Ce n'est pas tout : les élèves de classes transplantées sont leur principale source de recettes des stations de ski, hors vacances scolaires... Stations et centres sont dans la même monnaie..." Et, actuellement, aucune aide n'est prévue.



Deux classes sur trois d'un collège de l'Aveyron qui doivent venir fin janvier sont fermées d'où une très grande incertitude..."

Valérie Castagnet, Ligue de l'Enseignement du Lot



L'école de ski de Font Romeu Plc: Philippe Mahé

L'Unat régionale compte quelque 200 établissements de ce type. En prise de panade les quelques jours de la recréation d'académie Sophie Béjean, dans Dis-Leur le 11 a été un électrochoc insistant qu'elle déconseille, en l'état actuel de la pandémie, de partir en classe de neige. "Je fais partie d'un groupe de travail national ; nous voyons les annulations tomber au jour le jour. Par exemple, deux classes sur trois d'un collège de l'Aveyron viennent de nous annoncer que ces classes qui doivent venir fin janvier sont fermées d'où une très grande incertitude pour leur venue", explique Valérie Castagnet.

"Tout le monde attend la dernière minute, le jeudi de chaque semaine, pour dire si oui ou non ils viennent"

Par ailleurs responsable des classes de neige de la Ligue de l'Enseignement du Lot qui gère quatre centres de vacances à Seignos dans les Landes, deux dans le Lot et un à Bloquères (le chalet du Ticou), près de Font-Romeu (P.-O.), elle ajoute : "Pour l'instant, à part ce lycée, nous espérons l'arrivée de 180 jeunes à Bloquères aujourd'hui. Mais qu'en sera-t-il d'ici la fin de la semaine ? C'est très tendu. C'est la grosse interrogation. Tout le monde attend la dernière minute, le jeudi de chaque semaine, pour dire si oui ou non ils viennent. J'ai une collègue dans l'Isère qui m'annonce que, au dernier moment, 340 collégiens ne viendront finalement pas. Or, ces classes, il en va de la survie de nos centres."

"Les gamins ont un vrai besoin de s'aérer les neurones..."

D'autant que le message de certains responsables de l'Education nationale, à l'instar de la rectrice d'académie de Montpellier, peut laisser à penser aux directeurs d'école que, s'ils envoient des élèves en montagne, "c'est à leurs risques et à leurs frais. Et quand on a en charge des enfants, si on ne se sent pas soutenus, on peut laisser tomber...", dit encore Valérie Castagnet. En réalité, les gamins ont un vrai besoin de s'aérer les neurones en recréant un collectif différent."



Cliquez [ICI](#) pour lire la suite

Les PEP 15

ARS

Edition du 10 janvier 2022



"Communauté 360" : un numéro vert pour les personnes en situation de handicap et leurs aidants est en place dans le Cantal

La communauté 360 assure une écoute téléphonique destinée à toute personne en situation de handicap, aux proches aidants et aux familles confrontés à des difficultés particulières dans leur quotidien ou en recherche de solution d'accompagnement. Elle apporte une réponse grâce à un nouveau mode d'organisation entre acteurs.

Elle fait suite à la [Conférence nationale du handicap le 11 février 2020](#), où le Président de la République a posé l'ambition forte de l'inconditionnalité de l'accompagnement et a annoncé pour 2021 un projet de modernisation et d'évolution du suivi des personnes en situation de handicap par la méthode collaborative d'accompagnement nommée « Communauté 360 ».

Il s'agit d'initier l'acte II de la [Réponse accompagnée pour tous \(RAPT\)](#) afin d'éviter et d'anticiper des ruptures de parcours par une meilleure concertation et une coopération de tous les acteurs autour d'une situation repérée et déterminée, « en complément ou pour la mise en œuvre des orientations de la MDPH ».

La MDPH reste l'interlocuteur privilégié pour toute demande relative aux situations de handicap.

Ainsi, pilotés par l'ARS et la MDPH, deux opérateurs que sont l'ADAPEI et les PEP 15 ont participé à la mise en place de la Communauté 360. Ensemble, ils ont défini des objectifs généraux respectant le cahier des charges national, en prenant en considération besoins et réalité du territoire cantalien. L'objectif est de répondre aux attentes des personnes en situation de handicap, de leurs proches aidants et famille au travers une méthode de coopération renforcée en favorisant les organisations partenariales selon les bassins de vie (organismes gestionnaires médico-sociaux, organismes de droit commun dont les institutions publiques, collectivités territoriales, MDPH, acteurs de l'insertion, de la culture, et associations représentatives des personnes et des proches aidants). La promotion du pouvoir d'agir des personnes en situation de handicap est par ailleurs un objectif de la méthode définie.

L'ADAPEI du Cantal sera le porteur administratif et financier de la communauté 360 sur financement de l'ARS.

La délégation départementale de l'Agence régionale de santé, en tant que financeur, le Conseil départemental, la MDPH, en tant que partenaires privilégiés, l'ADAPEI, porteur et les PEP 15, co-porteur, font partie du comité de direction. La Communauté 360 fédère en son sein tous les acteurs volontaires du territoire.

Cliquez [ICI](#) pour lire la suite

Les PEP 87

Le Populaire.fr

Edition du 7 janvier 2022



Sport, ciné, études, parentalité, braderie... Que se passe-t-il en Haute-Vienne ?

Le sal on [Studyrama](#) et [maintenu](#) samedi 15 janvier au Zenith de Limoges. © SALLAUD Thierry
Retrouvez les infos utiles des manifestations et autres événements à suivre dans Le Petit Journal de la Haute-Vienne.

Sport pour seniors

Labellisée ville active et sportive et ville santé citoyenne, la Ville de Limoges propose aux personnes de plus de 50 ans l'opération "Les Printemps sportifs", en salle du 31 janvier au 8 avril et en extérieur du 2 mai au 1er juillet.

Les Printemps Sportifs permettent aux plus de 50 ans, non licenciés dans un club sportif, de pratiquer une ou plusieurs activités physiques adaptées à leur niveau de forme (2 maximum pour la période "en salle" et 2 maximum pour la période "nature") dans une ambiance conviviale.

Pendant huit séances pour chaque période, les participants peuvent choisir leurs activités en fonction de leur envie et de leur capacité physique. Ils sont encadrés par des éducateurs sportifs diplômés qui respectent les rythmes de chacun.

En salle : boules lyonnaises, aikido, aquaphobie, équilibre (niveau apprentissage et niveau sportif), escalade en salle, avifit (aviron-fitness), plongée subaquatique, yoga, bowling, gym douce, padel, tir à l'arc, badminton, échecs et mémoire, golf, stretching global actif, tennis de table.

En extérieur : pétanque, tennis sur terre battue, yoga, padel, vélo de piste, vol à voile, aviron, aquagym, stand up paddle, marche avec bâtons, marche parcours santé, golf, randonnée pédestre, randonnée canoë.

Les préinscriptions se dérouleront par téléphone au 05.55.45.65.50 du 13 au 27 janvier. Pour finaliser l'inscription, il conviendra de compléter le dossier en fournissant le bulletin d'inscription signé, un justificatif de domicile pour les personnes résidant à Limoges et le règlement par chèque ou espèces. Le bulletin d'inscription, la fiche bilan sport santé et le règlement intérieur sont téléchargeables sur limoges.fr.

Tarifs : 20 € (par activité et pour 8 séances) pour les personnes domiciliées à Limoges et 35 € pour les personnes domiciliées hors Limoges. Le pass sanitaire est obligatoire.

Étudiants

Samedi 15 janvier, de 10 h à 17 h, au Zénith de Limoges, se tiendra le salon étudiant [Studyrama](#). Trois salons seront mis à l'honneur : les grandes écoles de commerce, d'art et d'ingénierie, les formations santé, paramédicale et sociale ainsi que les études supérieures. Plusieurs centaines de formations seront présentées via des stands et des conférences.

Parentalité

Le café des grands-parents organisé par les PEP 87 (Pupilles de l'enseignement public) à l'espace familles de Limoges, 25 rue Firmin-Delage (sur le site de la Caisse d'allocations familiales), reprend en 2022 avec des rencontres organisées de 16 h 30 à 18 h 30 :

- les lundis 10 janvier, 7 mars, 4 avril, 9 mai, 13 juin ;

- le mardi 8 février pour le premier semestre.

Ces rencontres mensuelles animées par une professionnelle permettent aux grands-parents de rejoindre un espace de parole dédié. Parler du rôle et de la place des grands-parents, évoquer les questions autour de l'éducation, échanger sur la communication en famille autour des petits-enfants, accompagner la séparation du couple parental auprès de ses petits-enfants, accueillir la recomposition familiale, savoir comment agir pour limiter l'usage des écrans, découvrir la parentalité positive, autant de sujets qui intéressent les grands-parents. C'est bien sûr gratuit.

Contact pour les inscriptions (places limitées) : Sylvie Francillout-Lavergne, consultante-formatrice « Mieux vivre ensemble en famille, à l'école, au travail » ; 06.71.95.94.38 ou par mail : sylvie.francilloutlavergne@gmail.com

Les PEP 87

Le Populaire

Edition du 6 janvier 2022

Centre@France
LE POPULAIRE

SOCIÉTÉ

RENCONTRES POUR GRANDS-PARENTS. Avec une formatrice. Le café des grands-parents organisé par les PEP 87 (Pupilles de l'enseignement public) à l'espace familles de Limoges, 25 rue Firmin-Delage (sur le site de la Caisse d'allocations familiales), reprend en 2022 avec des rencontres organisées de 16 h 30 à 18 h 30 :

- les lundis 10 janvier, 7 mars, 4 avril, 9 mai, 13 juin ;
- le mardi 8 février pour le premier semestre.

Ces rencontres mensuelles animées par une professionnelle permettent aux grands-parents de rejoindre un espace de parole dédié. Parler du rôle et de la pla-

ce des grands-parents, évoquer les questions autour de l'éducation, échanger sur la communication en famille autour des petits-enfants, accompagner la séparation du couple parental auprès de ses petits-enfants, accueillir la recomposition familiale, savoir comment agir pour limiter l'usage des écrans, découvrir la parentalité positive, autant de sujets qui intéressent les grands-parents. C'est bien sûr gratuit.

Contact pour les inscriptions (places limitées) : Sylvie Francillout-Lavergne, consultante-formatrice « Mieux vivre ensemble en famille, à l'école, au travail » ; 06.71.95.94.38 ou par mail : sylvie.francilloutlavergne@gmail.com ■

Les PEP 50

La Presse de la Manche

Edition du 6 janvier 2022

LA PRESSE
DE LA MANCHE

SANTÉ. Troubles du neurodéveloppement de l'enfant

Mobilisation pour mieux diagnostiquer

SOUTENIR la mise en place d'interventions précoces, dans le cadre du diagnostic des troubles du neurodéveloppement. Après la Seine-Maritime et l'Eure, la Manche, le Calvados et l'Orne ont mis en place cette année une plateforme de coordination et d'orientation (PCO), mesure phare de la Stratégie nationale pour l'autisme.

« La Normandie est la deuxième région dans laquelle la couverture du territoire s'étend à tous ses départements, commente Claire Compagnon, déléguée interministérielle à la stratégie nationale pour l'autisme au sein des troubles du neurodéveloppement. Les PCO permettent de mobiliser l'ensemble des professionnels autour de ces questions ».

Afin de réaliser les bilans, évaluations et interventions nécessaires selon les besoins de l'enfant, les plateformes s'appuient sur les structures sanitaires et médico-sociales chargées du diagnostic et peuvent également solliciter des professionnels libéraux. « Il s'agit d'une priorité d'action pour les pouvoirs publics, explique Thomas Deroche, directeur de l'Agence régionale de santé (ARS) en Normandie. Il s'agit de donner les meilleures chances aux enfants, et ainsi



→ Une plateforme de coordination et d'orientation (PCO) vient d'être mise en place dans le cadre de la Stratégie nationale pour l'autisme.

de mieux structurer le diagnostic ». L'ARS soutient le projet à hauteur d'un peu moins de 770 000 euros.

Manche : onze enfants repérés

Pour qu'un enfant soit suivi par la PCO, un repérage doit avoir été réalisé par un médecin de première ligne (médecin généraliste, pédiatre, PMI, Éducation nationale). Le médecin remplit le guide national de repérage des TND qui lui permet de détecter facilement les écarts de développement

et saisit la PCO sur cette base.

Dans la Manche, les PEP 50 sont porteurs juridiques du projet. Les acteurs du territoire se sont réunis pour se mobiliser ensemble autour d'une problématique souvent méconnue du grand public. Depuis le lancement, il y a quelques mois, onze jeunes ont déjà été repérés. Une cellule a d'ores et déjà été créée, et des professionnels ont été investis dans leur mission. Le département est l'un des premiers parmi les nouveaux venus dans le dispositif à être déjà entré en phase opérationnelle.

Ju. M.

Les PEP 13

Le Figaro Littéraire

Edition du 6 janvier 2022



L'HISTOIRE de la semaine

UN APPEL AUX DONNS EST LANCÉ
POUR RÉNOVER LA MAISON
DU VAR OÙ ALDOUS HUXLEY VÉCUT
DANS LES ANNÉES 1930 ET Y ÉCRIVIT,
ENTRE AUTRES, «LE MEILLEUR
DES MONDES».

Sauvons la maison d'Aldous Huxley

C'est une maison aux volets bleus comme il y en a tant à Sarnary-sur-Mer. Mais la villa Les Flots du Cap de La Gorguette fut celle d'Aldous Huxley entre 1931 et 1937. C'est entre ses murs que l'auteur britannique écrit le célèbre *Meilleur des mondes*. Dès les années 1920, l'écrivain y trouva un lieu d'écriture (il y rédigea: *Musique nocturne*, *Croisière d'hiver en Amérique centrale*, *La Paix des profondeurs*) et d'amitiés. C'est là-bas que le couple Huxley reçut Paul Valéry, Edith Wharton et les Noailles.

Le lieu qui abrite aujourd'hui un centre de vacances dédié à l'accueil des classes découvertes est «en piteux état». Aussi, l'Association départementale des pupilles de l'enseignement public des Bouches-du-Rhône (Pep 13), associée à la Fondation

du patrimoine, lance un appel aux dons afin de rendre à la demeure son prestige. «*La maison continuera d'accueillir des enfants*, lit-on dans un communiqué, *tout en dédiant une pièce ancienne à la mémoire de l'écrivain Huxley.*» ALICE DEVELEY

Les PEP 13

Var - Matin

Edition du 4 janvier 2022

Var-matin

Construite en 1906 par un industriel marseillais

Rachetée dans les années 1950 par les Pupilles de l'éducation publique 38, la maison est agrandie pour installer dortoirs, réfectoire et salles de classe, entre autres. Désormais propriété des Pep 13, la maison et ses dépendances servent de centre de vacances. Elle a fermé en novembre, après les vacances scolaires pour les travaux de rénovation. L'escalier, dernier vestige de l'époque Huxley, devrait être conservé.

Tour du propriétaire

C'est une maison classique. Elle a été construite en 1906 par le propriétaire d'alors, un industriel marseillais. Elle est à l'époque bien différente de ce qu'elle est aujourd'hui. La bâtisse ne compte qu'un seul bâtiment. À sa gauche, une dépendance abrite le studio de peinture d'Aldous Huxley. Et tout autour, la campagne... « Comme on peut la concevoir à l'époque... », résume Gilles Iltis, spécialiste local de l'œuvre d'Aldous Huxley.



L'ancienne cuisine (on voit l'escalier qui y descend) a été transformée.

Aujourd'hui, une clôture de maison particulière et les arbres d'un jardin ont remplacé la vue qui, alors, embrassait la mer. Trois grands palmiers bordaient l'entrée. Il n'en reste plus qu'un.

L'entrée large (située au même endroit que la porte contemporaine actuelle) abrite un meuble sur lequel est posé l'un des tout premiers

téléphones individuels. Il n'y a pas de vestibule, mais un grand salon, où trône un canapé du peintre Raoul Dufy, et une salle à manger. Des tableaux d'Aldous Huxley décorent les murs. Un large escalier – « il est d'époque », assure Gilles Iltis – monte au premier étage qui abrite les chambres de la famille.

C'est aujourd'hui l'appartement de fonction du directeur du centre, M. Mezlaoui Tao. « Les tomettes au sol ont dû voir passer toutes l'intelligentsia londonienne », poursuit le spécialiste. L'étage est coiffé d'une terrasse – un roof top dirait-on de nos jours –, où Mme Huxley aimait à prendre le soleil à l'abri des regards. Un monte-charge permet au personnel de monter les plats lorsque la famille est à table. La cuisine est en effet en bas, entourée d'une vaste véranda sur trois côtés.

Quelque temps plus tard, les Huxley installeront la salle à manger au même niveau que la cuisine.

K. M.



Gilles Iltis, spécialiste local de l'œuvre d'Aldous Huxley.

Les PEP 13

Var - Matin

Edition du 4 janvier 2022

Var-matin

Un appel pour que la Villa Huxley retrouve son aura

L'association Pep 13, son propriétaire, et la Fondation du patrimoine ouvrent une collecte pour restaurer la bâtisse où l'écrivain britannique écrit *Le Meilleur des mondes* en 1931.

L'histoire est connue. La bâtisse moins. À voir la propriété qui accueille aujourd'hui un centre de vacances dédié à l'accueil de classes découvertes, on ne peut pas se douter que l'un des chefs-d'œuvre littéraires du XX^e siècle y a été porté sur les fonts baptismaux. C'est là, en 1931, dans la villa Les Flots, au Cap de La Gorguette, à deux pas de la mer, allée Thérèse à Sanary, que l'écrivain britannique Aldous Huxley écrit en quatre mois son célèbre roman dystopique *Le Meilleur des mondes*.

Un peu moins d'un siècle plus tard, pour éviter que la bâtisse ne sombre définitivement dans l'oubli et engager d'urgents travaux de restauration, son propriétaire depuis 1998, l'Association départementale des pupilles de l'enseignement public des Bouches-du-Rhône (Pep 13), associé à la Fondation du patrimoine, lance un appel aux dons (1).

« Prestige historique et mémoriel »

« L'objectif est de rendre à cette veste demeure son prestige historique et mémoriel. Rebaptisée Villa Huxley, la maison, actuel centre de vacances Les Flots, continuera d'accueillir des enfants mais aussi d'autres voyageurs. Tout en dédiant une

pièce ancienne à la mémoire de l'écrivain qui y vécut jusqu'en 1937 », défendent les promoteurs du projet.

Le bâtiment est en effet en piteux état. Sans travaux de rénovation et d'amélioration, il ne pourra plus accueillir de public. Actuellement, on ne distingue plus les traces historiques de l'appartenance à l'artiste, gommées par les extensions et aménagements successifs.

« Les travaux permettront ainsi d'identifier et de valoriser clairement la partie ancienne du bâtiment. Une photo d'archives connue de l'artiste devant la maison permettra, notamment, de reconstituer, à l'identique, l'entrée de la propriété et les espaces extérieurs. Par ailleurs, la création d'une fresque qui délimiterait la partie originale de la maison est également envisagée. L'objectif est d'informer et accueillir les publics dans un espace de médiation intérieur et extérieur », détaillent les instigateurs de la collecte de dons.

En l'honneur des artistes exilés

Après la rénovation, le site sera en mesure d'accueillir également des adultes, groupes ou individuels ; il sera ouvert aux clientèles en séjour dans le centre, mais également aux touristes et visiteurs réalisant le circuit ur-



À l'époque de l'emménagement d'Aldous Huxley, la maison aux volets bleus ne compte qu'un seul étage. Le bâtiment a été agrandi (partie aux volets blancs) après les années 1950. (Photo doc Luc Boutria)

bain proposé par la ville. Par ailleurs, des espaces de sensibilisation permettront de présenter l'histoire et la mémoire attachée au territoire et à la maison.

Enfin, une salle entière et un accueil seront dédiés à la mémoire de l'écrivain et des artistes exilés attachés à la villa. En parallèle de ces éléments permanents, des actions seront réalisées grâce à des partenariats associatifs.

J.-M. V.

1. Pour participer à la collecte : www.fondation-patrimoine.org/les-projets/maison-huxley



Aldous Huxley sur l'un des piliers d'entrée dans la propriété.

Méditation, lecture, étude, écriture

La Villa Huxley, sur l'itinéraire des artistes allemands exilés fuyant le nazisme et l'antisémitisme, est symbolique d'une période importante de l'histoire de Sanary. De nombreux artistes et écrivains venus de toute l'Europe se sont installés dans le petit port de pêche entre 1933 et 1944. Dès le milieu des années vingt, l'écrivain Aldous Huxley et son épouse, Maria Nys, ont fait de Sanary leur lieu de villégiature. Bien qu'ils ne soient pas considérés comme exilés, les époux Huxley favorisent, par leur présence et leur hospitalité, la venue de nombreux exilés allemands. Le couple s'installe en 1930 dans

cette villa. Un lieu de méditation, de lecture, d'étude et d'écriture pour l'auteur qui, outre *Le Meilleur des mondes*, y rédigea aussi *Musique nocturne* (*Music at night*, 1931), *Croisière d'hiver en Amérique centrale* (*Beyond the Mexico Bay* 1934), son second récit de voyage, et *La Paix des profondeurs* (*Eyeless in Gaza*) entre 1934 et 1936. Quelques amitiés prestigieuses étaient régulièrement invitées : Paul Valéry, Edith Warthon, Victoria Ocampo, les Noailles. Cependant, la Villa Huxley n'était pas ouverte à tous, car Aldous Huxley avait besoin de travailler à heures régulières, les dimanches compris.

Les PEP 80

France Inter

Edition du 4 janvier 2022



Résumé

Une petite histoire de l'association Pupilles de l'Enseignement Public est racontée. La Pep 80 intervient auprès des parents et des jeunes.

Lien pour écouter la pastille : [ICI](#) & pour écouter l'émission [ICI](#)

Les PEP 81

France Inter

Edition du 4 janvier 2022



Dans le Tarn, fil rouge de la semaine, il est un lieu-dit dont le nom permet d'envisager toutes les activités possibles : la Crouzié.

Nous sommes proches de la commune de Tanus à la limite de l'Aveyron. La Crouzié est une ferme qui se positionne à la croisée des chemins et des activités culturelles, artisanales et sociales. Le renouveau du lieu est le fait de notre premier invité qui, après avoir beaucoup voyagé, a posé ses valises dans ce bout du monde.

Nous vous conterons ensuite l'histoire extraordinaire vécue par Claire Pérez. D'un engagement contre la malbouffe, Claire a inventé un nouveau type de commerce local qui se développe de façon inattendue, preuve qu'il correspond à un réel besoin. Il s'agit du **producteur local**

Comme nous sommes avec le département du Tarn au centre de la grande région d'Occitanie. C'est depuis cette région que Jules nous avait écrit au nom de l'entreprise **TerrOiko**. Créée en 2012 par deux docteurs en écologie, cette entreprise est spécialisée dans l'application des nouvelles technologies aux problématiques écologiques. Sa première innovation a été **SimOiko**, une plateforme de simulation de la biodiversité qui interroge l'impact des activités humaines et des installations d'infrastructures sur l'environnement. Exemple ce simulateur a permis à la société d'identifier à la demande de SNCF Réseau les endroits les plus exposés au risque de collision entre les trains et les grands gibiers en Nouvelle Aquitaine. Elle s'était engagée également dans un projet négocié avec des éleveurs d'un système d'enclos connecté pour protéger les troupeaux des loups, sujet à fortes turbulences. Selon nos dernières recherches, le projet en resté à une étape test.

Et puis dans le Tarn toujours, François nous invite à parler d'une dame centenaire qui se porte toujours au secours des jeunes : l'association des Pupilles de l'Enseignement Public. La vieille dame entre dans sa 107ème année puisqu'elle fut créée en 1915 pour venir en aide aux 300 000 orphelins de la première guerre mondiale. La **PEP81** intervient auprès des parents et des jeunes. Pour ces derniers, cela concerne des temps d'activités périscolaires accessibles à tous dont les enfants handicapés, de l'éducation artistique et culturelle qui mélange les élèves des milieux spécialisés et ceux des milieux ordinaires, de l'action sociale comme la conciergerie solidaire à Aussillon ou du volontariat en service civique pour favoriser une remobilisation scolaire.

Pour écouter l'émission, cliquez [ICI](#)

Les PEP ADS

Le Dauphiné Libéré

Edition du 4 janvier 2022

le dauphiné libéré

GAP

En 50 ans, le CMPP a soigné près de 18 000 enfants

Le centre médico-psycho-pédagogique (CMPP) de Gap accueille principalement des enfants souffrant de troubles des apprentissages et du spectre autistique. La crise sanitaire a poussé vers l'établissement de nombreux enfants fragilisés par les confinements. Christine Sotteau la directrice témoigne des listes d'attente qui s'allongent et du manque de personnel. Elle dénonce aussi "la discrimination du Ségur de la santé".

En 2021, le centre médico-psycho-pédagogique (CMPP) de Gap a fêté ses 50 ans. Depuis sa création en 1971, l'établissement d'abord géré par l'Éducation nationale puis dès 1991 par les Pupilles de l'école publique (PEP), accueille et soigne des enfants de 5 à 17 ans affectés de troubles des apprentissages, du neuro-développement, du langage ou encore cognitifs.

« Si à l'origine le CMPP accueillait des enfants qui éprouvaient des difficultés dans les acquisitions scolaires, aujourd'hui notre spectre de compétence s'est élargi », explique Christine Sotteau directrice du CMPP depuis 2017. « Mais, note-t-elle, les troubles du spectre autistique, croissant et dont on ne parlait pas, et ceux de l'apprentissage scolaire sont les plus nombreux ».

Ils sont une quinzaine de personnels, administratifs ou thérapeutes, à animer le centre au quotidien. « L'équipe de thé-

rapeutes est composée, sous la direction d'un médecin, de psychologue, de psychomotricien, d'orthopédiste, de psychopédagogue et de neuropsychologue », détaille la directrice.

« La prise en charge, précise-t-elle, est individuelle ou en groupe. Les parents ne déboursent aucun frais pour des thérapies qui peuvent durer de six mois à plusieurs années. »

Les troubles liés à la crise sanitaire en augmentation

Si le nombre des troubles du spectre autistique, aujourd'hui mieux diagnostiqués, augmente, ceux liés à la crise sanitaire et à ses incidences sur les plus jeunes sont aussi en augmentation. « Cette population est en nette croissance si on en juge par le nombre de demandes de consultation. La crise sanitaire et les confinements successifs ont créé des désordres et des instabilités chez les plus



Muriel Bizzotto et Christine Sotteau témoignent des conséquences psychologiques de la crise sanitaire et des confinements sur les enfants. Photo Le DL/A.B.

jeunes avec notamment des craintes de retour à l'école », observe Muriel Bizzotto chargée de l'administration.

200 enfants sont actuellement suivis par l'équipe de soignants du CMPP et près de 18 000 ont été soignés depuis 1971. « Il faudrait une augmentation du personnel soignant. Une centaine d'enfants sont inscrits sur les listes d'attente. Ils n'auront pas de première consultation avant 12 à 13 mois », déplore Christine Sotteau.

La directrice du CMPP exprime aussi une autre



Le cabinet d'orthophonie du centre médico social. Photo Le DL

déception. « Nous devons, conclut-elle, rentrer dans le dispositif du Ségur de la santé au 1^{er} janvier 2022. Nous n'y sommes toujours

pas, c'est une discrimination. »

Alain BARADAT

Contact :
04 92 56 50 30.

FACEBOOK FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PEP

TOP DES POSTS LES PLUS VUS

16 publications / 9 767 vues / 21 nouveaux abonnés

(correspond aux vues de la page globale et des publications).

17 janvier

CP non l'inclusion n'est pas une obsession !

7 677 vues

Lien [ICI](#)

Fédération Générale des PEP

18 janvier

[🗣️] INTERVENTION Agnès Bathiany]

▶ Dans le cadre du #MoisdMentorat demain à partir de 14h 🕒 débute la deuxième édition des #AssisesduMentorat organisée par Collectif Mentorat

👉 A cette occasion Agnès Bathiany Directrice Générale Fédération Générale des PEP interviendra à partir de 16h40 🕒 à la table ronde n°11 Soutenir les familles dans leurs rôles de parents - comprendre les besoins des familles pour les soutenir dans l'accompagnement à la scolarité de leurs enfants et identifier à travers des exemples concrets, les facteurs clés pour soutenir les parents et les rendre eux-mêmes acteurs de la réussite de leurs enfants 🧑👤

👉 Aux côtés de Christelle Leblanc, chargée de mission nationale ANLCl - Agir ensemble contre l'illettrisme & Monique Cassol conseillère en politique sociale et familiale Caf - Allocations familiales

✔️ Soyez nombreux à suivre cette intervention en direct & en ligne 📺

Programme - Informations - inscriptions 📄

<https://bit.ly/3DZK2h>



29 janvier

Semaine Olympique et paralympique !

901 vues

Lien [ICI](#)

Fédération Générale des PEP

17 janvier

[🗣️] COMMUNIQUE DE PRESSE]

▶ #Inclusion #handicap

Non l'inclusion n'est pas « une obsession » ! C'est un droit !

👉 La Fédération Générale des PEP s'insurge contre les propos d'une rare violence de Eric Zemmour qui visent une grande partie de nos concitoyens : les enfants handicapés et leurs familles.

Lien vers le Communiqué de presse ICI 📄

<https://urlz.fr/h9YS>

Cc Dominique Gillot Agnès Bathiany



COMMUNIQUE DE PRESSE

Créteil, 16 janvier 2022

Non l'inclusion n'est pas « une obsession » !
C'est un droit !

La Fédération Générale des PEP s'insurge contre les propos d'une rare violence de M.Zemmour qui visent une grande partie de nos concitoyens : les enfants handicapés et leurs familles. Ce candidat d'extrême droite souhaite que « les enfants en situation de handicap soient scolarisés dans des établissements spécialisés », plutôt que dans les classes avec les autres élèves. Des propos outrageusement scandaleux tenus vendredi 14 janvier à Honnecourt-sur-Escaut (Nord) lors d'une rencontre avec des enseignants qui soulèvent l'opprobre. Ajoutant que « l'obsession de l'inclusion est une mauvaise manière faite aux autres enfants, et à ces enfants-là qui sont, les pauvres, complètement dépassés ! »(sic).

18 janvier

Intervention AB 2^{ème} Assises du Mentorat !

948 vues

Lien [ICI](#)

Fédération Générale des PEP

Publié par Anissa Azzoug 🗣️ · 29 janvier, 11:35 · 🌐

[🏃] Sport - Inclusion 🗣️]

👉 Dans le cadre de la #SemaineOlympiqueEtParalympique nous vous invitons à écouter 🗣️ le message de Charles Rozoy champion paralympique 🏊 de natation 🌈 #jeuxolympiques #London2012 & chargé de mission #sport à la Fédération Générale des PEP



#JO2024 #sport... Voir plus



TWITTER FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PEP

TOP DES POSTS LES PLUS VUS

14 publications / 8 600 vues / 15 nouveaux abonnés / 47 mentions @FGPEP

(correspond aux vues de la page globale et des publications).



La Fédération Générale des PEP @FGPEP · 17 janv.
COMMUNIQUE DE PRESSE #Inclusion #handicap
Non @ZemmourEric l'inclusion n'est pas « une obsession »
! C'est un droit 🍌 La Fédération Générale des PEP s'insurge
contre ces propos d'une rare violence qui visent nos
concitoyens urlz.fr/h9YS @DominiqueGillot
@AgnesBathiany pic.twitter.com/8KoHAqhlSx

Voir l'activité sur Twitter

17 janvier
CP Inclusion-handicap
4 211 vues
[Lien ICI](#)



La Fédération Générale des PEP @FGPEP · 19 janv.
1/"L'éducation se fait tout au long de la vie dans un système
d'acteurs qui interagissent avec l'enfant et l'accompagnent -
pour que l'enfant puisse intégrer des savoirs et apprendre à
apprendre" @AgnesBathiany pour les
#AssisesduMentorat par @CollectifMentor
@ANLCI_Lyon pic.twitter.com/XmbyW5oNeN

Voir l'activité sur Twitter

19 janvier
Interventions AB Assises du Mentorat
591 vues
[Lien ICI](#)



La Fédération Générale des PEP @FGPEP · 18 janv.
[📍INTERVENTION @AgnesBathiany] demain à 16h40
table ronde11 - Soutenir les familles dans leurs rôles de
parents - pour la 2ème édition des #AssisesduMentorat
organisée par @CollectifMentor
Infos: bit.ly/3DZkG2h
Cc @ANLCI_Lyon pic.twitter.com/9zacZosayT

Voir l'activité sur Twitter

18 janvier
Annonce intervention AB Assises du
Mentorat
510 vues
[Lien ICI](#)

VEILLE PRESSE

FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PEP & RESEAU PEP

MÉDIAS SOCIAUX



LINKEDIN FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PEP

TOP DES POSTS LES PLUS VUS

12 publications / 15 427 vues / 126 nouveaux abonnés
(correspond aux vues de la page globale et des publications).

Fédération Générale des PEP

1 283 abonnés
2 sem. • Modifié •

[COMMUNIQUE DE PRESSE]

#Inclusion #handicap

Non l'inclusion n'est pas « une obsession » ! C'est un droit !

La Fédération Générale des PEP s'insurge contre les propos d'une rare violence de **Éric Zemmour** qui visent une grande partie de nos concitoyens : les enfants handicapés et leurs familles.

Lien vers le Communiqué de presse ICI

<https://urlz.fr/h9YS>

Cc Dominique Gillot Agnes Bathiany



COMMUNIQUE DE PRESSE

Créteil, 16 janvier 2022

**Non l'inclusion n'est pas « une obsession » !
C'est un droit !**

La Fédération Générale des PEP s'insurge contre les propos d'une rare violence de M.Zemmour qui visent une grande partie de nos concitoyens : les enfants handicapés et leurs familles. Ce candidat d'extrême droite souhaite que « les enfants en situation de handicap soient scolarisés dans des établissements spécialisés », plutôt que dans les classes avec les autres élèves. Des propos outrageusement scandaleux tenus vendredi 14 janvier à Honnecourt-sur-Escaut (Nord) lors d'une rencontre avec des enseignants qui soulèvent l'opprobre. Ajoutant que « l'obsession de l'inclusion est une mauvaise manière faite aux autres enfants, et à ces enfants-là qui sont, les pauvres, complètement dépassés ! »(sic).

17 janvier

CP Inclusion - Handicap

4 451 vues

Lien [ICI](#)

Fédération Générale des PEP

1 283 abonnés
2 sem. • Modifié •

[URGENT - Poste à pourvoir]

Rejoignez notre réseau !

Les Pupilles de l'Enseignement Public Val-de-Marne, PEP 94 recrute : un-e médiateur-trice scolaire.

Pour plus d'information : <https://urlz.fr/h8Uv>

#offresdemploi #offres #emploi #recrute



14 janvier

Offre d'emploi

1022 vues

Lien [ICI](#)

ON RECRUTE

Fédération Générale des PEP

1 283 abonnés
1 sem. •

[Vœux 2022]

Dominique Gillot, Présidente de la Fédération Générale des PEP vous présente ses meilleurs vœux pour l'année 2022 !



21 janvier

Vœux de la Présidente

907 vues

Lien [ICI](#)

Dominique GILLOT - Présidente
de la Fédération générale des PEP

En ce début d'année encore atypique, je tiens à vous adresser

FACEBOOK - TOP DES POSTS LES PLUS VUS

19 publications / 3 289 vues / 2 nouveaux abonnés

(correspond aux vues de la page globale et des publications).

Pepattitude
Publié par Hootsuite · 27 janvier, 16:01 · 🌐

Des nouvelles de nos centres! 🌟 Ça tourne à l'Ecole des neiges à Lamoura de Les PEP 39! Le réalisateur David Depesseville et son équipe ont tourné au #centrededecouvertes L'Ecole des Neiges le film « Astrakan », qui concourt à la sélection pour le prochain Festival de Cannes!! Le réalisateur avait à cœur de mettre en scène une #classedecouvertes ainsi que l'action des PEP! 😊 Et comme nous, il est convaincu qu'une classe de découvertes est inoubliable pour chaque enfant! 😊
Po... Voir plus



LEPROGRES.FR
Les Rousses - La classe de neige, « une séquence qui a marqué ma scolarité ». La classe de neige, « une séquenc...

638 91 -
Personnes touchées Interactions Score de diffusion [Booster la publication](#)

👍 11 9 partages

27 janvier

Promotion d'une action dans un centre PEP

638 vues

Lien [ICI](#)

Pepattitude
Publié par Hootsuite · 24 janvier, 12:19 · 🌐

Et cette fois-ci, ce sont les PEP Alsace qui font part de leur préoccupation pour l'avenir des #centresdevacances dans le quotidien Les Dernières Nouvelles d'Alsace. On ne le répètera jamais assez, il est essentiel pour les enfants, les enseignants, les familles, les centres de vacances et leurs partenaires, que les #classesdecouvertes se maintiennent!
Pour découvrir l'article: 📄 <https://www.lalsace.fr/.../22/les-classes-vertes-a-la-peine>



LALSACE.FR
Éducation. Les classes vertes à la peine
Les voyages scolaires ne sont pas formellement interdits, mais l'Éd...

336 31 -
Personnes touchées Interactions Score de diffusion [Booster la publication](#)

👍 🗨️ 5 1 partage

24 janvier

Poste d'actualité et plaidoyer – Classes découvertes

336 vues

Lien [ICI](#)

Pepattitude
Publié par Camille Egepep · 25 janvier, 15:59 · 🌐

Les PEP 50 organisent pendant les #vacancesdefevrier un #sejouradapte autour des instruments de musique et il reste encore de la place! Du 14 au 18 février, les enfants à partir de 6 ans, pourront découvrir des instruments de musique du monde entier et jouer pour accompagner la lecture de contes.
Pour en savoir plus sur les activités du séjour et inscrire votre enfant: 📄 <https://www.pep-attitude.fr/sejours-enfants-adolescents/sejour/enfants-et-ados/93a~atoidejouermusiqueet...>
Voir plus



308 18 -
Personnes touchées Interactions Score de diffusion [Booster la publication](#)

👍 🗨️ 6 4 partages

25 janvier

Promotion des séjours adaptés PEP Attitude

308 vues

Lien [ICI](#)

VEILLE PRESSE

FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PEP & RESEAU PEP

PEP ATTITUDE MÉDIAS SOCIAUX



TWITTER - TOP DES POSTS LES PLUS VUS

13 publications / 1249 vues / 3 nouveaux abonnés

(correspond aux vues de la page globale et des publications).

PEP Attitude @pepattitude · 6 janv.

Les équipes de #pepattitude vous souhaitent une très belle et heureuse année 2022!

6 janvier
Promotion de la marque PEP Attitude
219 vues
Lien [ICI](#)

PEP Attitude @pepattitude · 26 janv.

Rendez-vous ce soir dès 17h 🕒 pour suivre le webinaire de @JPA_nationale sur le lancement de la campagne de solidarité 2022. @LesPEPCBFC interviendront pour défendre le #droitauxvacances et aux loisirs éducatifs pour tous les enfants. Rendez-vous sur: ow.ly/2ALm50HBpBN

Webinaire
Lancement de la campagne 2022
Manifeste des séjours et des loisirs collectifs pour tous

le mercredi 26 janvier 2022 de 17h00 à 17h45

https://jpa.asso.fr/la-campagne-de-solidarite/

Jeunesse au Plein Air

Introduction par Serge BACHEROT, vice-président de la JPA 21
Témoignage d'Anne-Laure GAGNAIRE, parent d'enfant bénéficiaire d'aide "toto" JPA 21
Témoignage d'Anne-Marie MOLIN, enseignante à Villers-les-Pots, bénéficiaire d'aide "séjours scolaires" JPA 21
Intervention de Noëlle ZOMGA, bénévole, membre du Comité Départemental du Secours Populaire 21, partenaire de la JPA 21
Intervention de Frank LEHENOFF, adjoint au maire de Digne, membre du Réseau Français des Villes Éducatrices, signataire du manifeste
Intervention d'Antoine HOMBAEU, adjoint au maire de Digne aux Solidarités, à l'action sociale, à la lutte contre la pauvreté
Lancement officiel de la campagne de solidarité 2022 de la JPA 21, par Vincent BONNAIRE, président de la JPA 21
Intervention d'Arnaud CRABED, Inspecteur de la jeunesse et des Sports, représentant de la DASEN 21
Échanges avec les participants

26 janvier
Valorisation d'une action du réseau PEP auprès de nos partenaires
176 vues
Lien [ICI](#)

PEP Attitude @pepattitude · 17 janv.

Non, l'inclusion n'est pas "une obsession" mais bien un droit pour tous les enfants, quelque soit leur #handicap! La @FGPEP et les équipes #pepattitude se battent au quotidien, à leur échelle pour que tous les enfants partent en #sejourcollectifs!

La Fédération Générale des PEP @FGPEP · 17 janv.
COMMUNIQUE DE PRESSE #inclusion #handicap
Non @ZemmourEric l'inclusion n'est pas « une obsession » ! C'est un droit ! La Fédération Générale des PEP s'insurge contre ces propos d'une rare violence qui visent nos concitoyens urlz.fr/h9YS @DominiqueGillot @AgnesBathiany

COMMUNIQUE DE PRESSE
Créteil, 16 janvier 2022
Non l'inclusion n'est pas « une obsession » ! C'est un droit !

La Fédération Générale des PEP s'insurge contre les propos d'une rare violence de M.Zemmour qui visent une grande partie de nos concitoyens : les enfants handicapés et leurs familles. Ce candidat d'extrême droite souhaite que « les enfants en situation de handicap soient scolarisés dans des établissements spécialisés », plutôt que dans les classes avec les autres élèves. Des propos outrageusement scandaleux tenus vendredi 14 janvier à Honnecourt-sur-Escaut (Nord) lors d'une rencontre avec des enseignants qui soulèvent l'opprobre. Ajoutant que « l'obsession de l'inclusion est une mauvaise manière faite aux autres enfants, et à ces enfants-là qui sont, les pauvres, complètement dépassés ! ».

Non Monsieur, l'inclusion n'est pas une obsession, c'est un droit affirmé par des traités internationaux signés par la France, un droit prescrit par la loi votée par le parlement, un droit inscrit dans des décrets et règlements qui s'imposent à tous.

Non Monsieur, cette attaque diffamante, véritable retour en arrière n'apportera pas la satisfaction attendue dans une société cohérente et unie, qui se construit avec les familles et autour des plus en difficulté.

La Fédération générale des PEP, association de l'éducation populaire, reconnue d'utilité publique, partenaire de l'école et gestionnaire d'établissements spécialisés d'accueil et d'éducation d'enfants handicapés est engagée depuis des décennies pour les droits à l'éducation, à l'émancipation et à la réussite de tous les enfants et particulièrement pour ceux qui sont frappés par une inégalité de destin. Ces inégalités de plusieurs natures : économiques, sociales, culturelles, ou de handicap, qui impliquent une mobilisation de toutes les valeurs de la république : liberté, égalité, fraternité.

Liberté de vivre avec et parmi les autres, avec les mêmes chances de réussite et d'inclusion.
Égalité de traitement, de compensation et d'accès aux droits fondamentaux de tous les citoyens.
Fraternité dans la construction d'une société solidaire, attentive et bienveillante à toutes les différences.

17 janvier
CP Inclusion – Handicap
94 vues
Lien [ICI](#)

VEILLE PRESSE

FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PEP & RESEAU PEP

PEP ATTITUDE MÉDIAS SOCIAUX

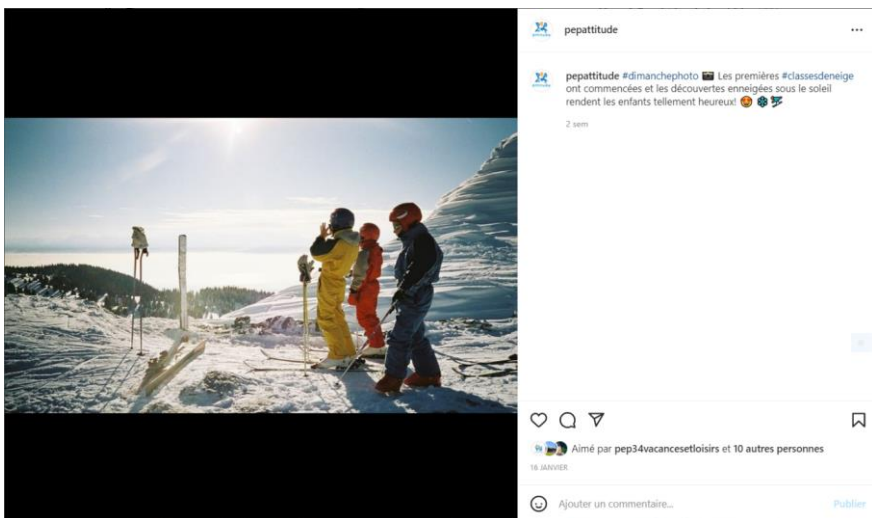
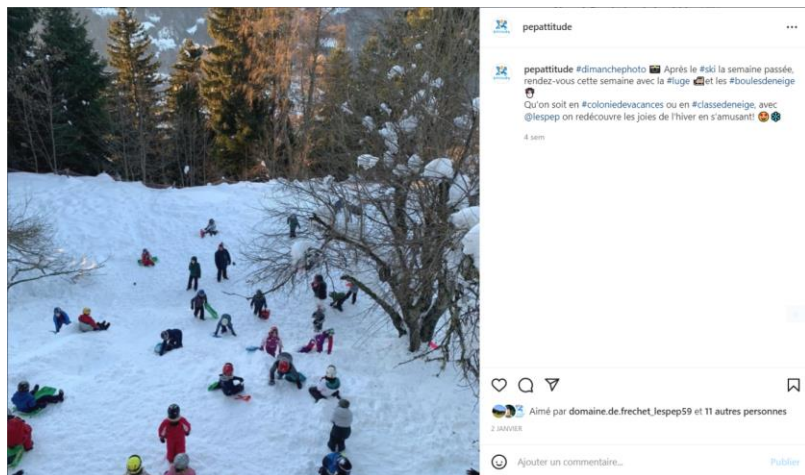


INSTAGRAM - TOP DES POSTS LES PLUS VUS

7 publications / 7 nouveaux abonnés

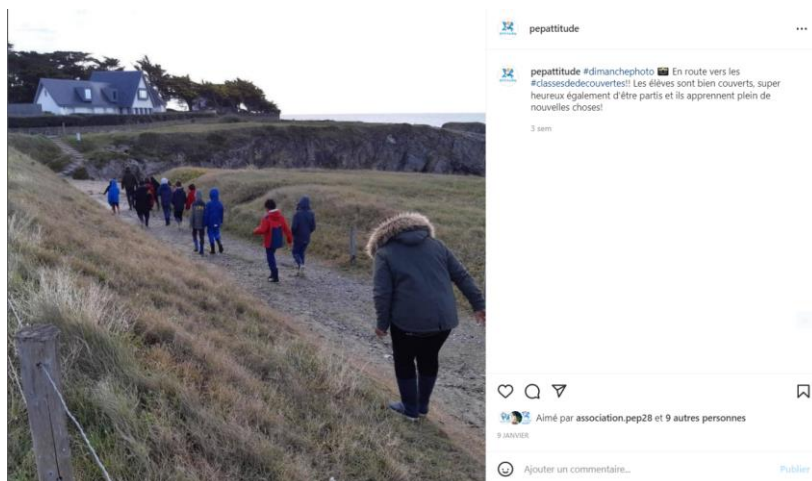
(correspond aux vues de la page globale et des publications).

2 janvier
Le dimanche photo
12 Likes
Lien [ICI](#)



16 janvier
Le dimanche photo
11 Likes
Lien [ICI](#)

9 janvier
Le dimanche photo
10 Likes
Lien [ICI](#)



Fédération Générale des PEP

Anissa Azzoug

Attachée de Presse & chargée de la communication externe

Tél. : 01.41.78.92.70

Email : a.azzoug@lespep.org

Suivez-nous sur les réseaux sociaux



www.lespep.org

